Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 14 | HIVER 2023 | 6.00 €

DESTINATION CAMBODGE
Un petit pays, de grandes ambitions

ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
Les lanceurs d'alerte

FRANÇAIS AU CANADA
Emploi, intégration

DOSSIER SPÉCIAL

GRANDES ÉCOLES

Financer ses études à l'étranger
Reconnaissance des diplômes
Partenariats internationaux...

NOMADES NUMÉRIQUES
Vers un nouveau mode de vie

À LA UNE
Olivier Becht, ministre délégué des Français de l'étranger

CCI FRANCE INTERNATIONAL
Espace CCI
Reprise et transmission d'entreprise

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

M 02525 - 14 - F: 6,00 € - RD

CRYSTAL FINANCE

évolue et deviendra prochainement

Laplace

Conseil
Patrimoine
Investissement

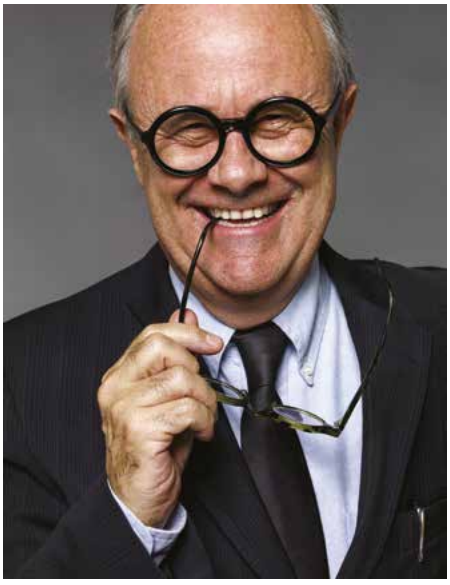
Crystal Finance est une marque Crystal
Siège social : 939, rue de la Croix Verte - CS 44461 - 34198 Montpellier cedex 05 - FRANCE
Tél +33 4 67 04 66 36 - contact@groupe-crystal.com

www.crystal-finance.com

ÉDITO

Ombre et lumière

Ils ne sont pas sous les feux des projecteurs et leur existence est souvent méconnue du grand public. Ces femmes et ces hommes qui agissent le plus souvent dans l'ombre, ce sont les conseillers des Français de l'étranger, ces élus de proximité qui représentent les Français établis hors de France auprès des ambassades et des consulats, au sein des conseils consulaires. S'il est aisé de fustiger les élus au nom de quelque ressort populiste, il convient de rappeler que le mandat de ces conseillers est purement bénévole. Comme le rappelle Hélène Degryse dans nos pages, les membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) qu'elle préside (au nombre de 90, eux-même élus par les 442 conseillers des Français de l'étranger) doivent compter sur leurs propres fonds pour financer leurs déplacements, et notamment leur séjour à Paris lors de deux assemblées plénières annuelles. L'AFE est donc confrontée à un manque de moyens, une situation pour le moins injuste au regard de l'accompagnement que prodiguent ses membres auprès des Français de l'étranger, palliant même parfois certaines carences de l'État. La question des moyens alloués aux différents services de la France à l'international – Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), service public consulaire… – est aussi au cœur de l'entretien exclusif que nous a accordé Olivier Becht, le ministre en charge du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger. Des problématiques de moyens qui renvoient mécaniquement à celles des ressources. Certes, tout n'est pas soluble par la grâce des vases communicants, mais nous restons convaincus du poids et du potentiel économique de la France à l'international en tant que levier de croissance. Une mission portée notamment par le réseau des CCI qui cherche inlassablement à étendre sa toile dans le monde. Un de ses objectifs, faut-il le dévoiler, consiste à se rapprocher plus encore de ces dizaines de milliers d'Entreprises des Français de l'étranger (EFE) présentes aux quatre coins du monde. Enjeu important, EFE International est une initiative portée par le Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France et le réseau des CCI Françaises à l'International, tous opérateurs économiques privés. Une importante table ronde est prévue à cet effet en mars prochain. Mais nous y reviendrons, histoire de ne rien laisser dans l'ombre.



© Stephane de Bourgies

Jean-Pierre Pont

Retrouvez-nous sur sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaletranger.fr

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Français à l'étranger est édité par TDME, 11 bis, rue Portalis, 75008 Paris. SAS au capital social de 110.950 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671.

Bureau de Montréal : Journal des Français à l'étranger, 1455 rue Drummond Bureau 2B Montréal QC H3G 1W3 (CCIFC). 514-529-0571.

Bureau Asie : Nicolas Balthazar, CCI France/Vietnam, 186 Nguyen Van Huong. Le Square, Thao Dien, HCMC. Tél. : + 84 (0) 28 38258625.

Directeur de la publication : Jean-Pierre Pont. jpp@francaisaletranger.fr Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédaction et coordination : Laetitia Dive. laetitia.dive@francaisaletranger.com

Rédaction : Anaïs Digonnet, Frédéric Laloux, Emmanuel Langlois, Leena Lecointre.

Secrétariat de rédaction : Didier Bras.

Direction artistique et maquette : Grand National Studio.

Graphiste : Max René-Worms.

Directeur du digital : Mathieu Clément. mathieu.clement@francaisaletranger.com

Cheffe de publicité : Sophie Prieto. sophie.prieto@francaisaletranger.com

Photo de couverture : © 4 PM production / Shutterstock.com

Impression : CEE.

SOMMAIRE

© Jacob Lund

© Sergii Figurnyi

© GaudiLab

06 Actus
06 Hélène Degryse, présidente de l'AFE
08 L'Assemblée des Français de l'étranger et ses commissions

14 Espace CCI
14 Reprise et transmission d'entreprise
16 Dominique Restino, président de la CCI Paris Ile-de-France

18 À la une
18 Olivier Becht, ministre du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger

20 Français au Canada
20 Frédéric Rossi, directeur Amérique du Nord de Business France
21 L'hôtellerie et la restauration tendent les bras aux Français
24 EntrePrism : mieux inclure les nouveaux arrivants au Québec
25 Le Relais francophone en Colombie-Britannique

26 Parfums d'aventure
26 Français du monde, la chronique de Franceinfo

28 Destination Cambodge
28 Un petit pays, de grandes ambitions
29 Jacques Pellet, ambassadeur de France
32 Économie : le Cambodge veut jouer dans la cour des grands
34 CCI France Cambodge, avec Soreasmey Ke Bin
36 Asean, un marché qui attire les regards
38 Coopération culturelle : entretien avec Bruno Favel

41 Dossier Grandes Écoles
44 Les aides financières pour étudier à l'étranger
46 IEP, écoles d'ingénieurs : la mobilité étudiante a la cote
50 Nelly Fesseau, directrice de l'agence Erasmus+ France
52 Parcoursup : les préinscriptions ont commencé !
54 Europass mobilité, le CV européen
56 Faire reconnaître en France un diplôme obtenu à l'étranger
58 Zoom sur le Groupe éducatif de la CCI Paris Ile-de-France
62 Accueil des étudiants étrangers en France

67 Nomades numériques
67 Vers un nouveau mode de vie
68 Témoignage : le nomadisme en famille
70 Quelques écueils à éviter
72 La eSIM, le fut ur de la connexion mobile
73 Travailler hors UE : le tour du monde avec son ordi

LES DOSSIERS DESTINATIONS DU JFAE EN 2023

Ile Maurice
Europe : pays frontaliers
Portugal
Pays-Bas
Scandinavie
Singapour
... et la rubrique Français au Canada et au Vietnam à retrouver tous les trimestres

HORS-SÉRIES
- Emirats arabes unis
- Maroc...

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

©Photo : A.Ravera

EMMANUELLE BASTIDE

8 MILLIARDS DE VOISINS

DU LUNDI AU VENDREDI À 10H10 TU

Emploi des jeunes, entreprenariat, créativité, urbanisation, relations hommes/femmes : comment évoluent les modes de vie et les sociétés dans le monde ?

À (ré)écouter sur rfi.fr

Texte : **Laetitia Dive**

HÉLÈNE DEGRYSE, PRÉSIDENTE DE L'AFE

« Nous avons un rôle de "lanceurs d'alerte" auprès des représentants nationaux »

Élue en décembre 2021 à la présidence de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), Hélène Degryse revient sur les grands sujets qui ont émaillé l'année 2022 et présente les objectifs pour 2023. Parmi eux, le projet de réforme de l'AFE : le groupe de travail qui s'est penché sur le sujet doit rendre ses conclusions en mars, lors de la prochaine session plénière de l'assemblée.

Vous êtes arrivée à la tête de l'AFE il y a un an. Quels ont été les principaux chantiers de l'année 2022 ?
Dans mon rôle de conseillère des Français de l'étranger, j'ai de nombreux sujets qui me tiennent à cœur. Je travaille notamment depuis longtemps sur la question des violences faites aux femmes. J'avais fait remonter ce sujet à l'AFE précédente pour que nous puissions nous emparer ensemble de cette thématique et organiser des auditions d'acteurs qui travaillent sur ce sujet. Depuis que je suis présidente de l'assemblée, ce travail se poursuit et a gagné en visibilité. Nous demandons par exemple que les numéros d'urgence soient plus visibles sur tous les sites de l'administration.
J'ai aussi souhaité, lors de la session AFE d'octobre 2022, organiser une table ronde sur le sujet du sexisme et de la parité. Cela n'avait jamais été fait. Cette table ronde a permis de libérer la parole et de moderniser l'image de notre assemblée, en phase avec les grandes thématiques du moment.
Nous avons une assemblée toujours majoritairement masculine, il était donc important de sensibiliser sur ce sujet, surtout que certaines élues ont fait l'objet par le passé de remarques et comportement déplacés. Nous sommes par ailleurs en train de mettre en place une cellule de règlement des conflits au sein de l'AFE. Il va falloir former les élus qui en font partie.

Un autre chantier important concerne le statut des conseillers de l'AFE…
Oui. La réforme de 2014 a augmenté le nombre d'élus en créant les conseillers des Français de l'étranger, tout en maintenant les conseillers AFE. Mais en parallèle, les indemnités ont été diminuées et l'AFE s'est retrouvée sans moyens propres. Aujourd'hui, les élus de l'assemblée utilisent leurs propres deniers pour financer entièrement leurs déplacements et le séjour à Paris. Les élus qui ne sont pas fonctionnaires d'État doivent poser des congés personnels et ne peuvent exercer leur travail. Nous sommes probablement les seuls élus de la République à devoir payer pour exercer notre mandat correctement. Cela me semble inadmissible et dangereux car cela nous met à la merci de tentatives de corruption variées… Avoir des moyens propres s'avère donc primordial pour que nous puissions nous émanciper et faire remonter les sujets importants pour les Français de l'étranger. Car à l'AFE, nous avons un rôle de « lanceurs d'alerte » auprès des représentants nationaux.

> « SUR LE TERRAIN, NOUS VOYONS QU'UN CERTAIN NOMBRE DE SERVICES SONT RÉELLEMENT EN SOUFFRANCE. »
> *HÉLÈNE DEGRYSE*

Sur quels sujets avez-vous justement alerté l'administration au cours des derniers mois ?
En fin d'année, nous avons adressé un courrier au ministre pour que les 100 créations de poste annoncées au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ne soient pas réservées seulement à l'administration centrale, ce qui risque d'être le cas. Or, sur le terrain, nous voyons qu'un certain nombre de services sont réellement en souffrance.
Nous alertons régulièrement au sujet des besoins sociaux de nos communautés. En Europe par exemple, nous dépendons des aides du pays d'accueil mais il y a des trous dans la raquette, un exemple récent nous a été partagé par Nadine Fouques-Weiss, élue d'Allemagne, au sujet de l'aide Covid que ne touchaient plus certains de nos compatriotes qui en avaient pourtant besoin.

L'ordre du jour de la 38e session plénière de l'AFE est-il arrêté ?
Pas dans le détail. Mais nous avons d'ores et déjà décidé que le groupe de travail qui prépare un projet portant sur la réforme de l'AFE présentera ses conclusions en mars, après avoir rendu un rapport intermédiaire mi-janvier. Ce travail doit ensuite nous permettre de faire des recommandations à l'administration.
Avec les présidents des commissions, nous souhaitons par ailleurs organiser une séquence qui aborde un sujet concernant l'ensemble des Français de l'étranger, à l'image de celle qui portait sur le sexisme et la parité. Ce format a bien fonctionné et plusieurs élus souhaitent donc le reproduire pour une prochaine table ronde qui devrait porter sur la francophonie.
Enfin, l'urgence climatique reste l'une de nos priorités pour 2023. Comme nous avons constaté le succès de la Fresque du climat qui avait été lancée par la commission du développement durable et du commerce extérieur, nous souhaitons en faire profiter plus largement les Français de l'étranger et travaillons sur un projet de fresque en ligne et une brève séquence relative au climat en plénière. Cette commission a par ailleurs remis en place le prix du Développement durable qui n'avait été décerné qu'une seule fois. Les contours de ce prix seront annoncés

© Olivier Balvin

▲ Hélène Degryse.

en mars et il sera vraisemblablement remis lors de la session d'octobre 2023.

Lors de la dernière session plénière, vous avez expliqué que l'AFE doit améliorer sa communication. Auprès de qui ?

Il s'agit de faire davantage connaître le rôle et les actions de l'AFE auprès des Français de l'étranger, de leurs 442 conseillers mais également des parlementaires, des ministères et de toutes les instances politiques. Cela passe notamment par notre site internet, que nous souhaitons moderniser. Avec le bureau nous avons par ailleurs souhaité qu'une infolettre de l'AFE soit envoyée aux élus, et c'est une réussite. N'ayant pas de budget propre à allouer à cette communication, nous avançons progressivement avec des moyens simples. J'ai par exemple créé avec les vice-présidents de l'AFE – Ramzi Sfeir et Alexandre Bezardin – une boucle Telegram dans laquelle les conseillers des Français de l'étranger peuvent suivre nos actions. J'ai également eu un premier contact avec le Conseil économique, social et environnemental (Cese) avec qui nous aimerions davantage travailler.

Concernant nos relations avec les parlementaires, nous avons demandé à être auditionnés lors de chacune de nos sessions par le groupe d'études du Sénat intitulé « Statut, rôle et place des Français établis hors de France » et présidé par le sénateur Ronan Le Gleut. L'objectif est que nos retours de terrain soient directement repris par les parlementaires et qu'ils puissent ensuite défendre nos résolutions. Enfin, les sessions plénières nous donnent l'occasion de mettre un coup de projecteur sur notre assemblée. Lors de celle d'octobre 2022, le ministre Olivier Becht était très présent et a pu suivre attentivement nos travaux. En sa présence, l'AFE est d'ailleurs allée raviver la flamme du Soldat inconnu : c'est une manière de montrer que, même si nous sommes loin de la France, nous portons ses valeurs et restons attachés à son histoire.

Les prochaines élections sénatoriales auront lieu en septembre 2023. Cette échéance va-t-elle bouleverser d'une façon ou d'une autre le travail de l'AFE ?

L'AFE doit rester concentrée sur ses objectifs, peu importe les échéances électorales, surtout que depuis la réforme les sénateurs ne font plus partie de notre assemblée. Certains viendront peut-être faire campagne auprès de nous mais j'espère que cela ne perturbera pas notre travail. En amont de ces élections, je souhaite surtout que la session de mars soit sereine et productive. ◆

FOCUS SUR L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DE L'AFE

Instance consultative, l'Assemblée des Français de l'étranger peut être sollicitée sur toutes les questions qui les concernent : l'enseignement, la sécurité, l'économie, les violences faites aux femmes, etc. Elle se réunit deux fois par an à Paris en séance plénière. À chaque fois, un certain nombre de sujets figurent à l'ordre du jour. Outre ces séances, les six commissions thématiques travaillent toute l'année pour proposer des avis et des résolutions dans le but que celles-ci soient reprises par le gouvernement. Ses 90 conseillers sont élus au suffrage indirect par les 442 conseillers des Français de l'étranger qui sont, eux, élus au suffrage direct.
www.assemblee-afe.fr

Textes : **Leena Lecointre**

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Évaluer les outils de promotion du commerce extérieur

Par-delà ses attributions variées, la commission du développement durable et du commerce extérieur valorise les approches transversales dans ses études et ses recommandations. Entretien avec son président, Jean-Luc Ruelle.

Quelle est la feuille de route pour la prochaine session ?
Pour la prochaine session, du 27 au 31 mars 2023, notre Commission poursuivra ses activités orientées vers le développement durable et la promotion du commerce extérieur de la France. Nous ferons une présentation en plénière de la Fresque du climat* et nous offrirons à une quinzaine des 90 élus – sur la base du volontariat – la possibilité de participer à cet atelier qui montre sous une forme ludique toutes les interactions qui peuvent intervenir en matière de développement durable. En général nous revenons sur des choses que l'on connaît à peu près, mais ça a le mérite d'être clair. C'est un outil de pédagogie qu'on doit rendre accessible dans les écoles et les institutions. Nous comptons aussi évaluer l'efficacité des outils de promotion du commerce extérieur des pouvoirs publics et des organisations d'influence : nous avons prévu des études et des auditions pour voir ce que valent les organismes comme Business France, le réseau des chambres de commerce internationales, Bpifrance, à l'international, etc. Nous voudrions, d'ici fin 2023 – après avoir rencontré, discuté avec toutes ces organisations concernées par le commerce extérieur de la France – en faire un mini-livre blanc.

▲ Jean-Luc Ruelle. © DR

Vous vous inspirez des expériences que vous observez dans différents pays. Quel genre de modèle la France devrait-elle suivre ?
Je ne sais pas pour le développement durable, mais pour le commerce extérieur nous n'avons pas besoin de réinventer la roue : l'Espagne et l'Italie sont des modèles à suivre. Ils ont une vraie volonté politique qui se décline en actions véritablement performantes, en comparaison avec ce que fait Business France qui manque parfois d'efficacité. Je pense qu'il faut faire une véritable réforme de Business France, apprécier le statut de leurs missions. Il y a des problèmes de méthodologie, mais aussi de budget investi par les États. Et il y a ce mode français auquel on n'échappe pas: le fait de travailler principalement en faisant des exercices intellectuels en chambre qu'on ne confronte pas avec les locaux, les chambres de commerce françaises, etc. C'est pour cette raison qu'il faudrait s'inspirer – mais pas seulement – de ce qui se fait en Italie et en Espagne qui ont des approches beaucoup plus pragmatiques. Par exemple, tous leurs dispositifs sont digitalisés alors que nous en sommes sur ce plan au stade du balbutiement en France.

Comment allier développement durable et commerce extérieur ?
Le libellé de la commission peut effectivement étonner : développement durable et commerce extérieur. Essayer de les gérer en silo, chacun séparément, n'est pas une bonne attitude. Nous essayons d'avoir des approches transversales, même si ce n'est pas facile. Dans les auditions ou réflexions que nous produisons, nous prévoyons notamment de faire intervenir une entreprise comme Saint-Gobain ou Dassault Systèmes, avec une forte technicité en matière de développement durable et qui génèrent véritablement du plus en matière de commerce extérieur français. Là, typiquement, on arrive à répondre aux deux questions en même temps. Nous comptons aussi auditionner le patron du club export de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) qui montre combien on peut améliorer les processus, être plus respectueux des contrats de développement durable. Mais surtout, nous voulons diffuser ceci à l'export et sur nos marchés dans nos pays d'origine – au travers de ce club de l'export qui marche très bien – pour rendre la France exemplaire en termes de développement durable et améliorer la compétitivité de son commerce extérieur. ◆

** Cette association vise à sensibiliser le grand public aux enjeux du réchauffement climatique.*

COMMISSION DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA FISCALITÉ

De l'importance des conseillers de l'AFE

Alors que les budgets alloués aux Français de l'étranger sont considérablement réduits, cette commission permet d'éclairer les différents acteurs du réseau français sur les situations financières et fiscales. Explications avec son président Renaud Le Berre.

Quels seront les grands enjeux de votre commission pour la prochaine session plénière ?
Nous allons revenir naturellement sur la loi de finances, analyser les différences entre le projet de loi d'octobre 2022 et son exécution en 2023. Il y a notamment un rapport qui sera rédigé concernant la situation financière de l'AEFE, le budget du parc immobilier français à l'étranger par exemple. Nous travaillons aussi régulièrement sur la question plus spécifique de la fiscalité qui est assez difficile à cerner. Nos compatriotes se déplacent, télétravaillent, il y a les différentes conventions fiscales, des accords européens, etc.
Nous n'avons pas le poids pour changer la fiscalité ou négocier des conventions, en revanche nous avons un rôle d'information, et parfois de lanceurs d'alerte quand il y a des problèmes. Ils nous sont signalés par remontée de terrain avec nos collègues, nos relais conseillers et associatifs, mais aussi directement par nos compatriotes français de l'étranger. C'est pour eux que nous travaillons. Ils nous interpellent souvent, directement ou par réseau pour soulever des problèmes. Ça fonctionne très bien comme ça, plus que nos noms affichés sur la page des consulats qui ne nous font pas beaucoup de publicité.

La présidente de l'AFE Hélène Degryse voulait justement améliorer la communication à propos des conseillers de l'Assemblée…
C'est une très bonne idée. Nous avons un déficit de notoriété assez flagrant et j'essaie d'expliquer à mon modeste niveau l'importance des conseillers : notre travail a une utilité publique, nous compensons, nous pallions les insuffisances du service public à l'étranger. Je pense par ailleurs qu'au regard du manque de moyens nous produisons quand même un travail de grande qualité en tant que conseillers. Le budget de l'AFE a été fortement réduit. Des conseillers doivent démissionner parce qu'ils n'ont pas les moyens de venir, donc ils cèdent leur place, il y a un *turnover* assez important.
C'est triste de voir que des gens qui ont la légitimité des élections ne peuvent pas exercer leur mandat faute de moyens. L'idée n'est pas de gagner de l'argent mais d'être au moins indemnisé en fonction du travail qu'on fait et d'avoir davantage de logistique, d'être aidé. Nous générons des bénéfices sociaux qui sont incalculables, nous avons parfois un rôle d'assistant social pour accompagner les gens au quotidien parce que les consulats ne peuvent plus le faire.

▲ Renaud Le Berre. © DR

« NOUS COMPENSONS LES INSUFFISANCES DU SERVICE PUBLIC À L'ÉTRANGER. »
RENAUD LE BERRE

Qu'en est-il du budget alloué aux consulats ?
C'est difficile, il y a un grand manque de moyens. Les tensions budgétaires, le manque de postes, de moyens, d'agents consulaires, etc. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a perdu quelque 30% de masse salariale en vingt ans, ce qui est incroyable. Comme les consulats et les services publics à l'étranger ferment, il est difficile maintenant pour les Français de l'étranger d'exercer leur citoyenneté française. Avant, les binationaux étaient très attachés à la France mais ils ne vont plus demander de passeports français, ils perdent petit à petit l'exercice de leur citoyenneté. Mais cela va plus loin : j'ai eu des cas de personnes en Espagne dont le compte en banque était bloqué et qui ne percevaient plus leur pension de retraite parce que leurs documents n'étaient pas à jour. On pense que ce sont des détails mais ces situations sont très compliquées pour les Français de l'étranger. ◆

Textes : **Leena Lecointre**

COMMISSION DES LOIS, DES RÈGLEMENTS ET DES AFFAIRES CONSULAIRES

L'humain, au cœur des enjeux administratifs

En charge des questions juridiques, la commission présidée par Rosiane Houngbo-Monteverde supervise bon nombre de sujets qui influent sur le quotidien des Français à l'étranger.

▲ Rosiane Houngbo-Monteverde.

© Shoky van der Horst

Quelle est la feuille de route pour la prochaine session ?

Nous avons prévu de travailler sur trois thématiques : les services consulaires, les violences intra-familiales et enfin un dernier thème qui est celui des successions internationales et l'accessibilité de l'acte authentique dont je serai en charge, avec Alexandre Barriere Izar. C'est un sujet vaste, compliqué, et assez méconnu des Français de l'étranger. Nous essaierons de faire un nouvel état des lieux accompagné de propositions pour fluidifier les process et sensibiliser à ces questions de succession en contexte international. Dans l'Union européenne, c'est assez fluide du fait de la reconnaissance mutuelles des actes, de l'harmonisation des logiques juridiques. Hors UE, c'est beaucoup plus sensible : le métier de notaire ne recouvre pas les mêmes réalités et est même méconnu quelquefois, le concept d'acte authentique également… Tous ces concepts n'existent pas partout, sans parler de l'écart linguistique. Nous inviterons très probablement le Conseil supérieur du notariat afin de partager nos sons de cloche respectifs. L'idée serait d'explorer davantage les actes à distance. Cela existe déjà, et la pandémie de Covid-19 a beaucoup aidé, pour le coup, à démocratiser le travail en ligne.

Où en est-on de la numérisation de l'administration ?

Nous avons travaillé lors de la session d'octobre sur la question du vote par internet, de son efficacité, de la réalité du droit de vote pour les non-résidents. Pour ces derniers, il y a un réel enjeu sur l'accessibilité à ce droit par rapport aux français résidents. Il y a, certes, des marges d'amélioration mais le système fonctionne plutôt bien et il encourage tout de même à aller voter. Nous allons continuer de travailler sur la dématérialisation du service public consulaire, son efficacité, ses points forts et ses limites parce qu'il ne faudrait pas que dématérialisation rime avec déshumanisation. Les gens ont besoin de voir des êtres humains, d'échanger avec des personnes qu'ils connaissent et qui sont familières à leurs problématiques. Même si nous sommes tous des Français résidant à l'étranger, la situation n'est pas la même si l'on se trouve à Abidjan, Madrid ou Tokyo. Toutes ces problématiques de dématérialisation font partie du rapport sur les services consulaires que nous avons commencé pendant la dernière session plénière.

En dehors de ce pré-rapport, qu'avez vous abordé lors de cette dernière session ?

Nous avons travaillé sur un sujet très technique qui est celui des certificats de nationalité. C'est un document que certains services consulaires demandent à des Français – souvent binationaux – lors de démarches aussi anodines que le renouvellement du passeport. Mais souvent, quand ils font la demande pour ce certificat, elle est refusée au motif qu'ils n'ont pas suffisamment d'éléments prouvant qu'ils sont effectivement de nationalité française. Cela a pu donner lieu à des situation assez cocasses où, au sein d'une même fratrie, certains étaient reconnus Français et d'autres non. Pour contester ce refus il faut saisir les tribunaux français. C'est long, coûteux, décourageant et il y a aussi un côté humain assez humiliant : on remet en question un état de fait sur lequel vous vous êtes fondé toute votre vie durant. Tout ça devenait inquiétant et nous nous sommes donc penchés sur la question en auditionnant des entités spécialisées et familières de ces questions, au sein du ministère de la Justice et celui de l'Europe et des Affaires étrangères. C'est madame Radya Rahal qui a été rapporteure et a travaillé tout particulièrement sur ces questions. ◆

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'EMPLOI ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Intégrer les Français de l'étranger aux dispositifs nationaux

En charge des aides sociales, cette commission présidée par Florian Bohème cherche à harmoniser les dispositifs pour les Français de l'étranger tout en prenant en compte leurs situations individuelles selon les pays.

Quels sont les grands enjeux de votre commission ?
Les affaires sociales concernent toutes les aides sociales pour nos compatriotes du monde entier. Le grand volet de cette mandature c'est de travailler sur l'accès aux services publics sur le volet des affaires sociales. Certains Français bénéficient d'aides parce qu'ils sont en difficulté, or dans certains pays ils ne les percevront pas en janvier et en février. Pourquoi ? Parce qu'il y a un rééquilibrage budgétaire : elles sont suspendues deux mois dans l'année et redistribuées en mars. Il faut pouvoir harmoniser ces pratiques et s'assurer qu'il n'y ait pas de rupture des aides sociales. Nous devons convaincre le Quai d'Orsay que les pratiques doivent évoluer. Le budget même des affaires sociales n'est pas suffisant. Il y aura un million d'euros en plus pour 2023, mais avec la crise sur l'inflation et sur la parité monétaire, ce million d'euro va partir pour payer les taux de change et l'inflation. Je plaide pour une refondation complète des dispositifs d'affaires sociales pour les Français de l'étranger, qui ne sont pas réalistes par rapport à ce qu'ils vivent dans leur pays.

▲ Florian Bohème.
© DR

Qu'avez-vous retenu de la dernière session ?
Nous avons travaillé sur les questions d'emploi et de formation : là non plus, le dispositif n'est pas suffisant. Seuls 20 Français à l'étranger – sur 3,5 millions – ont fait une demande de formation professionnelle : c'est ridicule. Pour suivre une formation reconnue et subventionnée, il faut que ces personnes rentrent en France. Ça engendre des frais incroyables, alors que l'argent serait beaucoup mieux utilisé s'ils pouvaient obtenir des dispositifs de formation en ligne et des aides dans leur pays de résidence. Nous avons aussi travaillé sur le sujet de la fin de vie, pour intégrer les Français de l'étranger dans ce grand débat national. Ça nous a été refusé, mais je souhaite faire évoluer la loi pour que nous soyons systématiquement intégrés aux grandes consultations nationales, parce que je suis sûr nous pourrions apporter une expertise développée dans nos pays de résidence. Nous voudrions aussi être associés complètement au sujet sur la réforme des retraites. Il y a en effet une discrimination lorsque l'on fait sa carrière à l'étranger, avec tout un système de pénalités.

« NOUS ALLONS CONTINUER DE TRAVAILLER SUR LA QUESTION DES VIOLENCES CONJUGALES. »
FLORIAN BOHÈME

Quelle est la feuille de route pour la prochaine session ?
Nous allons continuer de travailler sur la question du droit des femmes et des violences conjugales. Nous avons déjà abordé le sujet en octobre et allons le poursuivre tout au long du mandat. Le rapport annuel du gouvernement – qui se base sur le nombre de personnes qui ont demandé un accompagnement dans un consulat – recense 235 cas de violences sur des femmes signalés par an : ce n'est pas possible, c'est très en dessous de la réalité. Il faut faire du bruit sur ces questions, dire que les femmes françaises victimes de violences à l'étranger sont probablement encore plus en difficulté que les femmes françaises sur le territoire national. La protection consulaire doit être une priorité, il faut s'assurer que l'assistance des Français en danger soit bien effective. Il faudrait améliorer le dispositif juridique, faire en sorte que les femmes françaises victimes de violence puissent déposer plainte en France. Même à 10 000 km de Paris, il faut qu'on ait les outils juridiques pour déposer plainte en ligne, être en contact avec des magistrats. Ce n'est pas très compliqué, ça devrait être possible. ◆

Textes : **Leena Lecointre**

COMMISSION DE LA SÉCURITÉ ET DES RISQUES SANITAIRES

Anticiper et gérer les crises

Entre la guerre en Ukraine et la crise du Covid-19, cette commission de l'AFE a été confrontée à de nombreux défis. Explications avec son président, Avraham Benhaim.

© DR

Pourriez-vous présenter votre commission et ses attributions ?
Notre commission est composée d'un président et un vice-président. Elle compte 17 membres au total. Elle a pour but d'aborder tous les sujets concernant la sécurité et les risques sanitaires pour les Français de l'étranger, mais surtout elle est force de proposition.

Qu'avez-vous retenu de la dernière session plénière de l'AFE ?
La dernière session a connu des moments forts, en particulier la rencontre avec le secrétaire d'État monsieur Olivier Becht *(ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, Ndlr)* et la visite de Madame la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna. L'audition de Monsieur David Martinon, ambassadeur de France en Afghanistan, sur le contexte de l'évacuation de Kaboul fut un des grands moments de notre commission, ainsi que celle de nos collègues en visioconférence au Burkina Faso, alors en crise. Je crois que l'AFE doit rester sur ce que j'appellerais son « cœur de métier », apporter des réponses aux Français de l'étranger, mais surtout elle sera jugée sur sa capacité à faire adopter des mesures à partir de ses propositions au gouvernement.

> « LA CYBERSÉCURITÉ RESTE NOTRE FIL CONDUCTEUR À CHAQUE SESSION. »
> *AVRAHAM BENHAIM*

Quels sont les grands enjeux de votre commission pour la prochaine session et pour l'année 2023 ?
Notre commission, avec ses membres, tente de mettre en place une méthode de travail efficace et qui portera ses fruits tout le long de notre mandature. La cybersécurité reste notre fil conducteur à chaque session, nous auditionnons des administrations, mais aussi les acteurs de la sécurité comme le peloton de gendarmerie dans le cyber-espace qui sont confrontés au quotidien à la délinquance et aux arnaques comme l'usurpation d'identité dont sont victimes très souvent nos compatriotes à l'étranger sur le web. L'audition de nos collègues conseillers des Français de l'étranger reste une priorité depuis le mois de février 2022. Avec le début de la crise en Ukraine nous avons constaté que ce sont nos collègues qui sont en première ligne. Leurs retours d'expérience, leur vécu de la crise en direct est parfois plus significatif que des rapports d'administration. Leur contribution nous permet de faire des rapports et de prendre des résolutions très détaillées.
Au plan sanitaire, nous sommes toujours très vigilants sur l'évolution de la pandémie de Covid-19 qui reste omniprésente en France, mais surtout à l'étranger. Les évacuations de nos ressortissants sont aussi un des enjeux majeurs de notre commission. Pour la prochaine session, nous aborderons la question de la sécurité alimentaire dans le réseau AEFE qui reste un point sensible auprès des Français de l'étranger. Puis il y a aussi la malaria qui tue aujourd'hui encore trop de nos compatriotes. Ces derniers sont insuffisamment informés par les ambassades et consulats de France à l'étranger sur les risques que représente cette maladie. ◆

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT, DES AFFAIRES CULTURELLES, DE LA FRANCOPHONIE ET DE L'AUDIOVISUEL EXTÉRIEUR

Favoriser les immersions locales

Dépassant les approches centralisatrices, Jean-Hervé Fraslin, président de cette commission, détaille l'intérêt de s'appuyer sur les réalités de terrain pour developper l'enseignement et la culture française à l'étranger.

Quels sont les enjeux de votre commission ?
Lors de la dernière session, nous avons travaillé notamment sur la question du réseau de libraires français à l'étranger qu'il faut maintenir, et aussi sur la question de la santé mentale des élèves après les confinements. Nous nous sommes concertés pour réfléchir aux dispositifs d'accompagnement les plus avancés. C'est notre rôle : identifier les meilleures pratiques dans les pays où nous vivons et les recommander comme sources d'inspiration pour les diffuser dans le plus grand nombre de pays possibles. Concernant par exemple la gestion des établissements français, j'ai pu observer à Madagascar une école créée et administrée par les parents d'élèves. C'est un mode de fonctionnement que je pense plus adapté parce que les parents sont des personnes en immersion profonde, de longue durée dans le pays, mieux intégrés à l'économie locale que des administrateurs qui seraient en détachement sur de courtes périodes.

▲ Jean-Hervé Fraslin. © DR

L'AEFE a un objectif de doublement des effectifs d'ici 2030. Que recommandez-vous en tant que commission de l'enseignement ?
L'enseignement occupe une place prépondérante dans cette commission. Comme pour les Alliances françaises, qui relèvent aussi de nos attributions, l'action est souvent trop concentrée dans la capitale. Même s'il y a un grand réseau de 566 écoles françaises, il n'y en a pas partout. On a l'impression qu'en étant influent dans la capitale, on est influent sur le pays. Mais avec l'expérience du terrain, on se rend compte que la majorité des politiques au Parlement ou dans les ministères ne viennent pas de la capitale mais d'endroits où il n'y a ni écoles françaises ni Alliances françaises. Il faudrait densifier notre réseau au niveau local et régional, non pas en créant plus d'établissements en gestion directe mais en faisant de l'immersion : conclure des accords avec des écoles et des institutions existantes, et y développer une section française. C'est la meilleure manière de développer notre influence : la rendre plus diffuse, mais plus puissante. Ça ferait aussi des économies sur l'immobilier et le personnel, ce qui coûterait moins cher aux familles en termes de frais de scolarité.

« IL FAUDRAIT DENSIFIER NOTRE RÉSEAU AEFE AU NIVEAU LOCAL ET RÉGIONAL. »
JEAN-HERVÉ FRASLIN

Et les frais de scolarité des établissements en gestion directe ?
C'est un vrai souci. Le contexte d'inflation, de déstabilisation des prix des matières premières, de l'énergie et des parités monétaires a des effets sur le fonctionnement des établissements. Et malheureusement, on risque d'avoir affaire à des ajustements de tarifs potentiellement brutaux, et il y a un vrai risque de perdre des élèves parce que les familles ne peuvent pas suivre. Nous avons commencé à poser cette question de l'augmentation des frais de scolarité pour chercher à ce qu'elle soit limitée au montant de l'inflation. Nous avons aussi demandé à ce que les bourses scolaires soient augmentées au moins à la hauteur de l'inflation pour les familles qui n'ont pas la capacité à supporter ces hausses. D'ailleurs l'ensemble de ces dispositifs de bourses fera l'objet d'une étude que nous espérons présenter à la session de mars. Ce sera l'un des projets importants, avec la francophonie – le mois de mars sera dédié à cette thématique – sur laquelle nous comptons organiser une table ronde. ◆

Texte : **Laetitia Dive**

© G-Stock Studio

REPRISE ET TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Faites-vous accompagner par la CCI !

Céder son entreprise ou reprendre celle qui a été créée par quelqu'un d'autre n'est pas une tâche aisée. Pour accompagner ce type de projet, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris Ile-de-France dispose depuis vingt-cinq ans d'un service qui accompagne de manière personnalisée les cédants et les repreneurs.

« *Vous souhaitez céder ou reprendre une entreprise? Une bonne préparation permet d'assurer la réussite de votre projet. Du cadrage du projet à l'approche de la valeur, jusqu'à la mise en relation et la discussion, nos conseillers vous proposent un accompagnement complet et personnalisé.* » Voilà comment la CCI Paris Ile-de-France décrit, sur son site*, ce que propose son service de reprise et transmission destiné aux entrepreneurs.

À la tête de ce service, Branka Berthoumieux explique que les conseillers experts de la CCI *« sont en capacité d'aider les cédants à trouver le bon successeur, et les repreneurs (personnes physiques et personnes morales) à identifier l'entreprise recherchée »*. Ces démarches sont effectuées *« dans un contexte de confidentialité et de neutralité »*, assure-t-elle aussi.

Trouver un repreneur extérieur

D'un côté, ces conseillers accompagnent en effet les dirigeants qui souhaitent transmettre leur entreprise. Cette transmission se fait parfois au profit des salariés ou de la famille du dirigeant. Mais quand ce n'est pas le cas, l'entreprise peut être cédée à un repreneur extérieur. Micheline Taillardat a ainsi cédé l'entreprise qui porte son nom en 2015, avec l'accompagnement de la CCI. Créée en 1987, la Maison Taillardat fabrique des meubles d'inspiration XVIII^{e} siècle en respectant les techniques de fabrication de l'époque : ébénisterie, bronze, vernis, etc. *« Lorsque j'ai cédé mon entreprise, nous faisions 70% de notre chiffre d'affaires à l'export »*, précise la dirigeante.

Dans son cas, c'est la CCI qui est venue à elle : *« Mon entreprise est labellisée "entreprise du patrimoine vivant". Or, au début des années 2010, la Chambre de commerce et d'industrie s'était vu confier la mission de répertorier toutes les entreprises de ce label dont les chefs arrivaient à l'âge de la retraite, afin de voir comment ils allaient la transmettre.»* Une étude a donc d'abord été menée. Dans un deuxième temps, la CCI a proposé à Micheline Taillardat de l'accompagner dans la cession de son entreprise : *« La chambre m'a mis le pied à l'étrier, je n'avais jamais pensé à la cession avant qu'elle me contacte. »*

Des profils d'acquéreurs très divers

« On m'a présenté une dizaine de candidats issus de leur portefeuille de repreneurs potentiels. Je m'étais fixé au début un profil type, à savoir quelqu'un qui connaît le métier. Mais aucun profil de la sorte ne s'est présenté: il s'agissait soit de cadres supérieurs issus de grands groupes qui voulaient se mettre à leur compte, soit de financiers. Tous recherchaient une entreprise avec une forte valeur ajoutée», se souvient l'ancienne dirigeante. Elle a finalement trouvé un dossier qui lui plaisait et vendu son entreprise en 2015.

Âgé aujourd'hui de 53 ans, Emmanuel Venot incarne le profil de repreneur décrit par Micheline Taillardat. Après avoir occupé plusieurs postes de développement commercial *«plutôt marqués sur l'export »* au sein de grands groupes liés au secteur de la mode, il a eu envie de se lancer à son compte. *« En 2009, j'ai fait les premières démarches pour reprendre une entreprise en suivant notamment la formation du Club des cédants et repreneurs d'affaires (CRA), qui fait foi dans le domaine. N'ayant pas réussi à l'époque, je suis reparti pour une dizaine d'années de salariat. »*

« L'en-tête de la Chambre de commerce »

Cette envie reprend le dessus en 2020. *«C'est là que la CCI est entrée en jeu. Je connaissais leur travail car ils interviennent dans la formation du CRA. »* Pour accompagner Emmanuel Venot dans sa recherche, les conseillers de la CCI ont lancé un mailing d'approche directe. *«L'en-tête de la Chambre de commerce apparaît dans ce mailing, ce qui lui donne une autre force de frappe que si je l'avais lancé seul. Ma fiche de cadrage – une sorte de CV du repreneur – y était jointe. »* Cette campagne de messages a permis au dirigeant de recevoir *« trois ou quatre touches sérieuses, dont un dossier que j'ai failli poursuivre ».* Mais c'est finalement via son réseau qu'il a trouvé l'entreprise Bangle-Up qu'il dirige désormais. Cette PME fabrique, selon le slogan de la marque, des *«bijoux de caractère, qui ne manquent pas de fantaisie ».* Avec le recul, Emmanuel Venot explique que l'aide de la CCI a été particulièrement précieuse en matière de *sourcing* de dossiers : *« Je ne l'avais pas compris auparavant, mais c'est le nerf de la guerre. »*

> « LA CCI M'A PERMIS D'AVOIR UN POTENTIEL DE REPRENEURS PLUS IMPORTANT QUE SI J'AVAIS ÉTÉ SEULE. »
> *MICHELINE TAILLARDAT*

Des dossiers plus nombreux et mieux ciblés

Pour le dirigeant, l'accompagnement de la CCI permet aussi de trouver des dossiers qui se rapprochent au maximum du profil du repreneur et qui n'auraient pas été accessibles autrement. *«Quand vous êtes repreneur, l'un des enjeux principaux consiste à trouver le dossier qui a le plus de sens par rapport à votre parcours et à vos envies, mais aussi celui auquel vous pouvez apporter le plus de valeur ajoutée.»* Dans son cas, le projet Bangle Up cochait *«90% des critères »*, et il était finançable.

Même son de cloche du côté des cédants: *« La CCI m'a permis d'avoir un potentiel de repreneurs plus important que si j'avais été seule »,* affirme Micheline Taillardat. L'ancienne dirigeante explique pour sa part avoir fait réaliser un audit *« pour obtenir un prix de cession »* et afin de recouper l'étude réalisée par la CCI sur son entreprise. *« Les deux se sont avérés utiles et complémentaires.»*

Dans son cas – exceptionnel en raison du lancement de la première étude de la CCI avant la décision de cession –, la durée totale du processus a été d'environ quatre ans entre les premiers contacts avec la chambre, l'étude des dossiers et les rendez-vous avec les potentiels repreneurs, puis l'établissement d'une convention de cession.

Des délais très variables

Est-il possible de céder plus rapidement ? Selon Branka Berthoumieux, l'accompagnement du service de la CCI permet justement de réduire des délais qui atteignent fréquemment plusieurs années. Par quels moyens ? La force de frappe de la CCI s'explique par son efficacité dans les mises en relation. *« Ces mises en relation sont effectuées au travers d'une bourse d'opportunités nationale intitulée Transentreprise qui compte plus de 11 000 opportunités de cession sur la France entière, et grâce aux recherches actives de sociétés que le service réalise sur le marché "caché" ».*

Ces mises en relation peuvent s'avérer tout particulièrement utiles pour les entreprises basées à l'étranger ou pour les salariés expatriés qui souhaitent reprendre une société en France mais se retrouvent pénalisés dans leurs démarches en raison de l'éloignement. *« Les conseillers reprise-transmission du réseau consulaire sont en mesure de les aider à cadrer leur projet, à se former et à s'informer sur le marché de la reprise en France, à trouver la bonne cible et à être mis en relation avec les différents acteurs de ce marché : conseils spécialisés, banquiers, fonds d'investissement »,* précise Branka Berthoumieux. ◆

*https://www.cci-paris-idf.fr/

© HJBC / Shutterstock.com

UN ENJEU SOCIAL MAJEUR

Pour Branka Berthoumieux, responsable du service reprise transmission de la CCI Paris Ile-de-France, le rôle de son service auprès des cédants et des repreneurs s'avère aujourd'hui plus important que jamais : *« La pyramide des âges des dirigeants français montre qu'il y aura dans les prochaines années de plus en plus de problématiques de transmission des PME/PMI*. Il y a par conséquent un enjeu social majeur : les entreprises qui ne peuvent transmettre cessent leurs activités, ce qui engendre des suppressions d'emplois, et certains savoir-faire précieux sont menacés. »*

** Petites et moyennes entreprises/petites et moyennes industries.*

DOMINIQUE RESTINO

« La transmission d'entreprises est un enjeu très fort »

Dominique Restino est président de la CCI Paris Ile-de-France depuis décembre 2021. Il nous détaille les missions et objectifs du service reprise transmission de la Chambre de commerce et d'industrie.

Qu'est-ce que le service reprise transmission de la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France ?
Il s'agit d'un pôle d'expertise régional composé d'une équipe de dix collaborateurs expérimentés qui conseillent les cédants et les repreneurs, personnes physiques et personnes morales, dans le cadre d'un accompagnement personnalisé. Ce service, créé il y a une vingtaine d'années et aguerri aux problématiques de la transmission, a accompagné des centaines de projets chaque année et favorisé la pérennité d'un très grand nombre d'entreprises. Il a aussi permis la préservation d'emplois et de savoir-faire précieux. Au travers des opérations de croissance externe et de consolidation de marché, il a contribué fortement au développement des PME franciliennes.

▲ Dominique Restino.

Pourquoi ce sujet est-il fondamental en France ?
La transmission d'entreprise est un enjeu très fort sur l'ensemble de la France, mais tout particulièrement en Ile-de-France où se concentre 30% du PIB national. Dans les prochaines années, selon une étude du Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (Crocis) de la CCI Paris Ile-de-France, 93 000 TPE franciliennes vont être concernées par la problématique de la transmission d'entreprise. L'ampleur du défi est majeure puisque la cessation d'activité, faute de repreneur, menace 60 000 emplois régionaux par an ! Les pouvoirs publics, mais aussi l'ensemble des acteurs locaux dont la CCI Paris Île-de-France, se mobilisent depuis plusieurs années pour sensibiliser les chefs d'entreprise à cet enjeu à travers des événements comme Transfair, une rencontre entièrement dédiée à la transmission.

« LA CESSATION D'ACTIVITÉ, FAUTE DE REPRENEUR, MENACE 60 000 EMPLOIS RÉGIONAUX PAR AN ! »
DOMINIQUE RESTINO

Comment ce service travaille-t-il avec les autres CCI ? Et avec la CCI France international ?
Ce pôle d'expertise régional porté par la CCI 75 déploie une offre d'accompagnement complète au service de l'ensemble des entreprises franciliennes et en collaboration avec les autres CCI. Par sa capacité à identifier des opportunités de cession et de reprise et dans son rôle de facilitateur, ce service est également un acteur utile pour le réseau CCI International et les sociétés situées à l'étranger désireuses de reprendre une société en France.

Dans quelle mesure le service peut-il accompagner des entrepreneurs expatriés qui veulent reprendre ou céder leur entreprise avant de rentrer en France ? Et des entreprises qui souhaitent investir ?
Ce service dédié propose un accompagnement personnalisé complet qui s'inscrit dans la durée (douze mois en moyenne) et qui comprend la sensibilisation au marché de la reprise en France; la formation à la reprise d'entreprise afin de se préparer au mieux sur cette démarche ; la recherche de sociétés ciblées sur France entière au travers d'opération de *mailing* et de *phoning*, qualification des retours et mise en relation ; l'accompagnement dans l'étude des dossiers, la valorisation des cibles, le financement; la mise en relation avec l'éco système de la reprise et les intervenants habituels sur ces opérations (cabinets conseils, experts comptables, avocats, banques, fonds d'investissements, etc). Cet accompagnement permet à des repreneurs et investisseurs étrangers d'identifier et d'être mis en relation avec des sociétés « tête de pont » sur un marché en particulier.

Avez-vous des objectifs précis pour ce service en 2023 ?
Nous souhaitons développer les accompagnements personnalisés auprès des cédants et des repreneurs, favoriser les opérations de croissance externe, promouvoir l'événement Transfair à l'échelle nationale. Nous voulons aussi consolider le partenariat avec le réseau CCI International et être au service de leurs clients en permettant à leurs sociétés ou repreneurs individuels de reprendre une société en France. ◆

FRANCE 24
©Photo: P. René-Worms
PARIS DIRECT
PAULINE PACCARD & DAMIEN COQUET
DU LUNDI AU VENDREDI DE 5H À 9H TU
Un tour d'horizon complet de l'actualité du jour
À (re)voir sur france24.com

Texte : **Laetitia Dive**

OLIVIER BECHT

« L'éducation est un vecteur d'influence et de rayonnement pour la France »

Soutien à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), service France consulaire, résidence de repli… Le ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger répond en exclusivité aux questions du *Journal des Français à l'étranger*.

Le budget pour 2023 a été adopté mi-décembre par le Parlement : celui dédié aux Français de l'étranger et aux affaires consulaires passe de 374 millions à 391 millions d'euros en crédits de paiements, tandis que la subvention à l'AEFE augmente de 417 à 447 millions d'euros dans le programme diplomatie culturelle et d'influence. Est-ce suffisant et comment ces fonds vont-ils être répartis ?
C'est un budget très conséquent et en augmentation, en particulier pour l'enseignement car il s'agit là de l'une de nos priorités. Le service public consulaire dispose de son côté de 1,1 million d'euros supplémentaire, notamment pour soutenir le déploiement du dispositif Service France Consulaire. Un million supplémentaire est également alloué au social dans le cadre de la solidarité qui s'exerce au niveau consulaire via les Conseils consulaires pour la protection et l'action sociale (CCPAS) et l'action des Organismes locaux d'entraide et de solidarité (Oles).

Le gouvernement souhaite poursuivre l'objectif du doublement du nombre d'élèves dans les établissements français de l'étranger d'ici 2030. Où en est-on en ce début d'année 2023 ?
Nous comptons aujourd'hui 567 établissements, soit 72 de plus qu'en 2019. En septembre 2022, un peu plus de 390 000 élèves y ont fait leur rentrée. Pour atteindre le chiffre de 700 000 élèves en 2030, nous misons sur l'extension du nombre de places dans plusieurs de nos établissements existants, qu'ils soient en gestion directe, conventionnés ou en partenariat. Nous développons en parallèle une stratégie de prospection afin de trouver de nouvelles écoles susceptibles d'intégrer le réseau. Tout cela se fait avec une grande exigence quant à la qualité de l'enseignement. Car notre ambition première demeure inchangée : faire en sorte que les enfants des Français de l'étranger aient accès à une scolarité la plus proche possible de celle qu'ils auraient pu avoir en France, et ouvrir aussi le plus de places possibles aux nationaux des pays de ces établissements. L'éducation est en effet un vecteur d'influence et de rayonnement pour la France, ses valeurs et son mode de vie.

Pour armer ces établissements en professeurs, comment travaillez-vous avec l'Éducation nationale pour le déploiement de professeurs à l'étranger ?
Il existe deux types d'enseignants dans le réseau AEFE. D'abord les enseignants détachés qui dépendent de l'Éducation nationale, avec laquelle nous sommes en dialogue permanent. Ensuite, nous avons beaucoup d'enseignants en contrats locaux : ils sont formés pour fournir un enseignement de la même qualité que celui d'un enseignant détaché. Depuis le 1er janvier 2023, seize instituts régionaux de formation répartis à travers le monde sont d'ailleurs opérationnels pour assurer ces formations d'enseignants, y compris pour les établissements conventionnés ou en partenariat. J'irai visiter l'un de ces instituts dans les prochains mois.

Certains parents et enseignants craignent l'érosion de l'enseignement « à la française » avec ce recrutement d'enseignants en contrats locaux, formés loin de l'Éducation nationale : que répondez-vous à cela ?
J'ai rencontré ces derniers mois un certain nombre de professeurs en contrats locaux qui excellent dans leur travail. Il faut être, bien sûr, très attentif au moment des recrutements: nous souhaitons des profils qui puissent, à l'issue de leur formation, parler parfaitement français et enseigner leur matière avec pédagogie, dans le respect des valeurs de la République. Ces formations sont évidemment plus simples à mettre en œuvre dans les pays francophones. Quand l'enseignant parle déjà bien la langue, cela permet de se concentrer davantage sur le reste.

L'un de vos autres projets prioritaires, c'est le déploiement du service France Consulaire. Où en êtes-vous sur ce sujet, sachant que le calendrier initial prévoyait un déploiement complet d'ici fin 2022 dans les pays de l'UE ?
Nous avons quasiment atteint cet objectif. Dix-huit pays sont aujourd'hui accessibles sur France Consulaire, le dernier étant la Pologne où le service a été mis en place en décembre 2022. Aujourd'hui ce service marche bien: sur l'année 2022, 2022, 97% des usagers se disent satisfaits. Sa montée en puissance va donc se poursuivre. Courant 2023, le service couvrira toute l'Europe. En 2024, nous espérons élargir à tous les pays qui sont sur les mêmes fuseaux horaires que le continent européen. Enfin, entre 2025 et 2026, France Consulaire sera déployé dans le reste du monde. Cette montée en puissance s'accompagnera d'une augmentation des effectifs pour garantir la même qualité de service à chaque étape.

Le développement de ce service sera-t-il synonyme d'une baisse des effectifs dans les consulats comme le craignent certains représentants des Français de l'étranger ?
Non, l'heure est d'ailleurs plutôt à la hausse: pour la première fois depuis 1993, les effectifs du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères vont augmenter avec 106 équivalents temps plein (ETP) en 2023. Plus d'une centaine de redéploiements internes sont par ailleurs prévus. La ministre

© Judith Litvine

Catherine Colonna a aussi annoncé qu'au total 118 ETP seront redistribués à l'étranger, dont une partie ira au réseau consulaire. Quant au service France Consulaire, il permet plutôt de libérer du temps pour les agents des consulats qui pourront ainsi se concentrer sur d'autres services, mais en aucun cas il ne les remplace.

Voilà bientôt un an que le registre électronique d'état civil a été lancé. Quel bilan en faites-vous ?
J'ai de bons échos de la part des Français de l'étranger comme des agents du service. Pouvoir disposer d'un document numérique pour les différents types d'actes (naissance, mariage, décès, etc.) facilite la vie des Français de l'étranger, surtout que cet acte est généralement délivré très rapidement. Je tiens néanmoins à ce que la dématérialisation ne soit pas une contrainte pour les personnes qui n'ont pas accès au numérique : ces solutions sont plébiscitées mais ne doivent pas devenir exclusives et l'accueil dans les consulats va perdurer quoiqu'il arrive. Même chose pour l'expérimentation qui doit être lancée cette année au Canada et au Portugal de dématérialisation totale de la procédure de renouvellement du passeport : les Français qui préfèrent se rendre physiquement au consulat pourront toujours le faire.

« LA DÉMATÉRIALISATION NE DOIT PAS ÊTRE UNE CONTRAINTE POUR LES PERSONNES QUI N'ONT PAS ACCÈS AU NUMÉRIQUE. »
OLIVIER BECHT

Le programme du candidat Emmanuel Macron annonçait la création d'un statut de « résidence de repli ». Il s'agit d'une avancée favorable pour les Français établis à l'étranger qui conservent un bien immobilier dans l'Hexagone puisqu'elle leur évite que ce bien soit qualifié de « résidence secondaire », synonyme de davantage de charges. Où en est ce projet ?
Il s'agit d'un engagement du président de la République dont les modalités ne sont pas encore définies. L'enjeu est de pouvoir donner une définition au concept de « résidence de repli ». Il est facile d'expliquer qu'un Français résidant dans un pays en guerre ait besoin de conserver un domicile où se replier en France, et que ce statut l'exonère du paiement de la taxe d'habitation. C'est nettement plus compliqué à justifier dans certains autres cas. Nous devons donc résoudre ce problème pour créer une mesure qui soit conforme à notre Constitution.

Vous êtes également ministre du Commerce extérieur. Le sujet du développement durable est-il aujourd'hui suffisamment pris en compte dans les échanges commerciaux ?
Nous sommes en train de vivre une révolution en matière de politique commerciale. Pendant très longtemps, la politique commerciale reposait sur l'idée du libre-échange selon un principe d'efficacité, et les conditions dans lesquelles les produits étaient conçus importaient peu. Aujourd'hui, la politique commerciale pilotée par l'Union européenne se fonde sur le respect : des accords de Paris sur le climat, des mesures de lutte contre la déforestation et de protection de la biodiversité, des normes sociales – notamment celles touchant au travail forcé –, et enfin des normes sanitaires, environnementales, fixées par l'UE. Ces dernières donnent lieu à des « mesures miroirs », qui imposent les mêmes règles aux producteurs français comme étrangers qui vendent leurs produits en France. En outre, toutes ces préoccupations sont désormais prises en compte dans les traités de commerce que nous signons. ◆

Textes : **Anaïs Digonnet**

FRÉDÉRIC ROSSI

« La France est le deuxième investisseur au Québec »

Le directeur Amérique du Nord de Business France revient sur les nombreuses opportunités du marché canadien pour les entreprises françaises.

Comment se positionne la France en matière d'investissements ?
La France est le 12e investisseur étranger au Canada mais le 2e au Québec après les Etats-Unis. On dénombre environ 600 entreprises françaises qui ont une ou plusieurs filiales au Canada (1 200 filiales au total), avec une présence fortement centrée sur le Québec qui représente 60% de ces investissements, mais aussi en Ontario, la première province en termes d'attractivité économique et de population.

▲ Frédéric Rossi.
© Laurence Guenoun

Quels sont les secteurs porteurs et ceux en devenir ?
Dans le secteur agroalimentaire nous devons rester le premier fournisseur extérieur du Canada en vins et spiritueux, dans une structure de marché particulière où il faut travailler avec les monopoles et les principaux détaillants. Le Ceta a aussi conduit à l'augmentation des quotas de produits laitiers et à la diminution des taxes sur la plupart des produits agroalimentaires, ce qui nous a beaucoup aidé pour augmenter les exportations de fromages français. Enorme pays producteur de matières premières agricoles, il peut être intéressant pour une grosse ETI de s'implanter au Canada, comme Roquette qui a ouvert en 2021 une des plus grosses usines mondiales de transformation de protéines végétales au Manitoba. Il y a aussi de nombreuses opportunités pour faire valoir l'expertise d'entreprises françaises sur la modernisation de l'appareil productif et industriel 4.0 dans le secteur agricole.

Et sur les autres marchés ?
Avec une grosse masse de consommateurs au Québec et en Ontario, on arrive à introduire de nouvelles marques dans les secteurs de la beauté, de la parfumerie et de la cosmétique. Les industries culturelles et créatives sont aussi en pointe au Canada, avec l'exemple d'Ubisoft et d'autres plateformes de jeux vidéo. Sans oublier les autres branches de la tech' : comme la *consumer tech*, *la fintech, la retail tech* qui offrent beaucoup d'opportunités car il y a un gros réseau de consommation qui cherche à se moderniser. Surtout, cela peut-être un tremplin vers le marché des Etats-Unis. Le secteur de la *deeptech* est aussi porteur : le Canada investit beaucoup sur l'intelligence artificielle. En novembre dernier, nous avons emmené 30 entreprises françaises lors de la première édition du Forum international de la cybersécurité Amérique du Nord qui s'est tenu à Montréal. Beaucoup d'entre elles ont eu d'excellents retours, si bien qu'elles commencent à s'implanter sur le marché canadien.
Même si la France n'exploite plus de mines, nous serons présents comme chaque année sur le PDAC à Toronto *(rendez-vous international de l'exploration minière, du 5 au 8 mars 2023, Ndlr)* avec des start-up et PME qui apportent de nouvelles technologies et la prise en compte des enjeux environnementaux dans l'extraction minière. Enfin, avec de tels enjeux sur la conservation des ressources naturelles, nous irons au salon Americana, sur les grands enjeux environnementaux comme le biogaz ou le traitement de l'eau. Sur les transitions énergétiques, et suite à l'inauguration de la plus grande unité du monde de production d'hydrogène low carbone par Air Liquide à Bécancour (Québec), nous avons créé un hub transatlantique « Hydrogen Connexion », une plateforme pour connecter tous les acteurs de cette industrie.

L'immigration économique est un sujet fort pour le développement du Canada. En quoi est-ce une opportunité pour les entrepreneurs français ?
Tous les immigrants français incarnent des ponts culturels importants pour le développement d'entreprises françaises au Canada. Le pays va continuer à avoir besoin d'intégrer des travailleurs en provenance de pays étrangers. Mais attention, il est aussi important d'avoir un bon mixte dans ses équipes, avec des collaborateurs canadiens. ◆

• Business France possède deux bureaux au Canada, à Montréal et Toronto :
- northamerica@businessfrance.fr
- ca.ambafrance.org/Business-France-Canada

EMPLOI

L'hôtellerie et la restauration tendent les bras aux Français

Le manque de personnel formé et la volonté d'accueillir plus de travailleurs francophones multiplient les opportunités au Canada pour les professionnels des métiers de bouche.

« Plein notre assiette » : c'est de la campagne lancée à l'automne 2022 par l'association Restaurant Canada pour remettre sur pied le secteur des services alimentaires, durement touché par la pandémie, qui pointe du doigt l'importante pénurie de main-d'œuvre. Statistiques Canada a même relevé, en octobre 2022, que 8,5% des postes étaient vacants dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Et si le nombre d'offres a baissé de 169 770 en juin à 123 620 quatre mois plus tard, sur le terrain les candidatures se font toujours rares.

C'est le constat d'Olivier Perret, chef exécutif de Renoir au Sofitel Montréal Le Carré Doré. Depuis plus de trois mois, un poste de sous-chef est ouvert dans sa brigade mais ne trouve pas preneur. *« Nous travaillons dans un restaurant gastronomique d'inspiration française. Pour réaliser les plats à la carte, il faut un bagage technique si on veut maintenir un service haut de gamme. Mais les jeunes qui sortent des écoles hôtelières ici n'ont que des bases minimum. »* Un problème qu'il est allé porter à l'attention de Christopher Weissberg, député français de la circonscription d'Amérique du Nord, en lui demandant d'essayer de trouver des solutions pour *« arriver à faire rentrer plus de PVTistes et de gens qualifiés au Québec, plus rapidement »*.

Car la longueur de l'obtention de permis de travail, entre trois et six mois, est mise en cause. Les professionnels du Québec comptent aussi et surtout sur une mise à jour administrative qui a placé certains métiers de bouche et du secteur de l'hôtellerie sur la liste des emplois prioritaires à l'immigration. *«Elle simplifie les démarches en réduisant les délais de délivrance car l'employeur n'a pas besoin de prouver qu'il a cherché localement un citoyen canadien ou résident permanent pour occuper ce poste »*, précise Me Alexandre Henaut, avocat au barreau du Québec.

© DR

Surenchère salariale

À la tête d'Ô Petit Paris, une boulangerie fondée en 2020 qui a gagné le prix de la meilleure baguette de Montréal, Maxime Mottier ajoute : *«On est obligé de se tourner vers nos compatriotes car on ne trouve pas de personnel. En près de deux ans, je n'ai jamais reçu le CV de quelqu'un qui avait étudié ici. »* Ses boulangers français sont rémunérés entre 20 à 24 dollars de l'heure, en majorité sous permis fermé de deux ans, comme celui dit de «Jeunes Professionnels» pour éviter un turnover trop important.

Une volatilité qui profite aussi à la surenchère salariale, *« plus 5 dollars de l'heure »*, constate Julien Reignier, le patron de Point G, fabricant de macarons depuis quinze ans au Québec. Pour garder sur le long terme ses précieux pâtissiers, notamment *« les Français expérimentés qui ont une aptitude à diriger de petites équipes et à transmettre leur savoir-faire »*, il accompagne ceux qu'il embauche dans la recherche d'un logement et dans leur demande de résidence permanente. *«J'assume les frais de leur immigration. Il faut compter entre 5 000 et 6 000 dollars en passant par une organisation fiable qui va rassurer l'employé. »*

Depuis dix ans qu'il tient le bistrot Batifole Gourmand à Toronto, capitale de l'Ontario, Pascal Geoffroy se félicite d'avoir des effectifs qui restent longtemps, *« au minimum cinq ans »*. En plus de conditions de travail améliorées comme deux semaines de vacances supplémentaires, il sait que cette fidélité tient aussi à l'aide qu'il a pu fournir à certains membres de sa brigade dans l'acquisition de titres de travail, notamment via le programme Mobilité francophone. Utilisé pour encourager l'immigration hors du Québec, ce permis, contre 230 dollars, *« dispense les employeurs de l'étude d'impact sur le marché du travail habituellement obligatoire pour embaucher un travailleur étranger »*, peut-on lire sur le site du gouvernement du pays de l'Erable. *« Les ressortissants étrangers sont admissibles, quel que soit le pays ou le groupe d'âge, en autant qu'ils parlent le français couramment. »* Un sésame pour embaucher des ressortissants de l'Hexagone ! ◆

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Photos © CiMF

LE MEILLEUR DES CULTURES FRANÇAISE ET QUÉBÉCOISE

COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE : UN ÉTABLISSEMENT D'EXCEPTION

Créé en 1939, le Collège international Marie de France est une institution dans le paysage des écoles à Montréal. Scolarisant plus de 1 850 élèves de la Maternelle à la Terminale, il est un des navires amiraux de l'AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger) avec laquelle il est conventionné.

Au sein du collège international Marie de France, 48% des élèves sont français, 44% canadiens et 8% sont issus d'autres pays. Plus de 50 nationalités sont représentées, ce qui assure une richesse humaine incomparable, enracinant les valeurs fondamentales du vivre-ensemble. Par ailleurs, les élèves du Collège international Marie de France ont la chance de développer, dès le primaire, une maîtrise de l'anglais de premier ordre, beaucoup d'élèves devenant rapidement bilingues.
Homologué par le ministère français de l'Éducation nationale, qui garantit l'excellence éducative et pédagogique, le CiMF est également reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec, ce qui permet en particulier aux élèves de rejoindre très facilement le système d'enseignement supérieur québécois après le baccalauréat.

La culture de l'excellence, qui fait des élèves de Marie de France des étudiants recherchés par les plus grandes écoles et universités françaises et nord-américaines

Le Collège international Marie de France est d'abord reconnu pour son excellence académique ; les résultats aux examens de la session de juin 2022 l'illustrent parfaitement, plaçant clairement l'établissement dans le peloton de tête de l'AEFE.
Les résultats du baccalauréat sont remarquables, avec 99,2% de réussite. Au-delà du fait d'avoir le baccalauréat, il est à noter que les élèves l'obtiennent de manière exceptionnelle, avec 40% de mentions Très Bien. 13% des bacheliers décrochent même les fameuses Félicitations du jury, marquant une moyenne supérieure à 18/20.
Cette excellence hors norme portée par le CiMF, le double ancrage franco-qué-

Collège international Marie de France

ÉTABLISSEMENT CONVENTIONNÉ

aefe Agence pour l'enseignement français à l'étranger

bécois, la notoriété mondiale du réseau AEFE, ont un impact déterminant pour les élèves, en leur assurant une forte reconnaissance par les universités les plus renommées : 9 élèves sur 10 obtiennent leur premier vœu, que ce soit en France, au Québec ou aux USA. Ainsi, les taux d'admission des élèves atteignent dans les universités à Montréal 70% en médecine, et 100% en génie, en droit, en études commerciales, soulignant l'exceptionnelle attractivité de l'établissement.

Conjuguer l'excellence académique avec la formation d'élèves citoyens, engagés et autonomes

Dès la maternelle, les stratégies pédagogiques mises en œuvre au CiMF concourent à faciliter l'appropriation des savoirs et à renforcer la capacité de jugement, une tête bien faite valant mieux qu'une tête bien pleine pour reprendre les mots de Michel de Montaigne.

L'intelligence doit se nourrir de la curiosité, de la capacité à questionner et à se questionner, pour mettre les connaissances et les savoir-faire en perspective, pour construire des mises en cohérence, pour développer l'inventivité, pour mieux comprendre notre environnement, pour créer les conditions d'un vrai épanouissement.

L'écriture, le développement de l'imagination, la démarche et le raisonnement scientifiques sont au cœur de ces enjeux pédagogiques.

L'attachement du CiMF à l'épanouissement autour des arts, autour de la culture générale, autour des valeurs de l'humanisme, vient compléter ce schéma, et permet aux élèves d'acquérir un sens de l'autonomie solide qui favorisera tout leur parcours et qui leur permettra de construire leur leadership.

L'établissement donne la priorité au fait d'apprendre aux élèves à argumenter et à débattre en croisant plusieurs champs disciplinaires, pour les engager et les accompagner afin qu'ils construisent leur jugement, leur esprit critique et éclairé.

Cet engagement résolu du Collège international Marie de France permet aux enfants de déployer leur ouverture d'esprit, de prendre de la hauteur, donnant à l'établissement sa plus-value, et venant utilement compléter la rigueur de leurs connaissances et une capacité de travail reconnue à notre système éducatif. Si les élèves à profil scientifique du CiMF sont si recherchés par les universités, c'est parce qu'ils ont cette épaisseur, qui démultiplie d'une certaine manière leurs compétences.

Cultiver le bien-être de la communauté dans une atmosphère bienveillante

Le Collège international Marie de France inscrit dans son ADN l'objectif de faire bénéficier tous les membres de la communauté d'un excellent climat scolaire, créant ainsi des conditions optimisées pour permettre à chaque élève d'atteindre son plein potentiel et de construire une personnalité positive.

La qualité de l'écoute, le respect et la confiance partagées, l'application des valeurs d'égalité et de solidarité, la mise en œuvre de réponses individualisées, les stratégies de travail d'équipes, la promotion des projets portés par les élèves et l'accompagnement de ces derniers pour leur permettre de les réaliser au mieux, sont autant de piliers auxquels le CiMF est absolument attaché.

Une très grande importance est également apportée au sein de l'école à la communication, qui occupe une place prépondérante dans la qualité relationnelle et fonctionnelle qui nourrit le triptyque école – élèves – parents.

L'établissement investit beaucoup dans la formation des acteurs éducatifs, assurant ainsi une dynamique favorable et l'application efficace des dernières avancées portées par les sciences de l'éducation.

Enfin, le CiMF est engagé dans un projet immobilier dont le but est de créer une logique de campus en apportant davantage d'espaces de travail et de vie toujours plus adaptés aux étudiants et aux enseignants.

PARTICIPATION À LA COP15

Le CiMF, un établissement très engagé pour le développement durable et équitable

Quatre lycéennes éco-déléguées du CiMF, accompagnées de deux professeurs, ont eu la chance de participer à la COP15 sur la biodiversité qui s'est tenue en décembre à Montréal. Elles ont accompagné la délégation française du ministère de la Transition écologique. Participant au huit clos de la COP15, au plus près de l'action diplomatique de l'événement, les quatre éco-déléguées ont eu l'opportunité de rencontrer et d'échanger avec de nombreux décideurs politiques et associatifs internationaux. A travers leurs yeux de lycéennes, elles ont pu rendre compte de leur expérience via un blog alimenté quotidiennement. Une capsule vidéo visible sur le site du ministère français de la Transition écologique a permis de valoriser ce travail exceptionnel et de faire rayonner l'engagement de la jeunesse pour un développement durable et équitable. Ce projet pédagogique illustre les stratégies pédagogiques mises en œuvre au sein du CiMF, qui s'appuie sur le triptyque : découvrir, comprendre et s'investir, avec enthousiasme.

Textes : **Anaïs Digonnet**

ENTREPRENEURIAT

Mieux inclure les nouveaux arrivants au Québec

Intégré à la base entrepreneuriale de HEC Montréal, l'incubateur EntrePrism coache des immigrants, notamment français, qui veulent lancer une entreprise dans la Belle Province.

© Bruno Guérin

En décembre 2019, Julien Vasseur arrive au Québec avec un visa fermé lié à son entreprise pour y lancer Ekoklean On Demand, un service de nettoyage déjà actif en France. Pendant un an, avec son associé resté de l'autre côté de l'Atlantique, il fait pivoter cinq fois le concept. *«Quand j'ai intégré EntrePrism, le seul qui accompagnait les résidents temporaires, on se posait la question d'un dernier virage»,* se souvient-il. L'incubateur prône *« une inclusion par l'entrepreneuriat »,* précise Guillaume Campeau, le directeur des programmes. Gratuit, le dispositif francophone est ouvert à tous, même non étudiants de l'école, quel que soit le secteur d'activité, et surtout issus de l'immigration, *«car souvent, ils n'ont pas accès à énormément de ressource mais ce sont souvent ceux qui ont envie de se lancer le plus fortement».* Mais pour que l'intégration économique soit optimale et que les locaux comprennent les enjeux de l'immigration, *« il fallait que les Néo-Québécois côtoient les Québécois. »*

« EntrePrism nous a permis de structurer nos process et de mieux comprendre le monde des affaires québécois ! », explique Julien Vasseur. *« Par exemple, un client québécois ne dit jamais non mais il ne va pas vous répondre. Ici on travaille beaucoup l'oral, sans contrat.»* Pendant ses six mois d'accompagnement, Julien et son associé font pivoter une sixième fois leur concept : Ekoklean bascule d'un service B2B vers une offre B2C, où l'intelligence artificielle propose une mission de ménage à un travailleur autonome inscrit sur la plateforme. *«Ici, la flexibilité du travail est très importante, les gens cherchent un complément de revenu au contrat de 35 à 40h qu'ils ont déjà.»* L'emplacement au cœur du campus de l'école de commerce montréalaise a aussi permis à Julien Vasseur de trouver une grande majorité de ses «ekokleaners», la plateforme travaillant à 98% avec des étudiants.

Impact social et environnemental

Pour Cindy Vaucher, aussi membre de la promotion 2021 et installée au Canada depuis 2009, EntrePrism lui a donné les bons réseaux pour lancer Retournzy un service de contenants réutilisables consignés pour la restauration au Québec. *« C'est l'école où j'étudiais en maîtrise en management et développement durable, donc je savais qu'on aurait des intervenants de qualité»,* explique la jeune femme originaire de Saint-Marcellin, en Isère. Plus de dix-huit mois après être sortie du programme, la coopérative à but non lucratif a toujours aussi gardé ses bureaux au sein de l'espace de coworking *«pour rester dans l'écosystème, continuer à s'entraider et éviter l'isolement qu'on peut ressentir en tant qu'entrepreneur».* Et bénéficier de l'expertise et de l'expérience des alumnis très sollicités.

En janvier 2023, EntrePrism a ainsi intégré sa 8e promotion, appelée « cohorte», composée d'une quinzaine d'entreprises choisies parmi une soixantaine de dossiers, souvent aux prémices de leur développement. Durant 12 à 15 heures par semaine sont prévus formation, ateliers interculturels, coaching, mentorat mais aussi expériences plus insolites comme *« un stage de survie dans les bois pour développer sa capacité à naviguer dans l'incertitude ».* Sans oublier un accompagnement à la recherche de différentes sources de financements, difficiles d'accès sans résidence permanente ou citoyenneté. *«Ce qui est aussi important c'est que la quasi-totalité des projets veulent, dès le départ, avoir un impact social et environnemental, alors on a développé un accompagnement spécifique »,* souligne Guillaume Campeau. Car l'incubateur veut former *« des leaders responsables qui bâtissent des entreprises à impact ».* Huit ans après son lancement, 85% des individus accompagnés sont d'ailleurs toujours ntrepreneurs selon EntrePrism.◆

ENTREPRISM EN CHIFFRES

- *121 entreprises accompagnées, soit 210 entrepreneurs depuis son lancement*
- *75% sont issus de l'immigration*
- *50% des entrepreneurs sont des femmes*

• ***Plus d'information :***
labase.hec.ca/programmes/entreprism

LE RELAIS FRANCOPHONE

Un aiguilleur de l'expatriation en Colombie-Britannique

Ce programme de la province occidentale du Canada accompagne les francophones dans leur projet d'immigration avant même leur arrivée.

Arriver à Victoria et avoir déjà un logement, un travail, une inscription à l'école pour ses enfants, c'est le rêve de nombreux immigrants français au Canada. Après l'acceptation de sa résidence permanente, Simon Jousset, un journaliste de 37 ans qui a posé ses valises dans la capitale de la Colombie-Britannique en octobre dernier avec sa femme, préalablement embauchée au sein d'une radio locale, et ses deux bambins, a pu en faire sa réalité en grande partie avec l'appui du Relais francophone. *« J'ai connu cette association par le biais d'IRCC qui nous a conseillé de préparer notre expatriation en s'inscrivant à des services pré-départ »,* explique cet ancien habitant de Salon-de-Provence, dans les Bouches-du-Rhône.

Simon est mis en relation avec une membre du Relais francophone basée dans cette ville de la pointe sud de l'île de Vancouver, qui a notamment visité des appartements pour la famille. *« Elle m'a encouragé à chercher un logement à distance, chose que nous pensions faire à notre arrivée. Nous avons fait une visite virtuelle et notre dossier a été accepté. Nous nous sommes rendu compte un peu plus tard que c'était une belle épine dans le pied en moins quand on arrive au Canada avec deux jeunes enfants en bas âge ! »* Côté professionnel aussi, la référente du Relais francophone a permis au journaliste français de trouver un poste de relecteur dans une entreprise de traduction. *«Elle m'a mis en contact avec deux Françaises déjà sur place, avec un profil similaire au mien. L'une d'elles m'a dit que son entreprise cherchait du personnel. J'ai postulé et j'ai été pris »,* détaille Simon.

Un accompagnement personnalisé

Financé par la province et IRCC (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada), l'organisme a pour but *« d'aider les francophones PVTistes, étudiants ou salariés à prendre le bon départ en Colombie-Britannique, à tous les niveaux »,* détaille Inès Ghozzi, directrice générale depuis septembre dernier, elle-même arrivée de France en 2020. Répartis dans la province, essentiellement via des bureaux à Vancouver, Victoria et New Westminster, dans la vallée du Fraser et Tri-Cities, les 13 représentants du programme d'immigration proposent un accompagnement 100% gratuit et individualisé à 1 200 personnes chaque année. Webinaires, rendez-vous pour définir leurs besoins et plan d'action personnalisé font partie des dispositifs mis en place. *«Nous sommes à leur côté dès qu'ils ont reçu une lettre du gouvernement acceptant leur visa et jusqu'à la citoyenneté »,* annonce-t-on à la tête du Relais francophone. *« Sur place on les accueille, on les oriente sur la partie administrative pour avoir un numéro de sécurité sociale et ouvrir un compte bancaire par exemple. On les met aussi en contact avec la communauté lors de soirées d'accueil, sans oublier les activités de connexion aux autochtones et Premières Nations pour comprendre l'histoire canadienne et la réconciliation. On peut même aller chercher des gens à l'aéroport ou leur offrir des cours de confiance en soi. Il y a un vrai effort en Colombie-Britannique pour aider ceux qui arrivent. »* D'ailleurs, le nombre d'agents pourrait grimper à vingt d'ici 2024, avec des points contacts renforcés à Nanaimo et plus au nord Prince George, pour doubler le nombre d'immigrants servis. *« Un accueil VIP »,* comme aime à dire Inès Ghozzi qui confie : *«Les francophones représentent 4,4% de la population du pays, hors Québec. On voudrait que ce chiffre soit dépassé pour que cette population garde son poids, dispose de toujours plus d'accessibilité aux services en français, mais aussi pour montrer que l'on peut vivre en français ailleurs qu'au Québec. »* ◆

▲ Xoxoxoxoxoxooxoxoxoxox.

▲ Agents terrain, bénévoles et clients lors de la journée d'accueil à Vancouver en 2022.

© Le Relais francophone

Texte : Emmanuel Langlois

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCEINFO

DIFFUSION LE DIMANCHE À 7H24 ET 10H54

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille… Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

République tchèque : il en pince pour Brno

© Emmanuel Langlois

Professeur d'histoire-géographie et patron d'un petit bar qu'il a monté avec un copain, le Français Franck Ferlay a préféré s'installer à Brno, deuxième ville et capitale architecturale du pays. Oubliez Prague et ses cohortes de touristes. À deux heures de route de la capitale de la République tchèque, Brno est encore un secret à découvrir. Nous sommes ici au cœur de la Moravie, cette région d'Europe de l'Est encore largement méconnue. Brno, 450 000 habitants, est surtout l'épicentre de l'architecture fonctionnaliste, un mouvement né dans l'entre-deux-guerres, dans les années 20 et 30, explique le Français Franck Ferlay : *« Comme son nom l'indique, il fallait que ce soit ouvert, pratique. Ce sont des grandes pièces avec de grandes ouvertures. À l'époque, c'était quand même rare, ces grandes ouvertures, ces grandes fenêtres ouvertes sur l'extérieur avec la lumière naturelle qui entre dans les bâtiments, et surtout des espaces ouverts. Aujourd'hui, c'est à la mode, ce sont des maisons qui sont très faciles à vivre. »* Né en Ardèche puis étudiant à Grenoble, Franck Ferlay vit depuis des années à Brno. Enseignant depuis vingt-quatre ans dans un lycée bilingue de Brno, il a aussi ouvert il y a quatre ans avec un compatriote un petit bar à vin pas loin du centre, derrière la cathédrale, *Chez Franck et Thierry*, où les deux gaillards se sont mis en tête de faire découvrir aux Tchèques les spécialités françaises.

Contact : ***www.franck-thierry.cz***

© Emmanuel Langlois

Malaisie : un hôtelier français se met au vert

Directeur depuis plusieurs années du Datai, l'un des plus beaux hôtels du monde, sur l'île de Langkawi, le Français Arnaud Girodon mise sur le développement durable. Ici, la démarche écologique a été poussée bien au-delà du *greenwashing*. Plusieurs fois classé meilleur hôtel du monde par les plus prestigieux magazines internationaux de voyages, le Datai fait figure de pionnier. Ouvert en 1993, l'hôtel a dès le début bénéficié de la conscience écologiste de ses concepteurs. *« Déjà à l'époque, ils avaient cherché à s'intégrer dans cette nature et à faire visuellement disparaître l'hôtel »,* témoigne Arnaud Girodon, directeur du Datai. Le Datai se targue ainsi d'être le seul hôtel de toute l'Asie à recycler la totalité de ses déchets. *« Le but c'est de ne pas perdre plus que ce qu'on perdait avant,* explique le Français, né et grandi dans l'Aveyron avant un début de carrière à Londres puis dans les Émirats. *On a maintenant une clientèle qui s'attache particulièrement au développement durable et qui choisit son hôtel par rapport à ça. »* Ici, par exemple, les bouteilles d'eau en plastique ont été remplacées par des flacons en verre. Un bassin d'assainissement avec des plantes aquatiques a aussi été construit pour traiter les eaux usées. Pour l'instant seule l'énergie n'est pas produite sur place. Pour installer des éoliennes ou des panneaux solaires, il faudrait en effet sacrifier une partie de la forêt de Langkawi.

Contact : ***www.thedatai.com***

Singapour : elle accueille à bras ouverts les déçus de Hong Kong

© Emmanuel Langlois

Directrice de la Chambre de commerce française de Singapour, Carine Lespayandel constate un afflux d'étrangers, particuliers comme entreprises, en provenance de l'ancienne colonie britannique. La reprise en main de Hong Kong par la Chine a fait la une des journaux en Europe, mais aussi provoqué une hémorragie d'étrangers, au premier rang desquels les Français. Carine Lespayandel dirige depuis vingt ans la Chambre de commerce française de Singapour, dans ce minuscule État à la pointe de la Malaisie. Avec plus de 600 entreprises membres et un réseau de 6 000 personnes, c'est une des plus actives au monde. « *Singapour a toujours été un endroit qui attirait les investissements étrangers parce que c'est un pays avec une stabilité économique, politique et une reconnaissance de la propriété intellectuelle*, reconnaît la Française. *C'est un des pays les plus favorables pour les affaires. Tout le monde parle anglais, vous avez la possibilité de recruter des talents locaux très bien formés. Singapour est utilisé comme plateforme régionale, pas uniquement pour le marché intérieur singapourien, mais pour couvrir toute l'Asie en général, voire l'Asie-Pacifique.* » Rien ne semble arrêter ce flux de talents et de richesses vers Singapour. La Française assure que la cité-Etat dispose d'infrastructures nécessaires pour accueillir encore de nouveaux arrivants. Mais cette immigration se paie au prix fort : les tarifs de l'immobilier n'en finissent pas de battre des records.

Contact : ***www.fccsingapore.com***

Suisse : il veut mettre Lausanne sous les projecteurs

© Samuel Rubio

Directeur du théâtre de Vidy dans la quatrième ville de Suisse, le Français Vincent Baudriller tente de donner à Lausanne la notoriété qui lui manque encore par rapport à Genève. Derrière son image de ville bourgeoise et opulente avec ses boutiques de luxe et ses hôtels particuliers, Lausanne est aussi une cité dynamique sur le plan culturel et artistique, assure Vincent Baudriller : « *On a des artistes d'ici, mais aussi d'ailleurs, il y a une porte ouverte, un carrefour ou on regarde le monde depuis le théâtre.* » À Lausanne, 40% de la population est étrangère. Depuis 2013, après un passage par le festival d'Avignon, le Français dirige donc le théâtre Vidy à Lausanne, qui vient de rouvrir dans une toute nouvelle dimension : « *Le théâtre a été construit en 1964 et on a lancé un grand plan de modernisation qui aboutira à un bâtiment avec quatre salles de spectacle, une salle de répétition et un atelier de construction. C'est un lieu où des artistes de Suisse, de France et d'ailleurs viennent répéter, créer et présenter leur spectacle au public de Lausanne.* » Design, photo, beaux-arts, art brut… Entre lac et montagne, Lausanne accueille aussi les sièges de plusieurs fédérations sportives dont le Comité international olympique. Vincent Baudriller fait d'ailleurs le lien entre les acteurs et les athlètes : « *Dans le sport, dans chaque match, chaque compétition, il y a une énergie et une dimension dramatique comme au théâtre, une dimension du vivant.* »

Contact : ***https://vidy.ch/fr/***

Textes : **Frédéric Laloux**

TERRE D'AVENIR

Un petit pays, de grandes ambitions

Plombé par les années de dictature de Pol Pot, le Cambodge, dont l'histoire commune avec la France reste très ancrée, remonte peu à peu la pente grâce notamment à une croissance démographique dynamique.

Petit par sa taille mais grand par son histoire, le Cambodge est l'héritier d'une des plus grandes puissances d'Extrême-Orient, a son apogée il y a mille ans. Cette civilisation a disparu comme bien d'autres, avec l'effondrement de l'empire khmer, mais elle reste encore bien visible avec les aussi mythiques qu'impressionnants temples d'Angkor. Le Cambodge et la France ont longtemps été liés avant que le pays ne prenne son indépendance en 1953. Le régime totalitaire de Pol Pot (1975-1979) a, lui, particulièrement entaché l'image du royaume et participé à sa décroissance. Aujourd'hui, les Khmers tentent de se défaire de ce passé et souhaitent se tourner vers l'avenir. On retiendra l'accueil chaleureux et bienveillant des Cambodgiens. La culture bouddhiste, majoritaire, y est certainement pour quelque chose… Ajoutez une grande curiosité des autres cultures, surtout de la part des jeunes générations qui, contrairement à leurs aînés, parlent pour la plupart anglais. Le pays est aujourd'hui l'une des principales destinations touristiques d'Asie du Sud-Est. D'une surface d'un peu plus de 181 000 km², sa géographie oppose deux territoires : la grande plaine centrale d'un côté, abritant les principaux centres d'activité et la majorité khmère ; de l'autre, les hautes terres périphériques peuplées par des ethnies minoritaires.

Une population jeune

Le Cambodge compte plus de seize millions d'habitants, dont 65% a moins de 30 ans et où la communauté khmère est majoritaire. Le taux de croissance démographique au cours des deux dernières décennies est resté environ 40 à 50% plus rapide que la moyenne mondiale. Ce phénomène s'explique par plusieurs facteurs, tous liés aux heures sombres du pays, à commencer par la baisse du taux de mortalité et l'augmentation de l'espérance de vie. Dans les années noires du règne de Pol Pot, environ 1,7 million de personnes ont perdu la vie, soit 20% de la population de l'époque. Entre ces tueries de masse, les flux migratoires vers les États frontaliers et la chute du taux de natalité, le taux de croissance du pays est passé d'environ 2% en 1976 à près de -4% en 1978. S'il y a eu un boom des naissances dans les années 1980, le taux de mortalité demeurait, lui, toujours haut.

Aujourd'hui, les derniers recensements montrent une diminution remarquable du taux de mortalité maternelle. Il est passé de 410 pour 100 000 naissances en 2008 à 170 en 2014 et à seulement 141 en 2019. L'espérance de vie a aussi augmenté de façon constante. En 1998, elle était de 54 ans pour les hommes et de 58 ans pour les femmes. Les chiffres de 2019 (74,3 ans pour les hommes et 76,8 pour les femmes) témoignent de ces larges améliorations. Certes, les femmes ont moins d'enfants (2,5 en 2020 contre 6,5 en 1985) mais l'affaissement du taux de mortalité a provoqué un accroissement et un rajeunissement démographiques. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté au Cambodge (1 000 dollars par an) a régressé de 33,8% à 17,8% entre 2009 et 2019. Mais en trois ans, le Covid-19 a poussé 460 000 habitants sous le seuil de pauvreté. ◆

JACQUES PELLET, AMBASSADEUR DE FRANCE AU CAMBODGE

« La France poursuit son réengagement en Asie »

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Jacques Pellet débute sa carrière diplomatique en 1995 au sein de la direction Asie et Océanie du Quai d'Orsay où il est chargé du dossier du Cambodge. Il a ensuite consacré l'essentiel de sa carrière à l'Asie et aux questions multilatérales. Nommé ambassadeur de France au Cambodge en octobre 2021, il témoigne sur les liens étroit entretenus par les deux pays.

Où en sont les relations économiques entre la France et le Cambodge ?
Les relations économiques bilatérales sont à l'image du Cambodge, qui ne compte certes que 17 millions d'habitants mais dont l'économie est très dynamique. L'inscription du Royaume au sein de l'Asean, dont il a présidé les destinées tout au long de l'année 2022, offre des perspectives commerciales réelles. Son marché est très ouvert et les produits français y jouissent d'une image de qualité.
Les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient à près de 1,2 milliard d'euros, avec un excédent commercial très large en faveur du Cambodge en raison de la force de son secteur du textile ainsi que des chaussures et articles de sport, mais aussi des produits agricoles (la France est le premier client du riz cambodgien dans l'Union européenne). Nous exportons nous-mêmes des équipements de transport, des produits agroalimentaires et des médicaments. Pour mémoire, les échanges commerciaux bilatéraux ne représentaient que 270 millions d'euros en 2012 ; ils ont donc été multipliés par 4,5 fois en dix ans.

Quelle est la place des entreprises françaises au Cambodge ?
Il existe une soixantaine d'entreprises françaises présentes au Cambodge, et bien plus d'entreprises créées par des Français et Françaises de l'étranger (EFE). Parmi les premières, on trouve TotalEnergies, Vinci Airports, Accor, Artelia, CMA CGM, Décathlon, Schneider, Michelin, Saint-Gobain, Legrand, Stellantis… pour ne citer que les plus importantes et les plus connues. La Chambre de commerce et d'industrie française au Cambodge (CCIFC) enregistre plus de 150 membres. La présence française se retrouve dans de nombreux secteurs tels que le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, les services, l'ingénierie, l'industrie…

▲ Jacques Pellet. © SG

La France, ancienne puissance coloniale, a-t-elle pris ses distances avec le Cambodge ces dernières années?
Notre pays a joué un rôle central dans le retour de la paix et de la prospérité au Cambodge au début des années 1990. D'autres nations, occidentales comme asiatiques, ont également soutenu le Cambodge, contribuant à son développement. Marque de la réussite de cette politique de soutien, le pays commerce avec de nombreux partenaires: ce recul relatif de la France n'est donc que la marque du succès du développement du Cambodge. Mais nous conservons des liens étroits. La visite à Paris du Premier ministre Hun Sen, accompagné de plusieurs de ses ministres, le 13 décembre 2022, et sa rencontre avec le président de la République avec qui il s'est très longuement entretenu, témoignent de l'importance que nous accordons à notre relation avec le Cambodge. Dans le cadre de sa stratégie pour l'Indopacifique, la France poursuit en effet son réengagement en Asie du Sud-Est et avec l'Asean.
Par ailleurs, l'importance de notre coopération depuis la réouverture de l'ambassade de France au Cambodge – notamment l'engagement de l'Agence française de développement (premier bailleur européen avec près de 910 millions d'euros de financements octroyés depuis 1993), mais aussi nos actions de coopération en matière de formation supérieure (et en particulier des médecins cambodgiens, dont plusieurs dizaines sont formés chaque année en France), de préparation aux déploiements des Casques bleus, ou encore de patrimoine sont autant de preuves que la France s'est toujours tenue aux côtés du Cambodge. ◆

VOTRE BANQUE AU ROYAUME DES MERVEILLES

Les voyageurs français qui ont l'opportunité de découvrir le merveilleux royaume du Cambodge sont souvent agréablement surpris lorsqu'ils rencontrent la vue familière de l'une des principales banques françaises. BRED Bank Cambodia a ouvert sa première succursale dans le Royaume en 2017 et a rapidement établi un réseau de 14 agences (et ce n'est pas fini) dans la capitale, Phnom Penh, et dans les villes de provinces de Siem Reap, Battambang et Kampong Cham. En plus d'offrir une gamme complète de services bancaires répondant aux attentes européennes, la BRED Bank est une aubaine pour les francophones du Royaume, qui trouveront au sein de notre réseau d'agence, un collaborateur qui parle le français et comprend vos besoins.

Depuis son lancement, BRED Bank Cambodia s'est avéré être un choix populaire pour l'importante communauté française que l'on peut trouver dans le pays. *« Le Cambodge était un choix très évident pour le groupe BRED lorsqu'il cherchait à étendre sa présence en Asie du Sud-Est, ayant déjà établi des opérations dans le Laos voisin »,* a déclaré le PDG, Nicolas Hollanders. *« Il y a tellement de potentiel de croissance future favorisée par des liens historiques très fort entre nos nations. »*

Une destination populaire

En plus d'être une destination populaire pour les touristes francophones de part ses liens avec notre pays, sa campagne magnifique, sa riche histoire et son peuple accueillant, le Cambodge est également un endroit où de nombreuses personnes d'origine française choisissent de vivre et de travailler. Il y a une communauté française importante dans le pays et il n'est pas surprenant qu'ils aient adopté les services fiables et innovants proposés par la BRED. *« En plus de partager une culture commune, nous offrons les produits et services que nos clients français apprécient »,* explique Nicolas Hollanders. Comme l'ensemble des banques du groupe BRED à travers le monde, BRED Bank Cambodia offre un niveau extrêmement élevé de sécurité et propose des services personnalisés répondant aux besoins d'une clientèle internationale. C'est pourquoi il a désigné des experts bancaires parlant le français pour accompagner les visiteurs et les clients réguliers. Les clients peuvent être assurés que leur chargé de clientèle personnel prendra le temps de comprendre leurs besoins individuels, en particulier lorsqu'ils se trouvent, après tout, dans un pays étranger et loin de chez eux.

Transferts internationaux gratuits

Par exemple, de nombreux « expatriés » reçoivent régulièrement de l'argent de l'étranger. La réponse de la banque BRED à cette question est de fournir des transferts SWIFT entrants entièrement gratuits.

Encaissement de chèques français

La BRED est la seule banque au Cambodge qui encaisse des chèques émis sur des banques françaises.

Options multidevises

BRED Bank Cambodia offre à ses clients une gestion multidevises, y compris

▲ De g. à d. : Deputy CEO, Sopha Min – CEO, Nicolas Hollanders – Head of Branch Network, Kunthea Meas.

BRED BANK
CAMBODIA

The smarter way to bank.

l'euro. Nos clients peuvent envoyer et recevoir de l'argent en euros et choisir les bons moments pour convertir dans d'autres devises : le dollar américain, le riel khmer local et bien d'autres. Ces options multidevises s'étendent également aux produits d'épargne.

Gérez votre compte où que vous soyez

Les clients qui reviennent en France pour de longues périodes peuvent eux aussi facilement gérer leurs comptes à distance, grâce à l'application mobile et internet de la banque et à sa capacité à accepter les signatures électroniques et scannées, de sorte que l'ensemble des transactions quotidiennes sont possibles.

Planification de la retraite

Il ne fait aucun doute que le Cambodge est un endroit attrayant pour y prendre sa retraite – grâce à son coût de la vie attractif, son climat agréable et sa culture. Au fil des ans, les conseillers de clientèle de la BRED Bank, qui parlent le français, ont accompagné de nombreux retraités pour obtenir directement sur leur compte local BRED Bank Cambodia, le versement de leur pension.

Une expérience cambodgienne unique

« Notre modèle de banque est mixte, il est fondé sur des normes et des pratiques issues du groupe BRED ; qui a plus d'un siècle d'existence ; et inspiré par des influences cambodgiennes », explique M.Hollanders. *« Bien que nous soyons la seule banque européenne opérant au Cambodge, nous nous considérons comme une banque franco-cambodgienne. Nos clients viennent d'horizons très divers et nous comprenons le marché local car nous y sommes absolument intégrés. Cela fait de nous une excellente option pour les habitants et les voyageurs venant de l'étranger »,* explique M. Hollanders, *« parce que nous comprenons leurs besoins uniques et pouvons adapter nos produits et services en conséquence. »*

Transactions sans numéraire

Un développement récent passionnant pour la banque l'a vue adopter le service de paiement numérique innovant de la Banque Nationale du Cambodge, soutenu par blockchain, connu sous le nom de Bakong ou KHQR, qui permet des paiements numériques sûrs et pratiques à l'aide de leur application pour smartphone et de leurs codes QR.

Comment ouvrir un compte avec BRED Bank Cambodia

L'ouverture d'un compte BRED Bank Cambodia est facile – et les nouveaux clients peuvent même avoir un compte entièrement fonctionnel avec une carte de débit personnalisée en moins de 24 heures ! Demandez simplement à parler à un gestionnaire de relations français lorsque vous visitez une succursale locale. Une liste complète des succursales peut être trouvée sur le site Web de la banque **www.bredcambodia.com** ou appelez gratuitement (si vous êtes au Cambodge) le **1800 20 1234**.

© Nhut Minh Ho

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Le Cambodge veut jouer dans la cour des grands

Beaucoup moins peuplé que ses voisins, le pays d'Asie du Sud-Est compte sur sa forte croissance pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers. Le royaume khmer souhaite pour cela capitaliser sur l'énorme coup de projecteur que lui a apporté en 2022 la présidence tournante des dix pays de l'Asean (Association des nations du Sud-Est asiatique).

Il est trois fois plus petit que la France et ne compte que dix-sept millions d'habitants. Reparti de zéro il y a un peu plus de vingt ans après les années de plomb de Pol Pot dans les années soixante-dix suivies de deux décennies instables, le pays d'ex-Indochine s'est modernisé à la vitesse de la lumière. Son principal avantage est une population très jeune – un habitant sur deux est âgé de moins de vingt-deux ans – et une classe moyenne en pleine expansion. Il s'agit le plus souvent d'anciens «boat people» ou d'enfants de réfugiés, nés ou partis étudier à l'étranger, avant de rentrer au pays et d'y investir. *« Il y a aujourd'hui une demande qui n'existait pas,* observe Charles-Henri Chevet, le directeur d'Accor au Cambodge, *celle de voyageurs d'affaires locaux qui circulent et ont besoin d'hébergements de bon niveau et à des prix raisonnables dans les différentes provinces du Cambodge.»* Le groupe hôtelier français se prépare ainsi à ouvrir neuf nouveaux établissements, plus *«économiques»* que les cinq étoiles qu'il exploite aujourd'hui.

Reste que le déficit public du Cambodge s'est creusé en 2020, atteignant 34,2% du PIB (contre 28,6% un an plus tôt), puis 37% en 2021. Bien que relativement faible, il est majoritairement détenu par des étrangers (en particulier la Chine) et libellé en devises. De même, l'économie est fortement dollarisée, exposant un secteur bancaire déjà fragile à d'importants risques de change. Les mesures économiques prises pour compenser la crise provoquée par la pandémie, ciblées principalement sur les secteurs du tourisme, du textile et de l'aviation et de l'assistance sociale pour les ménages les plus vulnérables, ont conduit à un déficit budgétaire de 3,1% du PIB. Certains secteurs semblent offrir plus

Texte : **Frédéric Laloux**

d'opportunités comme l'agro-industrie, les cosmétiques ou encore les meubles. Côté automobile, Toyota annonce la construction d'une usine d'assemblage d'une valeur de 36,7 millions de dollars dans la zone économique spéciale de Phnom Penh.

Une grande stabilité économique

Signe de la dynamique de la croissance du pays (qui devrait bondir à 6,2% en 2023 selon les prévisions du FMI), le ministère cambodgien des Transports affirme avoir dans ses cartons 300 projets de routes, d'autoroutes, d'aéroports, de ports ou de voies ferrées pour la bagatelle de cinquante milliards de dollars d'investissement, soit près de deux fois le PIB cambodgien! Même si, regrette-t-on ici, les financements chinois ont remplacé les investisseurs français historiques. Avec 40% de la dette externe, la Chine est ainsi le principal créancier du Cambodge. L'agriculture (riz, caoutchouc, maïs, légumes, noix de cajou, tabac et soie) représente 22,8% du PIB. Cependant, le secteur primaire est soumis aux aléas climatiques et la production reste largement insuffisante. L'industrie représente 27,9% du PIB. Le secteur de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage est la principale source de devises étrangères du royaume. Le secteur comprend environ 1 100 usines et succursales et emploie environ 750 000 travailleurs. Les services représentent près de 38%. Des réserves d'hydrocarbures offshore ont été récemment découvertes et pourraient présenter un avantage significatif pour le pays. Cependant, la première extraction, opérée par une compagnie de Singapour, a été constamment reportée, jusqu'à décembre 2020.

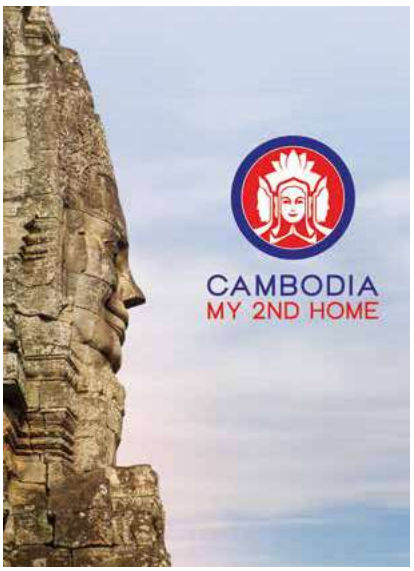
LE PAYS RESTE UNE PORTE D'ENTRÉE STRATÉGIQUE SUR LE GRAND MARCHÉ DE L'ASIE-PACIFIQUE.

Le royaume présente de nombreux atouts pour y investir, résume Martin Brisson, directeur exécutif de la chambre de commerce et d'industrie France-Cambodge : *« C'est le seul pays de la zone où un étranger peut créer son entreprise sans avoir obligatoirement recours à un partenaire local. De plus, le Cambodge affiche une grande stabilité économique et politique et c'est un excellent moyen d'entrer sur le grand marché de la région. »* Entré en vigueur fin 2022, un accord de libre-échange entre le Cambodge et la Corée du Sud prévoit ainsi de supprimer près de 90% des droits de douanes pour les exportations coréennes et 95% pour les exportations cambodgiennes.

Investissement de grands groupes internationaux

Il suffit en tout cas de se promener dans les rues de Phnom Penh, la capitale, sur les rives du Mékong, pour réaliser combien tout va très vite ici. Impossible de manquer les trois tours ultramodernes aux reflets or et argent du « Peak » qui abrite le premier hôtel Shangri-La du pays et un « mall », un centre commercial de grand luxe sur sept étages avec des marques de renommée mondiale comme Burberry, Christian Dior, Dolce & Gabbana, Jimmy Choo, Louis Vuitton, Tiffany & Co et Versace. L'aménagement a été confié à Pierre Balsan, un ancien de chez LVMH spécialiste de l'Asie. *« Il y a ici un vrai développement de la classe moyenne et du pouvoir d'achat »,* reconnaît le Français. De grands groupes internationaux comme Decathlon (qui a ouvert quatre magasins dans la capitale en quatre ans), Peugeot, Pernod Ricard, 7 Eleven, Pizza Hut, Bose ont aussi décidé de développer leurs activités au Cambodge. Le pays reste toutefois une niche et surtout une porte d'entrée stratégique sur le grand marché de l'Asie-Pacifique.

Quelques ombres au tableau sont néanmoins à prendre en compte : une inflation élevée, le ralentissement économique de la Chine et le resserrement plus rapide que prévu de la politique monétaire des pays développés. Conscient de ces limites, le gouvernement s'est doté d'une nouvelle loi sur les investissements fin 2021. Outre un impôt sur les bénéfices très allégé, celle-ci prévoit des abattements fiscaux pour les entreprises investissant dans la formation de leurs salariés ou dans la recherche, dans l'optique de diversifier l'économie locale. Légalement, il est par ailleurs tout à fait possible de rapatrier l'ensemble de ses profits dans son pays d'origine une fois les taxes locales acquittées. Autre point important : le pays est très francophile et très francophone, avec des ministres et médecins qui parlent la langue de Molière. On estime à environ 10 000 le nombre de ressortissants français au Cambodge. ◆



© DR

LE CAMBODGE SE LANCE DANS LES « GOLDEN VISAS »

Comme l'Indonésie, la Malaisie, Singapour ou la Thaïlande, le Cambodge se lance à son tour dans les « visas en or » assortis d'avantages divers pour attirer les candidats à l'expatriation, à condition qu'ils disposent de revenus confortables ou de compétences recherchées. Le programme baptisé « Cambodia My 2nd Home » (CM2H – *Le Cambodge, ma deuxième maison*) vise à promouvoir le commerce et l'investissement étrangers. Les personnes qui s'y inscrivent bénéficieront d'une série de mesures visant à faciliter leur installation et leurs affaires, notamment des visas d'entrée et de sortie illimités de dix ans, sans restriction d'entrée ou de sortie. Après cinq ans, les bénéficiaires, des entrepreneurs étrangers mais aussi des chercheurs et des professionnels confirmés, pourront même solliciter la nationalité cambodgienne. Les candidats doivent disposer d'un capital d'investissement d'au moins 100 000 dollars au Cambodge. Les investisseurs étrangers bénéficieront également de l'adhésion à la Khmer Home Charity Association dans le cadre du programme, ce qui leur donnera accès à une couverture d'assurance locale et à un traitement médical VIP, entre autres avantages. Aucune compétence linguistique ou qualification académique n'est requise de la part de ceux qui souhaitent participer au programme. Le site internet promet que les investisseurs recevront leur numéro de membre CM2H dans les sept jours. Les comptes bancaires, les brevets et les licences d'exploitation sont garantis après soixante jours.

Pour en savoir plus sur ce programme : https://cm2h.com/

CCI FRANCE CAMBODGE

Texte : **Frédéric Laloux**

SYNERGIE

« La CCI France-Cambodge n'a jamais compté autant de membres ! »

Réélu pour deux ans comme président de la CCIFC, Soreasmey Ke Bin, Franco-Cambodgien originaire de Lyon, dresse un bilan positif du fonctionnement de l'institution.

▲ Soreasmey Ke Bin.

© DR

▲ Inauguration du marché de Phnom Penh.

© DR

La CCIFC compte à ce jour 163 adhérents, avec l'objectif d'en atteindre 200 cette année. *« Jamais nous n'avons eu autant d'adhérents, nous sommes en grande progression alors même que nous sortons de la pandémie,* se félicite le président Soreasmey Ke Bin. *Nous avons été très actifs durant la crise sanitaire, nos entreprises nous soutiennent d'autant plus aujourd'hui. »* La CCIFC compte trois principaux secteurs : construction et architecture, tourisme et hôtellerie, conseils juridiques et comptables. *« Nous avons délégué la partie services et tout ce qui relève du dialogue avec les autorités à EuroCham* (la Chambre de commerce européenne au Cambodge, Ndlr), détaille M. Ke Bin. *Notre rôle relève donc surtout de l'animation de la communauté avec différents types de formats afin d'intéresser à la fois les grands groupes français et leurs dirigeants, mais aussi les PME et start-up franco-cambodgiennes. »* La relation franco-cambodgienne étant historique, cette participation à EuroCham n'empêche pas la CCIFC de créer ses propres voies de dialogue avec les autorités cambodgiennes, souvent francophones et toujours francophiles, et d'en faire profiter ses membres. Ainsi, elle organise régulièrement des événements de promotion du Cambodge comme le forum des affaires France-Cambodge qui a attiré en juin 2022 plus de 200 entreprises de France et de la région Asean, mais aussi la tenue de pavillons français sur plusieurs salons comme celui de la tech ou de la construction, ou encore la publication d'un guide entreprendre au Cambodge à destination du grand public. *« Tous ces efforts marquent la volonté de la CCIFC et de notre communauté d'affaires de marquer notre propre agenda et de répondre aux attentes de nos partenaires cambodgiens,* résume M. Ke Bin. *Nous essayons aussi de promouvoir les services de nos membres. Pour le recrutement par exemple nous maintenons une CVthèque (ou candidathèque) très consultée et nos membres peuvent poster leurs offres d'emploi. »*

Un important réseau d'affaires

Les entreprises membres de la CCIFC sont présentes depuis longtemps au Cambodge, certaines depuis le retour à la paix au début des années 90. Les besoins étaient énormes et les entreprises tricolores ont répondu présent, comme le groupe Vinci qui a pris alors la concession de l'aéroport international de Phnom Penh, puis de deux autres aéroports cambodgiens, avant de dupliquer ce modèle hors le Cambodge pour ce qui est devenu aujourd'hui une des activités les plus rentables de ce groupe. Total Énergies a aussi été très tôt présent sur le marché et occupe aujourd'hui une place de choix avec un important réseau de stations-services et de distribution. Exemple plus récent, la BRED, du groupe bancaire BPCE, a su se faire une place dans un marché local très compétitif pour les banques de détail. On peut aussi citer le groupe Bolloré, présent en logistique, mais aussi en communication avec Havas ou encore dans l'agro-industrie. Accor gère actuellement six hôtels et devrait en ouvrir quatre autres dans les prochains mois, ou encore le groupe Bluebell qui doit ouvrir prochainement un centre commercial dédié au luxe avec l'arrivée des plus grandes enseignes françaises et internationales. *« Ces exemples sont ceux de grands groupes,* précise M. Ke Bin, *mais l'essentiel de notre communauté d'affaires porte sur des structures régionales ou le plus souvent locales. Nous comptons notamment de nombreux restaurateurs, commerçants et indépendants dans des secteurs divers. »* ◆

www.ccifcambodge.org

PUBLI-COMMUNIQUÉ

LE CAMBODGE... UN ROYAUME DE MERVEILLES

ALL DREAMS CAMBODIA

Encore aujourd'hui, le Cambodge n'est médiatisé qu'au travers de ce qu'il a donné de plus grandiose, Angkor, et de pire, les Khmers rouges. All Dreams Cambodia vous invite à découvrir les charmes de ce petit royaume au grand cœur... Une destination de rêve à part entière.

Traversé par le Mékong, si sa superficie fait du Cambodge un petit pays, il est grandi par la richesse de son patrimoine culturel et naturel.

Vibrante Phnom Penh

Phnom Penh, capitale dynamique en plein essor, conjugue à merveille passé et présent. Située au confluent du Mékong, du Bassac et du Tonlé Sap, la ville se pique de gratte-ciel et multiplie les établissements branchés tout en conservant une âme de village dans certains quartiers ainsi qu'un beau patrimoine hérité de l'époque du Protectorat français. Il faut prendre le temps d'en découvrir les contrastes entre histoire et modernité avant de partir explorer le reste du pays.

Des terres de douceur

Au nord, Battambang, le « grenier à riz » du pays, dévoile une campagne magnifique où s'étalent des rizières ponctuées de temples et de palmiers à sucre, image intemporelle du Cambodge rural. C'est aussi un centre artistique hors-pair.
Siem Reap, porte d'accès au grandiose Angkor, révèle un charme certain et bien d'autres atouts à qui prend le temps de l'explorer. Au nord-est, Kampong Cham et Kratié sont ponctuées de beaux villages aux maisons en bois traditionnelles. Des petites villes alanguies au bord de l'eau aux îles-jardin flottant sur le grand fleuve, toute cette région invite à une immersion dans la vie locale dans une atmosphère incroyablement authentique. Plus loin, aux confins du royaume les tribus ethniques et les éléphants du Mondolkiri se rencontrent dans une nature exubérante arrosée de cascades. Au sud, baignées par le Golfe de Siam, Kep au cœur de la Riviera cambodgienne régale de ses délicieux crabes bleus tandis que Kampong Saom égrène au large des îles de paradis déroulant des kilomètres de sable blanc poudreux. Dans les terres, Kampot cultive l'un des meilleurs poivres du monde et Koh Kong protège une faune et une flore étonnantes dans les parcs nationaux des monts Cardamome.

L'immense lac Tonlé Sap

Plus vaste étendue d'eau douce d'Asie du Sud-Est, le lac Tonlé Sap, véritable mer intérieure, est classé Réserve de Biosphère par l'Unesco. Habitant des maisons flottantes ou bâties sur d'immense pilotis, les communautés lacustres ont développé un mode de vie unique adapté à cet environnement mouvant et fluctuant. L'observer est toujours une source de formidable étonnement. La forêt inondée du village de Prek Toal est le dernier site de reproduction de différentes espèces de grands oiseaux d'eau menacées à l'échelle mondiale. D'une barque glissant sur l'eau, les férus d'ornithologie ont la chance de pouvoir admirer la majesté et l'envergure de ces colonies ailées protégées.

Un royaume de Merveilles

Une capitale trépidante, les fabuleux temples d'Angkor, le grand lac Tonlé Sap, des provinces aux trésors cachés, des parcs nationaux aux jungles touffues arrosés de rivières et de cascades, des îles paradisiaques ... Il y a tant de merveilles à découvrir ! Sans oublier la cuisine cambodgienne, saine et divinement parfumée d'aromates et d'herbes uniques. Mais l'atout majeur du pays c'est surtout un peuple très accueillant au sourire inné, toujours heureux de partager sa culture et ses traditions avec les visiteurs. Il se dit que les touristes viennent pour découvrir le Cambodge et repartent conquis par la gentillesse des Cambodgiens.

Voyagez Responsable !

Fondée en 2013 par quatre spécialistes du tourisme passionnés par la promotion du Cambodge en tant que destination touristique à part entière, All Dreams Cambodia, forte d'une équipe dynamique, élabore des voyages individuels, de groupe, de luxe, MICE & Incentive, des projets de grande envergure aux programmes uniques sur mesure. Depuis son origine, l'agence s'est toujours efforcée de contribuer positivement au développement socio-économique du Cambodge tout en préservant son précieux patrimoine naturel et culturel. Elle préconise des comportements responsables et des pratiques durables à son personnel, ses partenaires, ses fournisseurs et ses voyageurs.
Pour une découverte inoubliable du Cambodge, n'hésitez pas à la contacter !

Phone / WhatsApp / Telegram :
+855 12 579 555
www.alldreamscambodia.asia

© All Dreams Cambodia

Texte : **Frédéric Laloux**

ECHANGES RÉGIONAUX

Asean, un marché qui attire les regards

Présidée cette année par l'Indonésie après le Cambodge l'an dernier, construite sur le modèle de l'Europe pour stimuler le développement économique de la région, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) regroupe aujourd'hui dix pays parmi lesquels plusieurs États émergents à la croissance dynamique. Cette attractivité de la région intéresse aussi l'Europe puisque l'UE vient de consacrer un premier sommet aux relations entre les deux blocs.

Croissance économique rapide, développement urbain galopant… L'Asie du Sud-Est est une région en pleine mutation. Malgré une hétérogénéité entre pays les moins avancés (Birmanie, Cambodge, Laos) et nations à revenus intermédiaires (Indonésie, Philippines, Vietnam et Thaïlande), les pays membres de l'Asean sont confrontés à de nombreux défis communs. Ainsi, la région est très exposée aux conséquences du changement climatique et fait face à une demande croissante en énergie et à une très forte pression sur les ressources naturelles. Créée en 1967, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est est au départ le fruit du regroupement de cinq pays qui cherchaient à lutter contre le communisme, puis à devenir neutres vis-à-vis des protagonistes de la guerre froide. Elle rassemble aujourd'hui dix pays d'Asie du Sud-Est : Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande depuis 1967, auxquels se sont ajoutés Brunei en 1984, le Vietnam en 1995, le Laos et la Birmanie en 1997 et le Cambodge en 1999. Son secrétariat est installé à Jakarta (Indonésie). L'Asean souhaite ressembler au modèle de l'Union européenne en passant par l'économie pour développer une unité politique de la région.

Redémarrage en fanfare

Plus de deux ans après le début de la pandémie, l'Asean continue de gérer les retombées de la crise. Car l'épidémie a remis en question et modifié le rôle de l'association en mettant en avant la santé dans les stratégies d'intégration économique. De plus, l'instance régionale doit mettre en œuvre ces changements stratégiques dans un contexte tendu, entre la guerre en Ukraine et l'intensification de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. Cette pandémie a par ailleurs accru l'urgence pour les gouvernements à introduire des réformes structurelles pour soutenir une reprise économique durable. Reste que, selon le récent rapport publié par les services économiques de l'Asean, les investissements directs étrangers (IDE) dans la zone ont fait un bond de 42% en 2021. Ils ont même exactement retrouvé leur plus haut niveau historique, à savoir 174,1 milliards de dollars en 2019. L'essentiel des flux entrants, soit 120 milliards de dollars, provenait de régions autres que la zone Asie-Pacifique, pour l'essentiel les États-Unis et l'Europe. Avec ce rebond de 2021, le stock d'IDE de la zone Asean s'élève désormais à 3 100 milliards de dollars, soit

© KaptureHouse

une hausse de 72% depuis 2015. Autre fait marquant, relatif à la dynamique interne du continent asiatique, l'an dernier, les IDE vers l'Asean ont talonné de très près, en valeur, ceux à destination de la Chine.

Les yeux doux de l'UE

Les dirigeants de l'UE s'intéressent de près à cette croissance exemplaire. Réunis pour un premier sommet en décembre à Bruxelles avec leurs homologues de l'Asean, ils se sont fixé pour mission de « reconnecter » l'Europe avec l'une des zones les plus dynamiques du monde, devenue, à leur grand dam, le principal partenaire commercial de la Chine. Ce sommet intervient dans un contexte d'hégémonie croissante de Pékin en Asie du Sud-Est et d'une rivalité entre celle-ci et les États-Unis qui tiraille les pays de la région, poussant l'Asean à chercher à renforcer ses relations avec l'Europe. L'UE et l'Asean ont notamment signé le premier accord mondial de bloc à bloc dans le domaine du transport aérien. Il offrira aux compagnies aériennes des deux régions davantage de possibilités d'exploiter des services de transport de passagers et de fret. L'UE et l'Asean sont actuellement les troisièmes partenaires commerciaux l'un de l'autre. L'Union européenne a promis d'investir 10 milliards d'euros en Asie du Sud-Est. Son plan d'action pour la période 2023-2027 prévoit la coopération dans différents domaines, tels que la reprise face à la pandémie, le commerce et la connectivité durables. L'objectif ultime est un accord de libre-échange entre régions.

Usine du monde

Cinquième « bloc économique » mondial derrière l'UE, les États-Unis, la Chine et le Japon, l'Asean est basée sur un modèle de croissance extraverti (ouverture au commerce et aux IDE, investissements directs étrangers) et dispose de relais de croissance solides incluant un marché de taille, avec 650 millions d'habitants soit 9% de la population mondiale, et une population jeune, urbaine et connectée. Regroupant des économies très ouvertes, l'Asean participe pour environ 8% au commerce mondial, abrite 650 millions d'habitants, en moyenne jeunes, de plus en plus urbains et connectés, mais très disparates sur les plans économique et politique.

La région affiche une croissance dynamique mais en baisse depuis le début de 2019 dans le contexte d'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis et reste exposée à des risques à court et moyen termes. Au cours des deux dernières décennies, l'Asean a affiché une croissance moyenne du PIB de 5% par an. La Chine accueille 16% des exportations de l'Asean, ce qui en fait la première destination de la production de ses adhérents, hormis le Vietnam. La croissance des IDE a été soutenue l'an dernier par un regain d'investissements étrangers dans l'économie numérique, les infrastructures, notamment les projets dans les énergies renouvelables et l'industrie. A lui seul, le secteur manufacturier a vu ses IDE bondir l'an dernier de 134% à 45 milliards de dollars, selon l'Asean qui devient véritablement « l'usine du monde » dans tous les domaines, y compris la high-tech. ◆

© Freepik

UNE RELATION AVEC LA FRANCE À CONSOLIDER

Les flux économiques entre l'Hexagone et l'Asean n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-pandémie. En 2021, leurs échanges commerciaux se relevaient modérément (+8,8%, 30,4 Mds €), mais ils ne rattrapaient pas leur niveau pré-crise. En hausse en 2021 (+7,9%), les exportations françaises demeuraient nettement inférieures (-24,5%) au montant enregistré en 2019 et continuaient de pâtir de la chute des ventes aéronautiques (14,2% du total exporté en 2021, contre 32% en 2019), tandis que nos importations poursuivent leur tendance haussière (+9,4%, 18 Mds €). Parmi les dix pays de l'Asean, la France n'est excédentaire en 2021 que vis-à-vis de Singapour (deuxième excédent au niveau mondial en raison principalement du rôle de plateforme de réexportation de la cité-État) et de Brunei. Deux pays se distinguent comme nos principaux partenaires commerciaux dans la région : Singapour, qui compte pour 57,5% de nos exportations, et le Vietnam, qui représente 30,6% de nos importations. En 2021, les flux français vers l'Asean ont été négatifs selon la Banque de France (-3,2 Mds €), contribuant à un recul de près de 9% de notre stock d'IDE (investissements directs étrangers) dans la région. Malgré une baisse notable des flux (-4,3 Mds €), Singapour confirme son rôle de hub en attirant près des deux tiers des IDE, la finance et l'industrie en tête en termes sectoriels. Si l'Asean attire 7% des stocks d'IDE mondiaux, elle continue de ne représenter, comparativement, qu'une faible portion (1,5%) des IDE français. L'Agence française de développement (AFD) envisage de son côté de financer un projet qui vise à améliorer la qualité de l'air dans les villes ou provinces de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, avec une dimension de plaidoyer auprès de l'Asean pour la prise en compte des problématiques de qualité de l'air dans les politiques publiques à l'échelle régionale.

** (Sources : DG du Trésor)*

Texte : **Laetitia Dive**

© Sergii Figurnyi

COOPÉRATION CULTURELLE

« Des chercheurs français sont présents sur le site d'Angkor depuis 150 ans »

La France a fêté en 2022 ses trois décennies de coopération avec les autorités cambodgiennes pour la restauration, la conservation et la valorisation des temples d'Angkor. Son rôle sur le site est prépondérant : elle copréside avec le Japon le Comité international de coordination pour la sauvegarde et le développement du site historique d'Angkor depuis sa création il y a trente ans. À la tête de la mission du patrimoine mondial au ministère de la Culture français, Bruno Favel revient sur cette coopération qui fait aujourd'hui figure de modèle.

Quand la mission du patrimoine mondial a-t-elle été créée ? Quel est son rôle ?
La mission du patrimoine mondial met en œuvre et suit la bonne exécution des obligations de l'Etat résultant de l'inscription des biens culturels sur la liste du patrimoine mondial par l'Unesco. Elle veille à la bonne mise en œuvre de la convention du 16 novembre 1972 (*cette convention engage les États signataires à protéger les sites et les monuments dont la sauvegarde concerne l'humanité, ndlr*). À ce titre, la mission du patrimoine mondial assure le suivi de la coopération avec le site d'Angkor, au Cambodge, inscrit au patrimoine mondial, une coopération mise en place en 1991, dans le cadre des accords de Paris.

Pourriez-vous brosser l'historique de cette coopération avec le Cambodge ?
Des chercheurs français sont présents sur le site d'Angkor depuis cent cin-

NATIONAL BANK OF CAMBODIA

ស.ស.រ
SOSORO MUSEUM

THE PREAH SREY IÇANAVARMAN MUSEUM

MUSEUM

SOSORO IS CAMBODIA'S MOST MODERN AND INTERACTIVE MUSEUM!

DISCOVER CAMBODIA'S ECONOMIC AND MONETARY HISTORY

From the early trading kingdoms all the way to the challenges of the 21st century's fast economic growth, SOSORO Museum's must-see exhibition takes you through 2,000 years of Cambodia's history.

Learn and test your knowledge with insightful displays, interactive technology and artifacts exhibited in a state-of-the art museography.

A UNIQUE LOCATION

Visit SOSORO Museum and enjoy the surroundings of our heritage premises. The Museum includes several areas accessible to the public besides the permanent exhibition.

quante ans. D'abord à travers l'École française d'extrême-orient qui opérait sur place entre le XIXe siècle et les années 70. Cette présence s'interrompt pendant la période des khmers rouges mais reprend en 1991, lors du retour du roi Norodom Sihanouk. La signature des accords de Paris cette même année reconnaît le patrimoine comme un élément structurant de la reconstruction du pays et permet la reprise d'une coopération qui se poursuit jusqu'aujourd'hui.

La France a joué un rôle particulièrement important à Angkor au début des années 90. Quel est-il ?
À partir de la conférence de Tokyo de 1993, la communauté internationale se mobilise pour prendre en charge la restauration, la conservation et la valorisation des temples d'Angkor, alors en péril. Elle est soutenue par plusieurs personnalités cambodgiennes : l'architecte Vann Molyvann, l'ancien ministre de la Culture Narang Nouth, Kérya Chau Sun, qui travaille toujours sur la valorisation d'Angkor, mais aussi Phoeurng Sackona, actuelle ministre cambodgienne de la Culture et des Beaux-Arts. Le ministère français de la Culture a fortement contribué à cet effort en favorisant la montée en compétences des équipes cambodgiennes. Grâce à l'École de Chaillot et au Centre régional de formation aux métiers du patrimoine, basé au Cambodge, près de 80 architectes ont été formés, cambodgiens mais aussi vietnamiens et laotiens.

Outre le lien qui unit les deux pays, quelles sont les particularités du site d'Angkor qui ont amené la France à s'engager autant dans ces travaux ?
Ce site recouvre 400 km² et a été construit entre le VIIe et le XIVe siècle, avec une apogée et un déclin. À son apogée, on y trouvait une ville bien entretenue avec des rues, des commerces, des voiries, des adductions d'eau, etc. Plusieurs religions, comme le bouddhisme et l'hindouisme, s'y sont succédé, ce qui le rend unique. Contrairement à ce qu'on entend souvent, ces temples n'ont jamais été totalement abandonnés: des cultes s'y sont toujours maintenus, en particulier le culte bouddhique.

Quel rôle joue aujourd'hui la France sur le site d'Angkor ?
Outre son engagement sur le chantier, la France copréside le comité international de coordination (CIC) des temples d'Angkor avec le Japon. Au total, 25 pays sont aujourd'hui présents sur le site : la Corée du Sud, l'Inde, la Chine, l'Australie, l'Allemagne, etc. Chacun travaille sur un ou plusieurs monuments. La France s'est ainsi d'abord occupée du temple du Baphuon avant d'être chargée du Mebon occidental. Les membres du CIC doivent s'engager à la fois sur des financements et sur la mise à disposition d'experts chargés de conserver et restaurer un monument pendant plusieurs années.

« CONTRAIREMENT À CE QU'ON ENTEND SOUVENT, CES TEMPLES N'ONT JAMAIS ÉTÉ TOTALEMENT ABANDONNÉS. »
BRUNO FAVEL

Qui fait aujourd'hui partie de l'équipe française présente sur place ?
L'équipe se compose d'un conducteur de chantier et d'un archéologue. Un architecte en chef des monuments historiques et un économiste du patrimoine se rendent par ailleurs régulièrement au Cambodge pour conseiller l'équipe. Il s'agit d'un travail conjoint entre l'autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor (Apsara), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de la Culture et l'ambassade de France de Phnom Penh. Nous espérons que ce chantier sera définitivement terminé fin 2023.

Une fois le chantier du Mebon occidental achevé quelles seront les prochaines étapes ?
Nous continuerons bien entendu nos actions de formation. Nous souhaitons par ailleurs valoriser tout le travail réalisé depuis une décennie, notamment à travers un projet d'exposition dédié à la divinité Vishnou dont on a retrouvé la statue sur le site. Cette statue très abimée doit être restaurée avant de pouvoir concrétiser ce projet.

Comment les Cambodgiens sont-ils formés par l'équipe française sur le chantier ?
Les professionnels apprennent beaucoup par la pratique, par les gestes, mais également par des cours qui sont donnés sur place. Un centre de formation existe au sein de l'Apsara. Nous avons par ailleurs créé en 2018 un module de formation à distance en khmer et en français sur la manière de conserver et restaurer un monument. Environ 530 professionnels français et cambodgiens sont intervenus.

Ces chantiers permettent-ils d'alimenter régulièrement des expositions en France ?
Il y a eu plusieurs grandes expositions à Paris, notamment au Grand Palais et au musée Guimet qui ont permis aux Français et au monde entier de renouer avec les statues et sculptures des temples d'Angkor. Ces expositions ont eu le mérite de rendre plus visible et accessible la civilisation khmère.

Quelles sont aujourd'hui les perspectives du Cambodge pour le site d'Angkor ?
Il y a au Cambodge des temples surfréquentés – comme celui d'Angkor Vat par exemple – et d'autres qui ne le sont absolument pas. Le but des autorités cambodgiennes est donc de trouver un équilibre. Quant à la conservation, le Cambodge est aujourd'hui présenté comme un modèle pour la préservation d'un site du patrimoine mondial de l'Unesco. ◆

LE CIC A FÊTÉ SES 30 ANS À PARIS EN JUILLET 2022

Le 21 juillet 2022, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères accueillait à Paris la « réunion de bilan des trente ans de présidence franco-japonaise du Comité international de coordination (CIC) dédié au site universel d'Angkor ». À l'issue de cette réunion, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères indiquait dans un communiqué que pour sa quatrième décennie d'existence, ce comité travaillera *« sur le renforcement de l'autonomie des institutions cambodgiennes en charge de la gestion du patrimoine, ainsi que sur l'élargissement des pays et institutions contributeurs »*. Le communiqué précisait par ailleurs que *« les enjeux liés au changement climatique, à la pénurie des ressources naturelles, la nécessité de réguler les flux touristiques et de répondre aux problèmes de pollution seront au cœur du développement futur du site d'Angkor »*.

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

DOSSIER SPÉCIAL

GRANDES ÉCOLES

LES AIDES FINANCIÈRES
Pour étudier à l'étranger

ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS en France

EUROPASS MOBILITÉ
Le CV européen

IEP, ÉCOLES D'INGÉNIEURS
La mobilité étudiante a la cote

PARCOURSUP
Les préinscriptions ont commencé !

CCI PARIS ILE-DE-FRANCE :
Des écoles de prestige à la conquête du monde

NELLY FESSEAU
Directrice de l'agence Erasmus+ France

© Roman Samborskyi

© Institut Paul Bocuse

INSTITUT PAUL BOCUSE

BACHELOR MANAGEMENT INTERNATIONAL DE L'HÔTELLERIE

Transmettre l'excellence

L'Institut Paul Bocuse forme des experts dans les métiers des arts culinaires, de l'hôtellerie et de la restauration. Le Bachelor Management International de l'Hôtellerie ouvre quant à lui les portes des plus belles carrières dans les fonctions d'encadrement et dans l'entrepreneuriat. Présentation.

Associer étroitement la théorie et la pratique : la formule a depuis longtemps fait ses preuves. Au sein de l'Institut Paul Bocuse, cette recette gagnante est portée par une équipe pluridisciplinaire composée de **235 professionnels et enseignants,** mais elle repose aussi sur des terrains d'application uniques : un hôtel-école 5*, deux établissements hôteliers partenaires de renom, une résidence étudiante hôtelière, un restaurant étoilé Michelin… Et tout comme le geste, le savoir-faire managérial requiert un apprentissage précoce. Par conséquent, les aptitudes à l'encadrement des collaborateurs sont transmises dès les premières années de formation.

Conforme aux standards internationaux

Le Bachelor Management International de l'Hôtellerie de l'Institut Paul Bocuse – visé bac+4 par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation – occupe la **première place** de sa catégorie dans le **classement Eduniversal*** depuis douze années consécutives. Une juste reconnaissance pour ce diplôme qui a bâti son succès international sur la révélation des talents, l'esprit entrepreneurial et la créativité. Le cursus en quatre ans permet par ailleurs d'être conforme aux standards internationaux, un point important compte tenu des réelles opportunités de mobilité internationale que confère ce diplôme. Un semestre à l'étranger est ainsi obligatoire en 3e année de formation.

Un accompagnement personnalisé

Le management de projets est au cœur de ce Bachelor. Et pour accompagner les étudiants dans leur progression, des ***Talent Managers*** les poussent à se surpasser, à mieux se connaître afin qu'ils puissent trouver leur propre voie. Ils leur transmettent également des outils pour décrocher le stage et l'emploi qui correspondra le mieux à leur projet professionnel. Cet aspect du cursus est important car il permet aux étudiants de découvrir la diversité des environnements professionnels qui s'offrent à eux : hôtels de tourisme, resorts, croisière, gites et auberges, hôtellerie de plein-air ou de bien-être tels que les établissements de thalassothérapie. Quel que soit le secteur concerné, le Bachelor Management International de l'Hôtellerie permet de **former les managers et leaders de demain.**

Des spécialisations de pointe, des facilités d'accès

Dans un environnement professionnel en évolution constante, en quatrième année, le cursus offre à ses étudiants **six spécialisations** qui sont autant d'atouts pour affiner son expertise sur le marché du travail :

- Management international des vins et boissons
- Management de l'hôtellerie de luxe
- Management stratégique de l'événementiel
- Management de l'hôtellerie lifestyle
- Stratégies de revenus en hôtellerie et restauration
- Management et entrepreneuriat de la restauration

Le Bachelor Management International de l'Hôtellerie est ouvert aux titulaires d'un baccalauréat quelle que soit leur filière initiale (générale, professionnelle, technologique, etc.). L'accès à la formation se fait depuis la plateforme Parcoursup pour les rentrées de septembre. Des admissions parallèles sont également possibles en 2e, 3e et 4e année. En outre, le cursus peut être suivi en français/anglais ou 100% en anglais. Curiosité et esprit d'analyse, capacité d'argumentation, créativité, audace, force décisionnaire et expertise ciblée… Le Bachelor Management International de l'Hôtellerie s'inscrit dans une **tradition d'excellence**, celle qui a fondé la réputation de l'Institut Paul Bocuse.

(*) Classement Eduniversal des meilleurs licences, bachelors & grandes écoles, catégorie Tourisme & Hôtellerie

• *Pour en savoir plus : www.institutpaulbocuse.com*

L'INSTITUT PAUL BOCUSE EN CHIFFRES

- 1400 étudiants
- 72 nationalités
- 800 entreprises partenaires
- Un réseau de diplômés présent dans 89 pays
- 96% des étudiants trouvent un emploi dans les 6 mois

PAUL INSTITUT BOCUSE

DIPLÔME VISÉ CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

DÉCROCHEZ UN PASSEPORT POUR LE MONDE

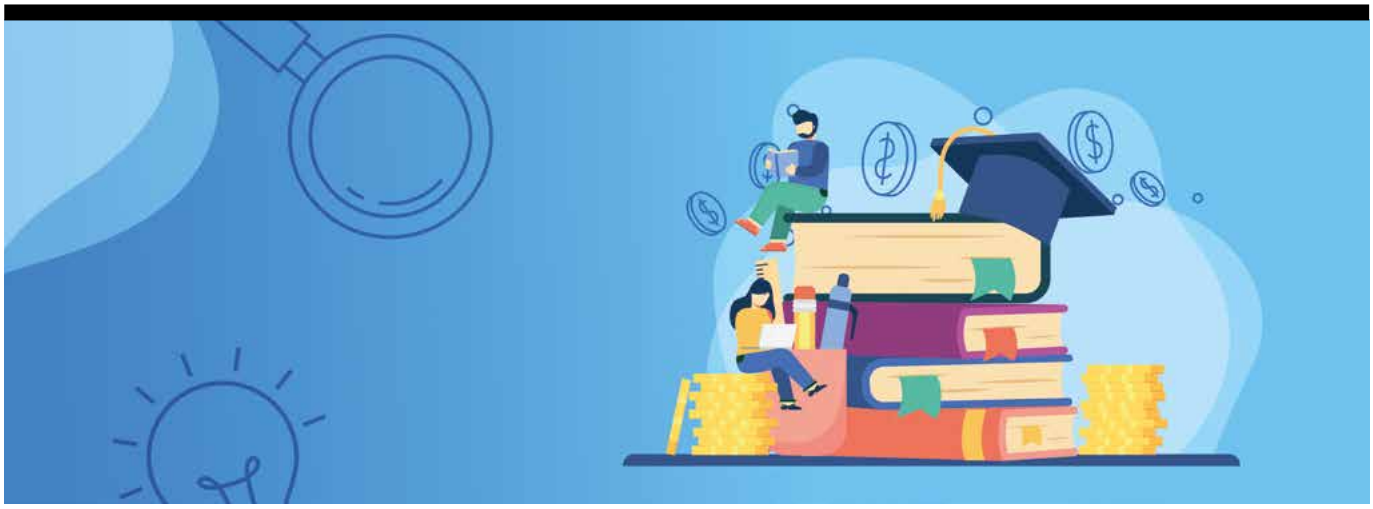
BACHELOR MANAGEMENT INTERNATIONAL DE L'HÔTELLERIE

N°1 EN FRANCE

AACSB Business Education Alliance Member · CFET · Hotel Schools of Distinction a global network · EFMD GLOBAL MEMBER · ACCREDITED MEMBER International Centre of Excellence in Tourism and Hospitality Education (THE-ICE) · parcoursup Entrez dans l'enseignement supérieur

PIRATE L'ATELIER GRAPHIQUE

Texte : **Laetitia Dive**



© Imajin No asking

PANORAMA

Les aides financières pour étudier à l'étranger

À chaque expérience à l'étranger sa bourse. Ou presque. Car pour favoriser la mobilité des étudiants français, Erasmus +, l'État, les collectivités mais aussi certaines universités et fondations proposent des financements aux jeunes qui souhaitent partir un temps dans un autre pays.

Erasmus +

Programme phare de la mobilité étudiante, Erasmus + propose des bourses aux étudiants européens souhaitant suivre une formation supérieure au sein de l'Union européenne. Le montant varie en fonction du pays de destination et du type de mobilité. Une fois le dossier accepté, la bourse est versée chaque mois pour une durée allant de huit à douze mois. Elle est cumulable avec d'autres aides financières : bourse universitaire, aide à la mobilité internationale, aide au mérite, financement régional, etc.

Aides régionales

En France, chaque région est libre de mettre en place un système de bourses pour aider les étudiants inscrits localement à partir étudier à l'étranger. La plupart d'entres elles en proposent aujourd'hui. Le site etudiant.gouv.fr répertorie ces bourses régionales et précise à chaque fois si ces dispositifs sont cumulables avec une aide de l'État, avec la bourse Erasmus +, etc.

Aides départementales et locales

Plusieurs collectivités proposent des bourses de mobilité aux étudiants des universités locales : c'est le cas de certains départements et municipalités. Les critères étant variés, le plus simple est de se renseigner auprès de sa mairie ou du conseil général de son département.

Aide à la mobilité internationale

Un complément de financement est proposé aux étudiants souhaitant partir à l'étranger et qui bénéficient déjà en France d'une bourse sur critères sociaux ou d'une aide spécifique annuelle. Cette aide supplémentaire est versée pendant deux à neuf mois et représente une somme de 400 euros mensuels. Elle peut être sollicitée à plusieurs reprises si l'étudiant effectue plusieurs mobilités.

Les bourses des organismes d'échanges

Pour faciliter la venue d'étudiants étrangers, certains organismes mettent en place des bourses sous différentes conditions. C'est le cas du British Council, célèbre institution culturelle anglaise, qui propose la bourse Herbert Smith Freehills, réservée à des étudiants en droit et qui s'élève à 10 000 euros. Outre-Rhin, le service d'échanges universitaires allemand propose quant à lui plusieurs types d'aides aux étrangers selon le type de mobilité souhaité : cours de langue en Allemagne, mobilité d'étudiants non diplômés, diplômés ou de doctorants, bourses pour des enseignants, etc. Les conditions d'attribution et les montants varient en fonction de chaque bourse.

Les bourses des universités et programmes d'échanges

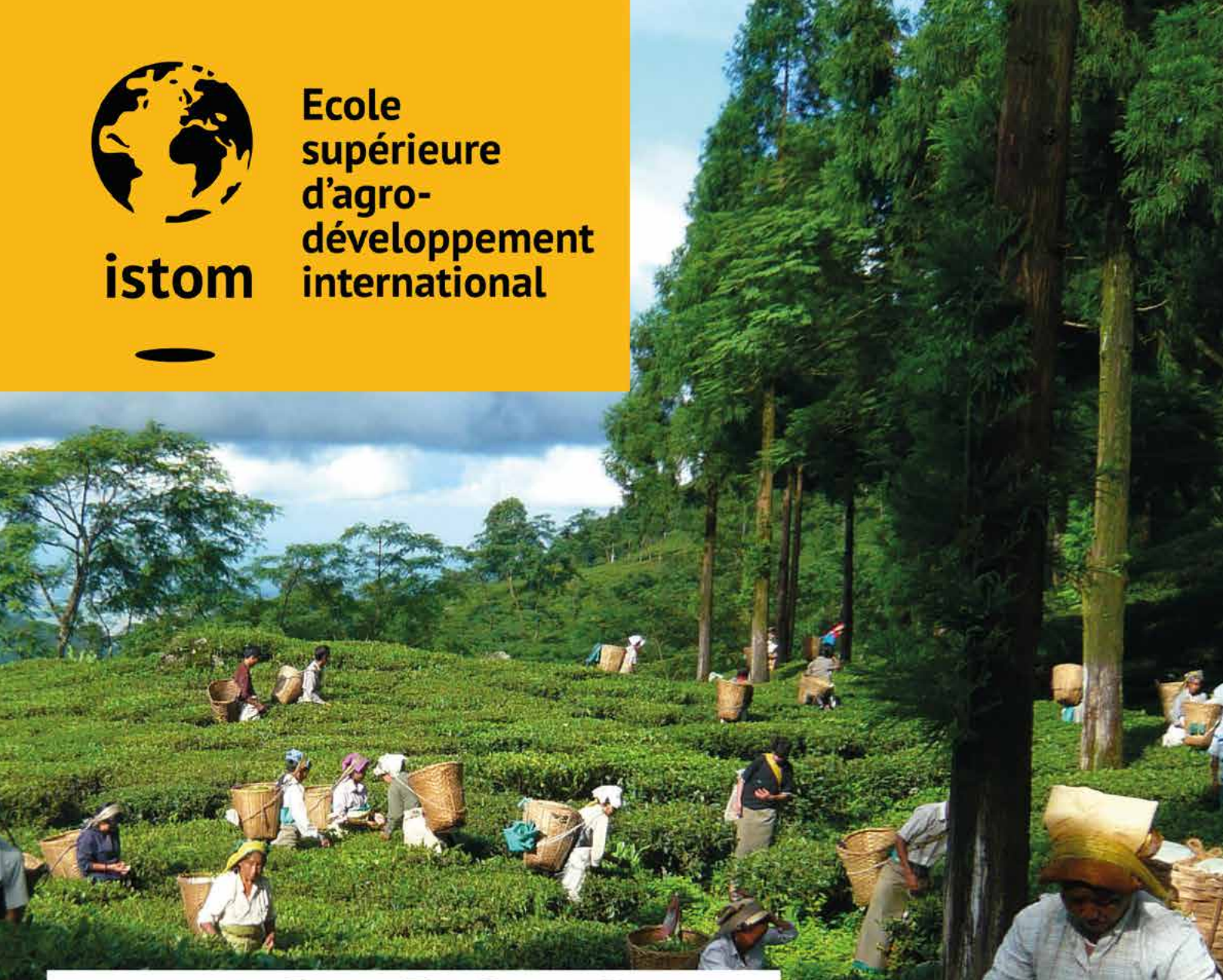
Des universités et grandes écoles mettent en place des aides financières pour leurs étudiants souhaitant partir à l'étranger. Ces aides peuvent venir compléter une ou plusieurs autres bourses. Les renseignements peuvent être pris auprès du service des relations internationales de chaque établissement.

Les bourses des fondations

Le célèbre Rotary Club, dont les membres sont présents dans près de 200 pays, a instauré une bourse spécifique pour les 15-19 ans qui souhaitent s'installer pour un temps à l'étranger. De son côté, la fondation de la Vocation met en place chaque année des bourses à l'attention des 18-30 ans résidant en France ou à l'étranger et qui ont besoin d'un coup de pouce pour réaliser un projet spécifique. Placée sous l'égide de l'Institut de France, la fondation Kenza propose quant à elle des bourses annuelles pour soutenir des étudiants en beaux arts et en histoire de l'art désireux de poursuivre leur cursus à l'étranger. Pour un projet de mobilité dans un pays spécifique, il est également possible de se tourner vers des structures à l'étranger : la fondation Sauvé propose par exemple différentes bourses et subventions pour étudier au Canada. ◆

Ecole supérieure d'agro-développement international

istom



AVEC L'ISTOM,

DEVIENS INGENIEUR POUR LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Ingénieur en sciences agronomiques et écologiques

Formation internationale

ANGERS

Cti Commission des titres d'ingénieur

EESPIG

DIPLÔME D'INGÉNIEUR CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

Erasmus+

ISTOM
4 Rue Joseph Lakanal
49000 ANGERS
02.53.61.84.60
contact@istom.fr

SUIVEZ-NOUS !
@ISTOM | @istomingenieur

istom.fr

Texte : **Laetitia Dive**

© Studio Romantic

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES, ÉCOLES D'INGÉNIEURS

La mobilité étudiante a la cote

Ces dernières années, un certain nombre de grandes écoles ont mis en place ou sont en train de créer une mobilité à l'étranger obligatoire pour leurs étudiants. C'est le cas de l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux – où l'année de mobilité est obligatoire – et de Bordeaux INP, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel qui regroupe six écoles d'ingénieurs et souhaite, d'ici trois ans, faire partir au moins un semestre l'ensemble de ses étudiants. Volonté d'éveiller les esprits des étudiants au-delà du savoir universitaire et rayonnement international : les directeurs de ces deux établissements dressent la liste des bénéfices engendrés par la mobilité étudiante.

Vous êtes respectivement directeurs de Bordeaux INP et de l'IEP de Bordeaux. Pourriez-vous présenter vos établissements respectifs ?

Marc Phalippou : Bordeaux INP a été créée en 2009, elle regroupe les formations d'ingénieurs publiques de Bordeaux. Aujourd'hui, nous comptons ainsi six écoles, qui s'effectuent toutes en trois ans. La plus importante d'entre elles est l'Enseirb-Matmeca qui propose des formations en électronique, informatique, mathématique, télécoms et mécanique. Nous avons ensuite l'Ensmac (chimie, biologie, physique), l'Ensegid (gestion de l'environnement et des géoressources), l'ENSTBB (biotchnologies) et l'Enspima (performance industrielle et maintenance aéronautique), la dernière à avoir été créée, en 2019. Au total, nous accueillons donc 2 500 élèves ingénieurs.

Dominique Darbon : L'institut d'études politiques de Bordeaux accueille 2 700 étudiants – dont 400 étrangers – et le cursus complet dure cinq ans. Tous ceux qui arrivent dès la première année doivent réaliser une année de mobilité obligatoire.

Comment et quand se déroule la mobilité à l'étranger pour vos étudiants ?

Dominique Darbon : Elle se déroule pour le moment en deuxième année, mais nous pensons la faire basculer en troisième année pour plusieurs raisons. Cela permettra notamment d'optimiser la gestion de la formation lors des deux premières années, et faire en sorte que les étudiants puissent choisir leur destination de mobilité mais aussi la suite de leur cursus avec plus de maturité. Ce nouveau système offrira également la possibilité d'effectuer un stage ou d'acquérir une expérience professionnelle pendant son année de mobilité. Pour l'heure, tous partent à l'étranger dans le cadre d'un échange académique.

Marc Phalippou : Actuellement, la mobilité n'est pas obligatoire dans toutes nos écoles. Elle l'est par exemple à l'Enseirb-Matmeca où, depuis dix ans, les étudiants doivent partir au moins trois mois pour un stage ou un échange académique à l'étranger. Mais notre objectif est de la rendre obligatoire dans les six écoles d'ici trois ans: tous les élèves devront alors partir entre 17 et 20 semaines. Cette mise en place de la mobilité obligatoire découle du fait que nous proposons des formations accréditées par la

commission des titres d'ingénieurs. Or, cette commission met dans ses critères d'accréditation une expérience à l'étranger. Ces mobilités s'effectuent et continueront de s'effectuer sous différentes formes: stage ou échange académique.

Dans quels pays vos étudiants peuvent-ils partir en mobilité ?
Dominique Darbon : Nos partenariats couvrent à peu près tous les continents. Ils sont très nombreux en Europe et en Amérique. Les mobilités en Asie sont par ailleurs en augmentation.
Marc Phalippou : Comme nous sommes aussi un établissement de recherche et que nos enseignants-chercheurs travaillent dans un contexte international, nous avons des contacts avec un grand nombre d'universités étrangères. Au total, nous comptons aujourd'hui une centaine d'établissements partenaires à travers le monde : les pays d'Europe mais aussi le Japon, la Chine, l'Inde, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, le Canada, les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Mexique, etc. Nous accueillons également des étudiants de ces établissements, même si leur nombre varie en fonction des pays.

Quels sont les bénéfices de ces mobilités pour vos étudiants et votre établissement ?
Dominique Darbon : C'est une étape fondamentale pour les étudiants, cela leur donne une vraie ouverture sur le monde, au-delà du savoir universitaire. Dans les pays où ils partent vivre, ils ne font pas qu'aller en cours : ils adhèrent à des associations sportives et culturelles, voyagent, font des rencontres. Cela les oblige aussi à considérer qu'on ne vit pas pareil partout, à sortir de leur perception française. À plus long terme, cette ouverture sur le monde leur ouvre de nombreuses portes sur le marché du travail, et d'ailleurs un certain nombre s'expatrient.
Marc Phalippou : Permettre à nos étudiants de s'immerger dans d'autres cultures est essentiel pour leur culture générale mais aussi pour leur donner accès à de plus nombreuses opportunités professionnelles à la sortie de l'école. En vivant loin, ils sont aussi obligés d'améliorer au moins leur anglais.

Vos établissements proposent aussi des double cursus. Comment cela fonctionne-t-il ?
Marc Phalippou : Nous proposons, là encore, des destinations variées. Il y a

▲ Dominique Darbon.

▲ Marc Phalippou.

« CETTE OUVERTURE SUR LE MONDE OUVRE DE NOMBREUSES PORTES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL. »
DOMINIQUE DARBON

par exemple un double diplôme entre l'Enseirb et l'École de technologie supérieure de Montréal (Canada), l'Institut de technologie de l'Illinois (États-Unis), l'Université fédérale du Parana à Curitiba (Brésil), etc. Pour les étudiants qui suivent ces doubles diplômes, la scolarité dure plus longtemps car ils doivent effectuer deux ans chez nous et autant dans l'établissement partenaire.
Dominique Darbon : À Sciences-Po Bordeaux, il y a d'abord un système de filières spécialisées. L'idée est que les étudiants qui les intègrent deviennent de véritables citoyens européens qui maîtrisent trois langues, avec l'anglais comme langue socle. Elles sont intégrées par des étudiants de Sciences-Po Bordeaux et de l'établissement partenaire qui suivent toute leur scolarité ensemble. Ils alternent une année sur l'autre entre les deux pays. Aujourd'hui ces filières existent en Allemagne, Espagne, Portugal et aux Caraïbes. Celle qui avait été créée avec l'université de Cardiff (Royaume-Uni) n'existe plus depuis le Brexit mais nous souhaitons en créer une nouvelle avec un établissement en Irlande ou en Écosse. Il y a également une filière italienne que nous sommes en train de relancer car nous constatons une vraie demande chaque année. Outre ces filières, nous proposons également des doubles diplômes à nos étudiants. Notre partenariat avec l'université baptiste de Hong Kong (HBKU) permet par exemple aux étudiants sélectionnés par Sciences-Po Bordeaux de suivre leurs deux premières années d'études à Hong Kong. Nous avons un accord similaire avec la libre université internationale des études sociales Guido Carli de Rome (Italie).

Le contexte international – pandémie et guerre en Ukraine – affecte-t-il la stabilité de ces partenariats ?
Dominique Darbon : Le Covid a rendu impossible le départ d'un certain nombre de nos étudiants et créé des blocages sur place. Mais cette phase semble terminée. La guerre en Ukraine a quant à elle précipité la fin de l'échange que nous avions avec une université russe. L'ensemble de nos étudiants sur place ont été rapatriés, en lien direct avec l'ambassade. Nous avons également pris en compte la situation des étudiants russes qui étaient en mobilité chez nous en leur proposant de poursuivre leurs études à Bordeaux ou d'être rapatriés, selon leur choix. Afin de maintenir une filière en langue russe, une convention a été passée avec l'université nationale Al-Farabi d'Almaty (Kazakhstan). Nous avons ainsi accueilli nos premiers étudiants kazakhs en septembre. ◆

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Université de l'Ontario français

ÉTUDIER EN FRANÇAIS À TORONTO DANS UN ENVIRONNEMENT ANGLOPHONE : UN ATOUT POUR TA CARRIÈRE

Es-tu passionné par l'innovation constante du numérique, l'immigration, la diversité et l'inclusion ? Souhaites-tu contribuer au développement durable et équitable des sociétés et de l'environnement ? Former les jeunes leaders de demain ? Une carrière t'attend après tes études à l'Université de l'Ontario français (UOF).

La professionnalisation, notre principal avantage

L'UOF mise sur des cursus axés sur des enjeux d'actualité, ses cinq programmes de baccalauréats en sciences sociales et humaines te permettront de vivre des expériences de terrain et d'obtenir des stages professionnalisants à la hauteur de tes aspirations.

Que ce soit en cultures numériques, en économie et innovation sociale, en environnements urbains, en pluralité humaine ou en éducation, *« les débouchés se veulent infinis,* promet Pierre Ouellette, recteur et vice-chancelier de l'Université de l'Ontario français. *La plupart de nos étudiantes et étudiants sont bilingues, voire trilingues, ainsi nous souhaitons qu'ils puissent grandir professionnellement où elles et ils le souhaitent ».* Côté cours, l'UOF favorise le développement des compétences et des connaissances des étudiantes et des étudiants, peu importe la filière choisie, en veillant à ce que leur scolarité leur permette de voir plus loin pour bâtir leur avenir.

Toronto, un mini New York

Le Québec est une province officiellement francophone ayant une minorité anglophone. Pour l'Ontario, c'est l'inverse : une majorité anglophone et minorité francophone dont les compétences bilingues sont très recherchées. *« En tant que centre économique du Canada, l'Ontario et sa capitale Toronto offrent des opportunités de réseautage, de travail et de développement professionnel au sein des plus grandes entreprises du pays et des compagnies internationales qui s'y sont implantées »,* observe M. Ouellette. Toronto, 4e plus grande ville en Amérique du Nord est souvent comparée à un mini New York par sa diversité ethnique et culturelle, sa vie sociale et son essor économique.
Le français en Ontario continue d'attirer et de ce fait l'immigration provenant de pays francophones est en perpétuelle croissance.
Les étudiantes et étudiants internationaux sont charmés par l'UOF et son offre de programmes innovants. En venant étudier en Ontario, les ressortissantes et ressortissants français auront la chance de s'intégrer au sein d'une communauté fière et multiculturelle que représente la communauté francophone ontarienne.

« Je me sens épanoui au milieu de toutes les activités qui mettent l'étudiante et l'étudiant au cœur de tout et surtout de la diversité que contient l'Université en termes d'étudiants. »
Steve Kawe, étudiant en Cultures numériques à l'UOF.

Admissions en cours

Pour être admissible, la candidate ou le candidat français doit avoir réussi le baccalauréat général avec une note minimale de 12/20 à l'épreuve de français (oral et écrit). Les droits de scolarité pour les étudiantes et étudiants internationaux s'élèvent à 10 000 $ canadiens (environ 7 400 euros) par année. De nombreuses bourses sont disponibles pour les étudiantes et étudiants poursuivant des études universitaires au Canada. Le site Internet **etudesuniversitaires.ca** compile plusieurs de ces bourses et redirige vers les ressources explicatives concernant les critères d'admissibilité et les modalités pour déposer une demande.

Vois plus loin

Étudie à Toronto en français dans un environnement anglophone

Université de l'Ontario français

uof.ca

Texte : **Laetitia Dive**

© CrispyPork

LES PRIORITÉS D'ERASMUS+

« L'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique doivent devenir incontournables »

Nommée en octobre 2022 directrice de l'agence Erasmus + France, Nelly Fesseau a pour principale mission d'appliquer le programme Erasmus 2021-2027. Celui-ci comprend quatre axes prioritaires et met notamment l'accent sur le développement durable avec, entre autres, la mise en place d'un complément financier « green ». Il pourra être attribué aux bénéficiaires de bourses Erasmus + qui privilégient le train à l'avion pour leur mobilité.

Vous êtes arrivée à la tête de l'agence Erasmus + France/Éducation Formation en novembre 2022. Quelles sont vos missions à ce poste ?
Ma mission s'inscrit pleinement dans le cadre du programme Erasmus + 2021-2027. Ce programme dispose de quatre axes prioritaires, ce qui est inédit. Le premier s'inscrit dans le cadre du Pacte vert de l'Union européenne : l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique doivent devenir incontournables dans les critères de sélection des projets. Le deuxième axe concerne la citoyenneté, le troisième l'inclusion pour des publics éloignés géographiquement ou socialement des mobilités. Enfin, la transition numérique fait partie de nos priorités.

Comment abordez-vous concrètement cette transition numérique ?
Nous travaillons par exemple sur les mobilités hybrides en lien avec la Commission européenne. L'idée est de voir comment nous pouvons associer des activités virtuelles aux mobilités physiques financées par Erasmus +. Ces mobilités hybrides ont d'abord été développées dans le cadre de la pandémie afin que les étudiants ne perdent pas le bénéfice de leur mobilité lors des différents confinements. L'objectif est de les pérenniser.

Comment l'agence travaille-t-elle sur chacun des quatre axes fixés par le programme Erasmus 2021-2027 ?
L'agence a désigné un agent dédié et mis en place un plan d'actions pour chacune des quatre priorités. Cet agent collabore avec des acteurs clés sur chacun des champs, notamment par l'intermé-

diaire du cercle Erasmus +, qui inclut des experts de différents secteurs. Parmi les mesures mises en place pour les bénéficiaires, on peut notamment citer les points accordés à la candidature de projets qui répondent à ces différentes priorités. Ces points sont attribués par nos évaluateurs externes lors de l'examen des candidatures: seuls les projets qui obtiennent de bonnes notes sont financés. Nous mettons également en place un forfait inclusion (100 à 250 euros par mois) pour soutenir les apprenants en difficulté. Enfin, un complément financier « green » peut être attribué en plus de la bourse Erasmus+ afin, par exemple, de couvrir le surcoût du train par rapport à l'avion. En plus de ce forfait, la bourse est indexée sur une durée un peu plus longue pour prendre en compte le temps supplémentaire de transport lié au choix d'un mode de transport éco-responsable.

Quel est le rôle du cercle Erasmus + que vous mentionnez ?
Le cercle Erasmus+ est le conseil d'orientation de l'agence. Il est présidé par Jean Arthuis, le président d'Euro App Mobility, et composé de personnalités qualifiées, représentatives de la société civile dans toutes ses composantes et engagées dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'Europe. Le cercle émet des orientations en lien avec les priorités européennes et nationales sur l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation. C'est un organe indépendant d'appui à la direction du groupement d'intérêt public (GIP) Erasmus+ France/Education Formation. Il est amené à conduire des actions et à communiquer librement dans l'intérêt du GIP et du programme Erasmus +.

En 2023, le budget d'Erasmus + France va passer à 295 millions d'euros. Comment ces fonds vont-ils être répartis ?
Sur cette somme, 259 millions seront dédiés à la mobilité des apprenants et des personnels, et 36 millions iront aux partenariats de coopération et aux partenariats simplifiés. Sur l'ensemble de la période 2021-2027, nous atteindrons au total 2,2 milliards d'euros.

Pour beaucoup de gens, Erasmus ne concerne que les étudiants. Comment faites-vous pour valoriser les autres projets auprès du public ?
Dans notre communication, nous valorisons les secteurs et thématiques moins connus du public. Avec l'ancienneté du programme Erasmus et le capital sympathie en France d'un film comme *L'Auberge espagnole*, nous avons un peu de travail. Notre équipe communication travaille pour sélectionner et faire connaître les projets illustrant la diversité des opportunités du programme et la multiplicité des acteurs. Auprès du grand public et des plus jeunes, des campagnes ont été menées cette année sur Tiktok et Instagram, en collaboration avec sept influenceurs.

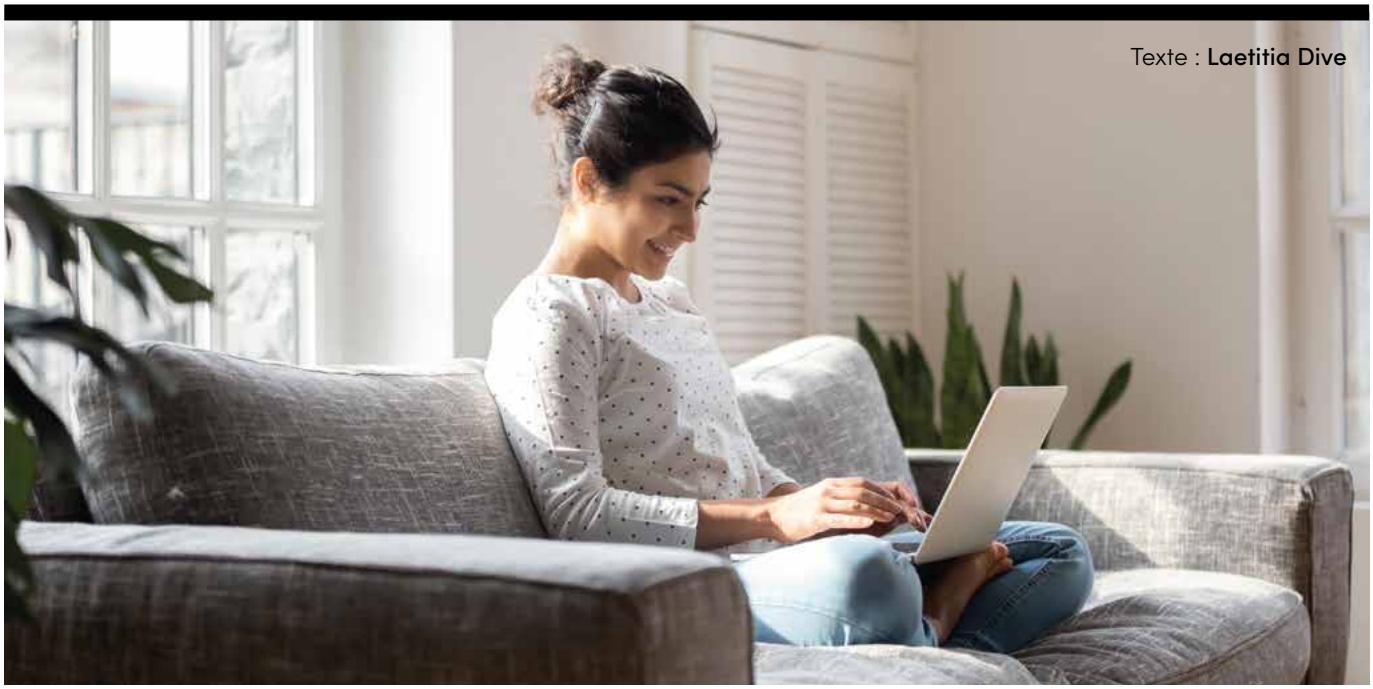
La guerre en Ukraine a-t-elle conduit à des aménagements du programme Erasmus +?
La Commission européenne a mis en place différentes mesures pour soutenir les réfugiés ukrainiens qui arrivent au sein de l'Union européenne. Le programme Erasmus+ s'est donc adapté pour les accueillir: ces réfugiés peuvent prétendre à une aide financière, qu'ils soient élèves, étudiants, enseignants ou apprentis. L'agence permet par ailleurs l'accueil des élèves ukrainiens dans les établissements d'enseignement et de formation impliqués dans les projets de coopération Erasmus+ : nous favorisons alors une utilisation flexible du financement des projets. Nous pouvons également envoyer des personnels qualifiés de manière temporaire dans les établissements où ces réfugiés sont présents. Enfin, les établissements qui bénéficient de projets Erasmus+ en cours dans les domaines d'inclusion et d'intégration peuvent, sur la base du volontariat, réaffecter une partie de leurs fonds au soutien d'activités destinées aux réfugiés ukrainiens.

La Commission européenne a récemment annoncé que l'utilisation de la carte étudiante européenne avait plus que doublé en un an : est-ce pour vous une bonne nouvelle ? Comment cette expansion peut-elle bénéficier à votre travail ?
Avec la dématérialisation des dossiers, l'utilisation de la carte étudiante européenne allège la charge de gestion des établissements et facilite les démarches des étudiants : accès aux services, CNOUS *(Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Ndlr)*, etc. Cet essor devrait participer à lever un frein lié à la complexité des démarches pour partir en Erasmus +, et accompagner la montée en puissance du programme avec un nombre de dossiers croissant. ◆

© Sophie Pawlak

NELLY FESSEAU, DE LA CULTURE À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Arrivée en octobre 2022 à la tête de l'agence Erasmus +, Nelly Fesseau n'en est pas à son premier poste dans le domaine de l'enseignement supérieur. Mais c'est dans le monde de la culture qu'elle a fait ses armes. Ainsi, au début de sa carrière, elle occupe le poste de secrétaire générale adjointe des musées de la communauté urbaine de Strasbourg (Bas-Rhin) entre 1992 et 1997, avant d'être chargée de mission auprès de la présidence direction générale de l'établissement public du Parc et de la Grande Halle de la Villette (Paris). En 2000, Nelly Fesseau est nommée directrice du groupement d'intérêt public CNC Cinémathèque française Bifi (Bibliothèque du film), puis directrice adjointe des finances et du juridique du musée du Louvre à compter de 2004. Enfin, entre 2007 et 2009, elle dirige la mission du contrôle de gestion ministériel du ministère de la Culture. Le passage vers l'univers de l'enseignement supérieur intervient en 2009 : elle devient alors directrice adjointe de l'École nationale supérieure des arts décoratifs, puis directrice adjointe chargée de la formation permanente à l'ENA dès 2010. En 2014, elle est nommée secrétaire générale à l'Agence universitaire de la francophonie. L'année suivante, Nelly Fesseau rejoint le secrétariat général du ministère de l'Éducation nationale en tant qu'experte de haut niveau auprès de la mission de la politique de l'encadrement supérieur. En 2020, elle est nommée inspectrice générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche, poste qu'elle occupe jusqu'à sa nomination à la tête de l'agence Erasmus +.



Texte : **Laetitia Dive**

© fizkes

PARCOURSUP

Les préinscriptions ont commencé !

Lancée en 2018, la plateforme Parcoursup permet à ceux qui souhaitent suivre leurs études en France de se préinscrire en première année dans une université ou une grande école. Pour 2023, la phase d'inscription a lieu entre le 18 janvier et le 9 mars. Le détail du fonctionnement de la plateforme et du calendrier en quatre points.

À quoi sert la plateforme Parcoursup ?
Elle a été créée en 2018 pour simplifier les démarches des bacheliers qui aspirent à faire leurs études supérieures en France, ou pour des étudiants qui souhaitent se réorienter après une ou plusieurs années d'études. Sur le site Parcoursup, ces derniers peuvent créer un dossier d'inscription qui permet de formuler librement des vœux pour intégrer des formations en première année post-bac. Les inscrits peuvent formuler jusqu'à dix vœux avec, dans certains cas, la possibilité d'émettre aussi des sous-voeux. Pour les candidats intéressés par les formations en apprentissage, Parcoursup autorise la formulation de dix vœux supplémentaires. Pour les lycéens, chaque vœu formulé fait l'objet d'une fiche « Avenir » qui intègre les appréciations des professeurs et l'avis du chef d'établissement.

Quelles informations sont disponibles en matière de formations ?
En amont de cette phase d'inscription, il est recommandé aux candidats d'avoir étudié les différentes options de formation qui s'offrent à eux, sachant que l'enseignement supérieur français en compte 21 000. Sur le site de Parcoursup, de nombreuses informations permettent aux futurs étudiants de faire aboutir leur projet d'orientation. Elles portent sur :
• Les établissements : statut public ou privé, formation sélective ou non, montant des frais de scolarité, dates des journées portes ouvertes, possibilités d'internat et de logement, etc.
• Les formations : contenu des cours, options proposées, taux de réussite et d'embauche à l'issue de la formation, débouchés professionnels, nombre de places disponibles, informations dédiées aux élèves en situation de handicap, contact des référents de chaque formation, etc.
• Les modalités de candidature : critères d'analyse et coefficients, calendrier et nature des potentielles épreuves d'admissibilité et d'admission, frais d'inscription au concours.

Comment se déroule la phase d'admission ?
Une fois les dossiers complets, ceux-ci sont analysés par les différents établissements du supérieur. En 2023, la phase d'admission principale doit ensuite débuter le 1er juin. Au cours de cette période, les candidats reçoivent des propositions d'admission : ils doivent obligatoirement y répondre dans un délai imparti.
En cas de non-admission immédiate, pas de panique ! Une phase d'admission complémentaire s'ouvre à partir du 15 juin et permet aux établissements de faire de nouvelles propositions d'admission à des élèves qui n'avaient pas été retenus sur la liste principale. Dès le 4 juillet, date de publication des résultats du baccalauréat, tous les bacheliers qui ont accepté définitivement une formation doivent effectuer leur inscription administrative auprès de l'établissement choisi.

Comment s'inscrire depuis l'étranger ?
Les Français de l'étranger ou les binationaux qui disposent d'un passeport français peuvent s'inscrire sur Parcoursup dans les mêmes conditions qu'un Français qui réside dans l'Hexagone. Le fait de passer le bac français ou un examen équivalent dans un autre pays n'a pas d'importance pour l'inscription. Seule nuance : ceux qui ne sont pas scolarisés dans des établissements français devront préciser dans leur dossier qu'ils ne possèdent pas d'INE (identifiant national élève). Pour les ressortissants étrangers scolarisés à l'international dans un lycée français, les démarches sont les mêmes que pour les Français dans la mesure où ils préparent le bac français et qu'ils disposent donc d'un INE. ◆

© DR - ISCOM

PUBLI-COMMUNIQUÉ

ISCOM : CRÉONS LA COMMUNICATION DE DEMAIN

Depuis 1986, ISCOM forme ses étudiants aux métiers de la communication. Sur ses 10 campus en France, ISCOM donne les clés nécessaires pour développer la créativité, aiguiser l'esprit critique et former à des postes à responsabilité.

ISCOM intègre de manière systématique l'entreprise à sa pédagogie et ses 5 axes de spécialisations couvrent l'ensemble des métiers de la communication : le planning stratégique, l'influence et la réputation, la transformation et la stratégie digitale, la création et le design de marque et l'international.

ISCOM, pour qui, pour quoi ?

Les étudiants souhaitant se spécialiser en communication ont la possibilité de suivre le **Programme Grande École**, en 5 ans. Il forme aux métiers de la communication en évoluant au plus près des entreprises et de leurs attentes et notamment avec la mise en place de challenges, mises en situation professionnelle, stages et alternance.
Les étudiants ont aussi la possibilité de suivre le **BTS Communication** sur 2 années : une formation qui leur permet de répondre aux nouvelles attentes des entreprises et aux évolutions techniques et métiers de la communication au sein d'une entreprise.

L'international à ISCOM

Grâce à l'attention portée à ce secteur, ISCOM sait que la communication internationale est un secteur en constante évolution. Pendant les 5 ans du Programme Grande École, lSCOM propose aux étudiants l'opportunité de vivre une **expérience internationale** en effectuant les stages à l'étranger ou en France dans une structure internationale. En 3ème année, un semestre est consacré à l'expérience à l'étranger. Elle offre aux étudiants le choix entre un stage ou un échange universitaire avec Erasmus ou le programme StudyAbroad dans une des 60 universités partenaires. De plus, ISCOM propose le programme **Communication Internationale**, enseigné en anglais de la 1ère à la 5ème année. Les étudiants apprennent à gérer des équipes multiculturelles basées dans différents pays et à mener des projets internationaux pour des clients mondiaux. Les étudiants ont aussi la possibilité de rejoindre un **programme d'université partenaire** tel que le programme joint avec la State University of New York.

Les débouchés métier en communication

8 étudiants sur 10 obtiennent un emploi dans les 6 mois suivant l'obtention de leur diplôme. Avec plus de **18.000 alumni**, les métiers vers lesquels les jeunes diplômés se tournent sont divers : Chef de Publicité, Social Média Manager, Chargé de Communication, Chef de projet événementiel, Planneur stratégique, Directeur Artistique... La spécialisation « Communication Internationale » offre une vision multiculturelle de la communication de marque et fournit aux étudiants les compétences interculturelles nécessaires pour réussir dans un environnement international. Le métier de directeur de communication internationale est un métier en constante évolution et bénéficie d'une place stratégique dans l'entreprise.

ISCOM diversité, une initiative créée pour les étudiants

Dans sa volonté de promouvoir l'égalité des chances, ISCOM a lancé le programme **ISCOM Diversité**. Ce programme a été créé pour favoriser l'accès aux métiers de la communication aux jeunes qui n'ont pas les moyens de financer leur formation. ISCOM s'est associé à ses entreprises partenaires, telles que BCW France, Lonsdale et Tinder, pour participer à ce programme de co-financement des frais de scolarité. ISCOM est fier d'être une **école engagée** qui accompagne ses étudiants de la première étape jusqu'à leur cérémonie de remise des diplômes, et bien au-delà. Pour accompagner les futurs étudiants au mieux dans leur choix d'études, ISCOM propose gratuitement des **réunions**, des mini-salons d'orientation, des rendez-vous et des entrainements personnalisés. L'école propose chaque semaine des conférences ou soirées thématiques organisées au sein même de l'école avec les associations étudiantes, entreprises partenaires ou les alumnis.

Texte : **Laetitia Dive**

EUROPASS MOBILITÉ

Un CV européen pour valoriser ses expériences à l'étranger

Pour faire reconnaître une mobilité européenne effectuée en formation initiale, l'Union européenne a mis en place un outil souvent méconnu du grand public : l'Europass Mobilité. De quoi s'agit-il ?

« *Un document européen qui permet aux apprenant de décrire leurs compétences à la suite d'une mobilité en entreprise, ou pendant leurs études* » : voilà comment Laurent Lascrou, ingénieur de promotion et d'animation sur le dispositif Europass à l'Agence Erasmus + France décrivait l'Europass Mobilité. Dans le cadre d'un webinaire portant sur la «reconnaissance de la mobilité européenne en formation initiale» organisé par Erasmus + en novembre 2022, il a d'abord rappelé l'historique du dispositif Europass. Celui-ci a été adopté en 2018 par une décision du Parlement et du Conseil européens. Depuis, 160 millions de CV européens ont été téléchargés.

Un vécu à faire valoir

Car Europass permet à tous les citoyens de l'Union européenne, quel que soit leur âge, leur niveau d'études ou leur situation professionnelle, de générer un CV via une plateforme en ligne. Il peut contenir des informations variées : les responsabilités dans les différents postes occupés, les tâches réalisées, les acquis lors de chaque expérience, les compétences professionnelles, linguistiques, informatiques, etc. L'Europass Mobilité ne s'arrête pas aux expériences purement professionnelles : une période de bénévolat ou un semestre d'études à l'étranger peuvent également y être répertoriés.

Une demande à effectuer avant la mobilité

Avant toute demande, une convention entre l'organisme d'envoi et la structure d'accueil doit avoir été établie. Le tuteur et les objectifs de la mobilité doivent aussi être précisés en amont. Le partenaire d'envoi – soit l'établissement qui organise le séjour – doit ensuite s'inscrire auprès du centre national Europass du pays de résidence avant le départ en mobilité. Une fois les éléments renseignés par l'organisme d'envoi, c'est à la structure d'accueil de préciser un certain nombre d'éléments : identité et fonction du tuteur, aptitudes et compétences acquises lors de l'expérience professionnelle, etc.

Un succès croissant

Dès le retour du travailleur, l'organisme d'envoi peut lui délivrer officiellement son Europass Mobilité et y apposer son cachet. Ce document, qui peut être facilement envoyé en ligne ou imprimé, permet au travailleur de valoriser ses acquis dans le cadre d'une recherche de stage ou d'emploi en France ou ailleurs, d'une poursuite d'études, d'une réorientation professionnelle, etc. Pour Laurent Lascrou, l'Europass Mobilité a atteint ses objectifs puisqu'il aide un nombre croissant d'Européens à valoriser leurs compétences à l'échelle de l'UE. Selon lui, *« l'utilisation de ce portfolio est croissante »*. ◆

© UndenhiStudio

Les Roches

PUBLI-COMMUNIQUÉ

© Les Roches

Un environnement unique pour étudier la gestion hôtelière

Directeur général de l'école Les Roches, Carlos Díez de la Lastra est responsable des campus de Crans-Montana, en Suisse, et de Marbella, en Espagne. Il était préalablement directeur général de Les Roches Marbella, poste qu'il a occupé de janvier 2014 à 2022, quand il a été nommé au niveau international.

Carlos est au bénéfice d'une carrière de 25 ans dans le secteur de l'éducation. Avant de rejoindre Les Roches, il était vice-président du développement en Espagne pour *Laureate International Universities*. Il a également travaillé pour *Universidad Europea*. Il est titulaire d'une licence en sciences économiques et commerciales de l'université *Complutense de Madrid* et d'un master en administration des affaires (MBA) de l'IEDE.

Quel est l'ADN de votre école ?
Carlos Díez de la Lastra :
L'école Les Roches offre un environnement unique pour étudier la gestion hôtelière. Les campus de Les Roches sont aussi différents qu'exclusifs, tournés vers l'innovation et le tourisme durable. Nos étudiants intègrent une communauté cosmopolite et motivée, bénéficiant d'un soutien hautement personnalisé tout au long de leur parcours, de l'inscription à l'obtention du diplôme et bien au-delà. D'un point de vue académique, nous cherchons à inciter nos étudiants à réfléchir par eux-mêmes, à remettre en question le statu quo et à apprendre en expérimentant. Notre programme d'études comprend les connaissances et les compétences dont ils auront besoin pour se développer dans un secteur qui évolue rapidement. D'une part, cela implique la sensibilisation à l'innovation et aux concepts durables, ce que nous faisons avec notre sphère d'innovation mondiale baptisée Spark. D'autre part, il s'agit de conférer aux étudiants les capacités de résilience personnelle que nous considérons encore plus importante aujourd'hui, après les récents bouleversements engendrés par la Covid.

Quel est, selon vous, le rôle d'une école hôtelière et comment a-t-il évolué au fil des ans ?
CL : Avant tout, le rôle de notre école est de préparer les étudiants à de brillantes carrières dans l'hôtellerie ou le secteur de leur choix. Au début, il s'agissait presque exclusivement de l'industrie strictement hôtelière. Plus récemment, c'est l'économie de l'expérience au sens large qu'ils abordent, dont font partie le voyage et le tourisme, ainsi que d'autres secteurs centrés sur le client. En outre, nous avons la responsabilité de soutenir nos élèves dans le développement de capacités personnelles telles que la confiance qui leur permettra de relever les défis et de saisir les opportunités. Cette évolution est particulièrement visible dans notre offre de diplômes d'études supérieures. Nous avons toujours un cœur de programmes hôteliers, comme notre master en gestion hôtelière internationale et notre MBA phare en gestion de l'hôtellerie mondiale, mais plus récemment, nous avons créé des programmes qui répondent à l'évolution des besoins du secteur en approfondissant des sujets connexes, notamment notre master en stratégie hôtelière et en transformation numérique. En fin de compte, je pense que cela reflète mieux la grande variété d'options de carrière que l'on peut trouver dans l'univers de l'hospitalité au sens large.

▲ Carlos Díez de la Lastra.

© Kurtay Photography

Quel message souhaitez-vous faire passer aux jeunes d'aujourd'hui ?
CL : Il y a des incroyables possibilités de carrière qui s'offrent à vous dans le monde de l'hospitalité, qu'il s'agisse d'occuper un poste de direction dans un hôtel de luxe ou un restaurant gastronomique, d'apporter des idées novatrices aux services et aux technologies de l'hôtellerie, ou de réaliser vos rêves en tant qu'entrepreneur. Il s'agit d'un secteur où la pénurie de talents est reconnue, tant aujourd'hui que pour l'avenir. Il y aura donc d'incroyables opportunités pour les jeunes gens passionnés, énergiques et motivés.

Texte : **Laetitia Dive**

© William Potter

DÉMARCHES PRATIQUES

Faire reconnaître en France un diplôme obtenu à l'étranger

Les étudiants français partis suivre un cursus obtenu à l'étranger ou les étudiants étrangers souhaitant poursuivre leurs études ou travailler en France doivent faire reconnaître leur diplôme étranger dans l'Hexagone. Mode d'emploi.

Pour faire reconnaître un diplôme obtenu à l'étranger afin de poursuivre ses études en France, il est possible de s'adresser directement à son établissement d'enseignement supérieur d'accueil. Une fois la demande formulée, une commission pédagogique doit débattre pour déterminer le niveau d'admission qui sera proposé au candidat. Pour l'aider dans sa décision, l'établissement peut demander une attestation de comparabilité du diplôme obtenu. Si ce document n'a, selon le site du service public, *«pas de valeur juridique»* et qu'il *« n'est pas obligatoire »,* il est régulièrement réclamé. Il est délivré par le centre Centre français d'information sur la reconnaissance académique et professionnelle des diplômes (Enic-Naric) et peut être demandé en ligne. Cette démarche coûte 70 euros, sauf pour les demandeurs d'asile ou les réfugiés, pour qui elle est gratuite. La décision finale de l'établissement d'accueil peut néanmoins ne pas correspondre totalement à ce qui est stipulé dans ce document.

Qu'est-ce que le centre Enic-Naric?

Créé par le Conseil de l'Europe et l'Unesco, le réseau Enic-Naric est la fusion de deux réseaux: Naric pour «National Academic Recognition Information Centres » créé en 1984 et Enic pour «European Network of Information Centres » créé en 1994. Constitué de 57 centres implantés partout en Europe, il vise à faciliter les échanges d'informations en matière d'éducation et de diplômes. Comme dans les autres pays, le centre français Enic-Naric utilise une grille d'analyse spécifique pour comparer le niveau d'études des diplômes étrangers et celui de leurs équivalents français. *« Seul un diplôme reconnu par le pays de délivrance peut faire l'objet d'une attestation de comparabilité »,* précise le site du service public.

Comment faire reconnaître un diplôme étranger pour venir travailler en France?

Concernant les personnes diplômées à l'étranger qui souhaitent exercer leur activité professionnelle en France, les démarches varient en fonction du statut de la profession. Une majorité de professions sont considérées comme « non réglementées » : cette catégorie exclut notamment les professions commerciales, artisanales, industrielles et agricoles, mais aussi les professions libérales et offices ministériels (avocats, architectes, médecins, etc.). Dans ce cas, c'est le futur employeur qui évalue les qualifications du candidat et ses aptitudes professionnelles. Comme dans le cadre d'une inscription à l'université, il peut demander une attestation de comparabilité, fournie là encore par le centre français Enic-Naric. Elle est octroyée dans les mêmes conditions que pour une poursuite d'études supérieures.

Quelle est la procédure pour les professions réglementées?

Dans ce cadre, des procédures spécifiques s'appliquent car ces professions requièrent l'obtention d'un diplôme spécifique ou l'enregistrement auprès d'un organisme professionnel. Pour les professionnels des États membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, des équivalences existent. Une base de données répertoriant les informations sur les professions réglementées et les autorités compétentes dans chaque État a d'ailleurs été mise en place par la Commission européenne. Le guichet des qualifications et le guichet des entreprises peuvent accompagner les professionnels dans leurs démarches afin qu'ils puissent exercer en France. *« Concernant les titulaires de diplômes extracommunautaires, le centre Enic-Naric France les réoriente, en fonction de leur spécialité, vers les autorités compétentes idoines »,* précise le centre. ◆

GLION
INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION

PUBLI-COMMUNIQUÉ

« Accompagner des talents pour les préparer à une carrière d'excellence »

Entretien avec Georgette Davey, qui a rejoint l'Institut d'enseignement supérieur de Glion en 2009, en tant que responsable des programmes de troisième cycle, puis doyenne du campus de Glion.

Photos © David Zuber Deetcheese Photography

Georgette Davey a ouvert en 2013 le campus de Londres. Elle a été nommée directrice générale de Glion Suisse et du Royaume-Uni en août 2017. Parallèlement à son parcours dans le monde universitaire, Georgette a acquis une expérience considérable dans le secteur de l'hôtellerie au sein duquel elle a occupé des postes de direction dans diverses organisations, notamment Hilton Worldwide et l'opérateur d'hôtels-boutiques Adnams Group.

En quoi votre école est-elle différente des autres ?
Georgette Davey: Nous avons été fondés en tant qu'école hôtelière il y a 60 ans cette année. Et si nous avons maintenu notre engagement fort envers l'industrie hôtelière pendant tout ce temps, nous avons au cours de ces dernières années développé une orientation spécifique vers le secteur du luxe. Nous voulons ainsi préparer les étudiants à occuper des postes non seulement dans l'hôtellerie de luxe, mais aussi dans les secteurs des produits de luxe, de la banque privée, de l'immobilier et de la vente au détail, ainsi que dans des services sur mesure destinés aux personnes fortunées qui attendent une expérience client d'excellence.

Quels ont été les grands développements des dernières années ?
GD : Notre rôle a toujours été d'accompagner des talents pour les préparer à une carrière d'excellence. Ce qui a changé, c'est l'immense variété des opportunités de carrière offertes aux diplômés en hôtellerie. En effet, les compétences et les qualités qu'ils développent avec nous sont également appréciés dans des secteurs qui vont bien au-delà de l'hôtellerie, comme ceux mentionnés ci-dessus.

Proposez-vous des formations pour les cadres en activités ?
GD : Tout à fait. Nous avons notamment lancé notre *Executive Master's in Luxury Management and Guest Experience* qui offre un apprentissage flexible — y compris à 100 % en ligne — et qui est donc conçu pour être suivi parallèlement à un rôle professionnel. Ce programme comporte une forte composante de développement du leadership mais il s'agit avant tout d'une immersion de haut niveau dans le secteur du luxe, le contenu en ligne étant soutenu par des semaines en présentiel comprenant des cours en face à face, des ateliers et des excursions de découverte. Nous cherchons en outre à sensibiliser à l'apprentissage tout au long de la vie par le biais de cours en ligne ouverts à tous (MOOC), dont le premier exemple est notre cours en ligne gratuit intitulé « The Luxury Industry : Customers and Luxury Experiences », accessible à tous via le portail FutureLearn.

Comment avez-vous renforcé vos liens avec l'industrie au cours des deux dernières années ?
GD : Tous les acteurs du secteur de l'hôtellerie et de la restauration font face à la « guerre des talents » qui se déroule actuellement dans le secteur. En tant que grande école du

▲ Georgette Davey.

secteur, nous sommes parfaitement conscients de la nécessité de former le type de candidats souhaités par les acteurs de cette industrie. À Glion, nous tissons des liens de plus en plus étroits avec les principaux employeurs, en les accueillant sur le campus pour présenter leurs entreprises à nos étudiants, tout en sollicitant leur contribution à l'évolution de nos programmes. Nous menons également des projets intégrés au contenu académique avec des partenaires de notre secteur, impliquant les étudiants dans la résolution des problèmes présentés des acteurs de l'industrie.

Texte : **Laetitia Dive**

© Jacob Lund

GROUPE ÉDUCATIF DE LA CCI PARIS ILE-DE-FRANCE

Des écoles de prestige à la conquête du monde

Business schools prestigieuses comme HEC ou l'ESCP, écoles professionnelles de renommée internationale telles que Ferrandi ou les Gobelins : le groupe éducatif de la CCI Paris Ile-de-France regroupe des établissements qui participent au rayonnement de l'enseignement supérieur français. Tour d'horizon de ces écoles et de leurs ambitions avec la directrice des relations internationales du groupe, Cécile Écalle.

Pouvez-vous présenter le groupe éducatif de la CCI Paris Ile-de-France ?
Le groupe éducatif de la CCI Paris Ile-de-France regroupe 14 écoles, avec des formations qui vont du CAP au doctorat. Parmi elles, certaines sont très orientées vers l'international pendant toute la durée des études. C'est le cas de nos business schools : HEC, Essec et ESCP BS. Cette dernière dispose d'ailleurs de six campus en Europe et les étudiants doivent réaliser leur parcours sur au moins trois sites différents. Elles sont toutes les trois affiliées à la Conférence des grandes écoles. Sans être aussi internationalisées, d'autres écoles jouissent également d'une réputation mondiale. C'est le cas de nos écoles professionnelles, à savoir l'école de gastronomie et de management hôtelier Ferrandi Paris, l'école des Gobelins qui enseigne tous les métiers de l'image, ou encore Isipca, école française d'études supérieures en parfumerie, produits cosmétiques et formulation d'arômes alimentaires. Nos autres écoles ont un ancrage territorial. Au total, notre groupe éducatif compte 42000 étudiants – dont 30% d'étudiants internationaux –, 17000 apprentis et 30000 adultes en formation continue.

De quels pays viennent ces étudiants étrangers ?
En France, c'est notre groupe éducatif qui est le plus exposé à l'international. Selon les chiffres les plus récents, 143 nationalités se côtoient dans nos écoles. Ces étudiants internationaux viennent en majorité d'Europe (39%), d'Asie (28%) et d'Afrique (16%). Nous souhaitons aujourd'hui accroître le nombre d'étudiants étrangers dans nos écoles mais en cherchant un équilibre entre les nationalités. Certaines cultures ont en effet tendance à être moins visibles que d'autres. Les écoles souhaitent davantage de diversité.

Outre l'accueil de ces étudiants étrangers, quelle proportion d'étudiants français part en mobilité à l'étranger ?
En 2021, nos étudiants nationaux étaient 7300 à partir en mobilité, malgré la pandémie. Nous disposons en effet aujourd'hui de 642 accords internationaux dans 77 pays, ce qui laisse un grand nombre de possibilités. À titre de comparaison, en 2007 nous n'avions que 389 accords. Lors de cette mobilité, nos étudiants partent soit effectuer un stage, soit dans le cadre d'un échange académique. Mais les écoles de notre groupe ont tendance à privilégier les expériences professionnelles: sur les 7300 mobilités de 2021, 5200 étaient

des stages. Nos étudiants partent majoritairement en Europe (61%), l'Asie (20%) et l'Amérique du Nord (6%) arrivent ensuite.

Pourquoi privilégier l'expérience professionnelle ?
Les chambres de commerce et d'industrie ont créé des écoles afin de répondre aux besoins de compétences des entreprises, à une époque où la seule manière de se former consistait à suivre un cursus académique pour acquérir des connaissances. L'objectif de nos écoles est de transmettre des compétences. C'est une approche très différente: l'idée est de former des collaborateurs compétents pour les entreprises, et pas seulement des sachants.

Pouvez-vous nous parler des évolutions à venir pour développer la mobilité de vos étudiants ?
Nous avons décidé de renforcer cette mobilité en la mettant également à disposition des apprentis. Pour l'heure, la mobilité est très limitée pour un apprenti puisque quand il n'est pas en formation, il est en entreprise. Dans le cadre d'un consortium avec d'autres écoles, nous avons souhaité développer la mobilité longue des apprentis pour leur permettre soit d'étudier, soit d'avoir une expérience professionnelle à l'étranger. Ce projet conduit par Euro App Mobility s'intitule Mona.

Quels bénéfices les étudiants tirent-ils de ces expériences à l'étranger ?
Partir à l'étranger permet à nos étudiants de développer de nombreuses compétences : d'abord de renforcer leurs compétences linguistiques, mais aussi d'acquérir un certain nombre de connaissances pratiques. Cela vaut particulièrement pour les apprentis: on ne travaille pas forcément de la même façon dans un atelier français, allemand ou espagnol. Enfin, ces expériences à l'étranger développent l'intelligence relationnelle.

Cette ouverture sur l'international a-t-elle également des retombées pour vos établissements ?
Nous avons un vrai savoir-faire français en ce qui concerne les business schools: il est salué chaque année à l'international, mais n'est pas toujours connu du public. Dans son classement 2022 des business schools européennes, le *Financial Times* classe HEC à la première place pour la quatrième année consécutive, devant la London Business School. Il

▲ Cécile Écalle.

© DR

« NOUS AVONS UN VRAI SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS EN CE QUI CONCERNE LES BUSINESS SCHOOLS. »
CÉCILE ÉCALLE

faut batailler tous les ans pour se maintenir à cet excellent niveau. L'ESCP BS est quant à elle montée au troisième rang et l'Essec arrive au neuvième rang. Nos trois business schools font donc partie du Top 10. Mais il faut mieux faire connaître ces très bons résultats à l'étranger pour attirer davantage d'étudiants. Pour cela, la chambre de commerce a créé un consortium pour aider les étudiants à postuler : « Join a school in France ». Ce consortium recrute pour HEC, l'ESCP mais aussi pour l'EM Lyon, Skema Business School et Audencia, qui ne dépendent pas de notre groupe éducatif. Il permet aux étudiants de postuler à ces cinq prestigieuses écoles avec une seule candidature.

Et pour les autres écoles ?
Nos écoles professionnelles ont également une renommée mondiale. Les grands chefs issus de Ferrandi travaillent aujourd'hui partout dans le monde. Aux Gobelins, les formations sur la photographie et sur le cinéma d'animation sont très réputées, au-delà des frontières françaises. Enfin, Isipca forme les meilleurs créateurs en parfums et cosmétiques. Pour recruter davantage d'étudiants étrangers, toutes ces écoles ont – comme les business schools – développé des programmes en anglais.

Avec quels établissements êtes-vous en concurrence à l'international ?
Nos principaux concurrents sont aussi nos partenaires : l'université Bocconi en Italie, la LBS au Royaume-Uni, les grandes universités américaines, etc. Les étudiants qui souhaitent rejoindre nos business schools hésitent d'ailleurs souvent avec d'autres universités prestigieuses en Europe, voire aux États-Unis pour les meilleurs. Tandis qu'en France, il n'y a pas vraiment de concurrence puisque nos écoles sont très distinctives. L'un de nos avantages par rapport à nos concurrents, c'est que nos écoles sont moins coûteuses que dans un certain nombre de pays, notamment les États-Unis. Elles disposent aussi d'une politique de bourses qui est très développée. Environ 30% des admis reçoivent ainsi une aide financière.

Quel est le taux de réussite aux examens dans vos différentes écoles, disposez-vous de chiffres ?
En 2021, il était de 95,8%. Mais au-delà de ce taux de réussite, nous regardons surtout ceux de l'insertion sur le marché professionnel. Ces différents taux sont étudiés chaque année pour toutes nos formations par un observatoire dont nous disposons en interne : l'Observatoire de la formation, de l'emploi et des métiers (Ofem). En 2021, il était de 91,6% à sept mois : cela montre que nos écoles forment en nombre les professionnels de demain, dans des secteurs très variés. ◆

UNE DESTINATION DE CHOIX POUR LES FRANÇAISES ET LES FRANÇAIS !

Isabelle Aubertin encourage les Françaises et les Français à choisir le CCNB pour effectuer des études post-secondaires au Canada. Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick offre plus de 80 programmes dans ses cinq campus qui sont situés à Bathurst, à Campbellton, à Dieppe, à Edmundston et dans la Péninsule acadienne.

© Jerome Luc Paulin

« *Si j'avais su, je pense que je serais allée tout de suite au CCNB en arrivant au Canada. Le CCNB est un établissement francophone qui offre des formations de qualité, courtes – entre 1 an et 3 ans maximum – et en grande demande sur le marché du travail. Les chances sont bonnes pour que tu puisses rapidement te trouver un emploi dans ton domaine après avoir terminé tes études* », a indiqué Mme Aubertin.

Responsable du Soutien à l'accueil et l'intégration des étudiantes et étudiants internationaux au Campus de Bathurst depuis 2018, Mme Aubertin a grandi en Haute-Savoie en France, mais elle a principalement fait sa vie sur la Côte d'Azur où elle a rencontré son mari. Le couple a eu trois enfants. En France, Mme Aubertin a travaillé dans le domaine du tourisme et du transport, tandis que son mari (retraité de la marine) était propriétaire d'un dépanneur. Son mari rêvait de vivre au Canada et ils ont entamé les démarches d'immigration en 2012 après avoir participé à une foire de Destination Canada.

« Un réseau de contacts autant personnel que professionnel »

En 2014, la famille a choisi de s'installer dans la région de Bathurst après avoir visité plusieurs villes du Nouveau-Brunswick, province voisine du Québec. À noter que le N.-B. est la seule province officiellement bilingue du Canada.

« *Bathurst, c'est un beau compromis entre la ville et le village. C'est sécuritaire et nous avons trouvé la qualité de vie que nous recherchions. Cet endroit où tu sais que tu vas pouvoir élever tes enfants dans un endroit serein, équilibrer ta vie professionnelle et familiale* », a assuré Mme Aubertin.

Depuis son arrivée au Canada, Mme Aubertin a fait un peu de tout. Elle a travaillé dans un foyer de soins, dans une garderie, elle a été conductrice d'autobus et elle a œuvré dans la cafétéria du CCNB. Après quatre ans de dur labeur sur le plan professionnel, elle a finalement trouvé chaussure à son pied en devenant agente d'accueil pour les étudiants internationaux au CCNB. Elle vient de vivre sa cinquième rentrée collégiale.

« *Fréquenter le CCNB te permettra de commencer à créer ton réseau de contacts autant personnel que professionnel dès le début de tes études. Au sein du CCNB, nous offrons beaucoup de services et nous accompagnons les étudiants internationaux tout au long de leurs études. Nous offrons beaucoup d'ateliers et de rencontres avec les acteurs locaux afin de faciliter votre adaptation culturelle. L'Association multiculturelle de la région de Bathurst est aussi très active. Venir étudier au CCNB, ça facilite votre entrée sur le marché du travail. Cela vous permet de connaître et de comprendre rapidement la nouvelle culture dans laquelle vous allez vivre* », a assuré Mme Aubertin.

Pour plus de détails au sujet du CCNB, veuillez visiter : ccnb.ca

Pourquoi partir étudier au **NOUVEAU-BRUNSWICK ?**

Pour vivre l'expérience CCNB dans la seule province officiellement bilingue du

Canada

16 domaines de formation dont :

- **Administration**
- **Bâtiment et génie**
- **Sciences de la santé**
- **Technologies de l'information et des communications**

97 %

des diplômés occupent un emploi après l'obtention de leur diplôme.

Plus de 80 programmes qui mènent à au-delà de

950 carrières

ccnb.ca

Bathurst · Campbellton · Dieppe · Edmundston · Péninsule acadienne

© EQRoy/Shutterstock.com

ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE

Un peu de bénéfices, beaucoup d'enjeux diplomatiques

Cinq milliards d'euros : c'est le montant des recettes perçues par la France grâce à la présence d'étudiants étrangers sur son sol. Mais si ce chiffre est en progression et que la France a, depuis quatre ans, mis en place des tarifs différents pour les étudiants européens et non-européens, elle ne prétend pas atteindre le niveau de la plupart des pays anglophones, champions en la matière. La raison ? L'accueil de ces étudiants étrangers doit rester le plus large possible pour servir au mieux son rayonnement culturel.

Dans un communiqué du 6 septembre 2022, Campus France se félicitait de la hausse de 8% d'étudiants étrangers inscrits dans les établissements supérieurs français en 2021-2022, soit « *la croissance la plus forte enregistrée depuis plus de quinze ans* ». Cette augmentation a permis de dépasser le chiffre symbolique des 400 000 étudiants étrangers présents dans l'Hexagone, avec très exactement 400 026 inscrits.

Cette progression est notamment due à la forte hausse du nombre d'étudiants libanais (+30%), espagnols (+25%) et italiens (+16%) sur les bancs des établissements français. D'autres nationalités dont la présence sur les campus hexagonaux avait chuté ces dernières années ont par ailleurs fait leur retour : les Américains (+50%) et les Allemands (+17%). « *Ce rebond (…) semble se confirmer pour l'année 2022/23 : fin août 2022, plus de 140 000 étudiants issus de 70 pays dans le monde entier avaient déposé une candidature via Etudes en France* », se réjouissait également Campus France dans son communiqué du mois de septembre.

Mais pourquoi cette présence d'étudiants étrangers dans les grandes écoles et universités françaises est-elle si importante pour le pays ? Fin novembre 2022, Campus France publiait les résultats d'une enquête réalisée en partenariat avec l'institut Kantar Public auprès de 10 000 étudiants internationaux « *afin de mieux connaître leurs ressources, dépenses et conditions de vie* ». Outre ces aspects pratiques, cette étude permet aussi d'évaluer l'impact économique de la présence de ces étudiants en France : ils rapporteraient 5 milliards d'euros annuels à l'économie française, « *soit un solde positif net de 1,35 milliard d'euros en tenant compte des dépenses publiques liées* ».

Texte : **Laetitia Dive**

Les pays anglophones en tête de file

Cet apport reste néanmoins largement inférieur à celui enregistré dans un certain nombre de pays anglophones où la présence d'étudiants étrangers participe largement à l'économie nationale en raison de leur nombre et des sommes qu'ils déboursent pour leurs études. Campus France cite ainsi les chiffres enregistrés par la *National Association of Foreign Student Advisers (Nafsa)* qui mène chaque année une enquête sur le sujet aux États-Unis. Celle réalisée pour l'année scolaire 2020-2021 montre que les étudiants étrangers ont permis de générer 28,4 milliards de dollars et de créer 306 308 emplois.

Les chiffres sont tout aussi impressionnants au Royaume-Uni : l'impact des étudiants étrangers y était estimé à 29,6 milliards d'euros pour 2018-2019, selon un rapport du cabinet London Economics réalisé en septembre 2021. « *Comme aux États-Unis, le montant conséquent de l'apport économique des étudiants internationaux s'explique largement par les frais d'inscription élevés dont s'affranchissent les étudiant* », note Campus France, précisant que ces chiffres sont à manier avec précaution et difficilement comparables dans la mesure où ils émanent d'enquêtes réalisées avec des méthodologies différentes. « *Il est également possible que certains rapporteurs aient tendance à "gonfler" l'apport économique des étudiants internationaux afin de faciliter la promotion de l'accueil des étudiants internationaux dans le pays* », poursuit l'agence.

« Bienvenue en France »

Si elle ne fait pas partie des mastodontes du secteur, la France connaît une évolution non négligeable: en 2014, l'apport généré par l'accueil d'étudiants étrangers atteignait seulement 1,6 milliard d'euros, pour 300 000 étudiants étrangers. Mais cette hausse constante pourrait-elle être freinée? Lancé en 2018 par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, le label « Bienvenue en France » est accordé aux établissements du supérieur selon un certain nombre de critères, afin de fixer « *un standard de qualité international dans les établissements d'enseignement supérieur français* ». Or, son lancement s'est accompagné d'une mesure qui vise à augmenter les frais d'inscription pour les étudiants internationaux qui veulent rejoindre des universités françaises. Ces frais s'élèvent aujourd'hui jusqu'à 2 770 euros pour une année de licence, alors que pour les

▲ Lionel Ragot. © DR

« POUR UNE GRANDE MAJORITÉ D'ÉTUDIANTS, LEUR SÉJOUR AURA DES EFFETS POSITIFS SUR LEUR RELATION À LA FRANCE. »
LIONEL RAGOT

Français ils atteignent 170 euros. Cette réforme n'a néanmoins pas (encore) provoqué de révolution : « *Jusqu'à la rentrée 2022, une grande majorité d'universités n'avait pas encore mis en place cette différenciation grâce à un système légal qui permet aux universités d'exonérer certains étudiants des droits d'inscription, dans la limite de 10% de leurs inscrits. Elles ont donc utilisé cette possibilité pour éviter d'augmenter les frais des étudiants hors UE qui continuaient donc de payer la même somme que les Français* », explique Lionel Ragot, professeur d'économie à l'université Paris-Nanterre et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

Mais avec la montée en puissance du nombre d'étudiants étrangers qui viennent étudier en France, les universités butent désormais sur ces 10% et se voient obligées d'appliquer la mesure dans un certain nombre de cas. Cette évolution risque-t-elle de dissuader les étudiants étrangers ? « *Elle a provoqué un certain mécontentement, notamment dans les pays d'Afrique*, explique Lionel Ragot. *Mais cette hausse ne pose en revanche pas de problème pour les ressortissants de pays anglophones puisqu'ils paient bien plus cher dans leur propre pays.* »

Le « *rayonnement culturel* » comme argument-roi

Au-delà des enjeux économiques, l'accueil d'étudiants étrangers participe au « *rayonnement culturel* » français et c'est cet argument qui est le plus mis en avant. « *Pour une grande majorité d'étudiants, leur séjour aura des effets positifs de plus long terme sur leur relation à la France. Les étudiants d'hier seront les ambassadeurs de demain* », explique ainsi Campus France. Dans son enquête de 2022, 88% des étudiants internationaux déclarent que leur séjour a « *un effet positif sur [leur] envie de revenir en France faire du tourisme* », 87% expliquent qu'ils ont désormais envie de travailler avec des Français et 88% avec des entreprises françaises. Selon Lionel Ragot, c'était justement tout l'objet de la création de Campus France : « *À partir de sa mise en place en 2010, les gouvernements successifs ont tous affiché leur volonté d'attirer des étudiants internationaux pour favoriser une immigration qualifiée. Or, il est plus facile d'attirer cette immigration qualifiée au moment où on la forme que de la faire venir une fois qu'elle a déjà été formée ailleurs.* »

Former des professionnels issus de différents pays sert par ailleurs la diplomatie française, avec des étudiants et des partenariats universitaires susceptibles de servir un jour de passerelle avec d'autres États. Alors que des conflits qui s'annoncent durables ont éclaté ces derniers mois dans le monde, cet enjeu est pris très au sérieux par la France.

Pour attirer un public international plus large, l'un des défis consiste pour elle à développer davantage d'offres de formation en langue anglaise. « *Il y a des incitations très fortes pour que les universités sautent le pas* », confirme Lionel Ragot. Dans un monde où la sobriété énergétique devient prépondérante, le chercheur parle enfin d'une « *offre qui bouge à la place des étudiants* ». « *Pour éviter que les étudiants ne prennent l'avion mais surtout pour limiter leurs dépenses, les campus français ont développé ces dernières années une politique de déploiement de l'offre dans les pays d'origine. L'objectif est d'offrir aux étudiants sur place la même formation que celle qu'ils auraient reçue en venant en France.* » Avec La Sorbonne à Abu Dhabi, l'ESCP à Madrid et Berlin ou encore l'Essca à Shanghai, plus besoin de traverser les frontières pour des études « made in France ». ◆

PUBLI-COMMUNIQUÉ

SCHILLER, LA 'GLOBAL AMERICAN UNIVERSITY' : UNE INSTITUTION INNOVANTE D'APPRENTISSAGE GLOBAL

Une université qui offre à ses étudiants la possibilité d'étudier dans quatre pays différents : aux États-Unis (Tampa), en Espagne (Madrid), en Allemagne (Heidelberg) et en France (Paris), afin d'appréhender la diversité économique, sociale et culturelle mondiale.

La Global American University, Schiller, est une institution destinée à tous ceux qui comprennent que pour évoluer dans un monde professionnel globalisé, il est nécessaire d'avoir un état d'esprit « global ». Elle propose un modèle éducatif innovant et expérienciel, basé sur le système américain, qui offre à ses étudiants une véritable expérience d'apprentissage global. Les étudiants peuvent étudier dans quatre campus internationaux situés dans différents points névralgiques du monde, et interconnectés entre eux : Tampa en Floride, Paris en France, Madrid en Espagne, et Heidelberg en Allemagne. Ces quatre villes sont un choix stratégique pour favoriser les débouchés professionnels des étudiants.

Une université engagée dans la qualité de l'enseignement et la réussite globale de ses étudiants

À la Global American University, Schiller, nous nous engageons à assurer **l'employabilité de nos étudiants dans le monde entier**. En plus d'offrir une formation théorique de qualité, nous sommes attentifs à ce que les étudiants développent les compétences professionnelles concrètes indispensables à leur future carrière. Dès le premier jour, ils sont confrontés à des cas d'études au sein d'entreprises mondiales, avec des professionnels de premier plan du monde des affaires, similaires à ceux qui se déroulent dans des environnements de travail réels.

Le programme international est axé sur l'avenir et ce sont les étudiants eux-mêmes qui, étroitement aidés par une équipe de conseillers personnels, définissent leur parcours d'apprentissage personnalisé, en fonction de leurs besoins, de leurs préférences et de leurs objectifs. Tous les programmes sont enseignés en anglais.

Les étudiants de la Global American University, Schiller, ont la possibilité de suivre des études sur le modèle américain tout en étant immergés dans la culture européenne. Et vice-versa. Ainsi, ils peuvent opter pour l'obtention de doubles diplômes américains et européens, en premier comme en deuxième cycle.

Une expérience globale dans laquelle vous apprenez en vivant dans 4 pays différents

Les quatre campus répartis dans le monde (États-Unis, Espagne, France et Allemagne) permettent aux étudiants de Schiller d'apprendre en expérimentant, et ce dans des situations multiculturelles diverses, ce qui leur permet de développer un état d'esprit global, aujourd'hui nécessaire pour devenir **un diplômé aux compétences professionnelles globales**. En outre, cette expérience favorise l eur employabilité là où les opportunités les plus intéressantes se présentent. Les quatre campus sont idéalement situés dans quatre villes qui, par leurs caractéristiques, présentent de nombreux débouchés professionnels.

Sur la côte ouest de la Floride, aux États-Unis, se trouve le campus de Tampa : la ville regroupe plusieurs industries puissantes dans les secteurs du sport, des affaires et de la culture et est reconnue comme un centre clé de l'entrepreneuriat américain.

Le deuxième campus se trouve dans la capitale française. Paris, sixième économie mondiale, est l'une des plus importantes villes politiques, diplomatiques, économiques et culturelles du monde et la cinquième ville la plus populaire d'Europe, avec un énorme potentiel de développement professionnel.

En Espagne, le campus est situé à Madrid. C'est un mélange de culture, d'art, d'histoire, de nature et de vie sociale qui en fait une ville connectée au monde entier. Pour les affaires, c'est un hub international en Europe du Sud qui attire les investissements et les talents du monde entier. Et ce avec 300 jours de soleil par an.

Enfin, en Allemagne, le campus est à Heidelberg, une ville qui se distingue comme un véritable pôle international de haute technologie, abritant de nombreuses entreprises internationales, qui offrent des multiples opportunités de recrutement des jeunes diplômés.

Le meilleur dans tout ça ? La possibilité de passer facilement d'un campus à l'autre, pour vivre une expérience internationale immersive. Une opportunité unique et différenciante pour l'avenir.

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY
THE GLOBAL AMERICAN

The world has changed.
Education should change too

Discover The Real Global Learning Experience

The Global American University, Schiller

A learning-by-living education that enables students to acquire the knowledge, skills, experience, and global mindset they need to become Smart Global Professionals.

- Four International Campuses
- Accredited[1] Dual Degrees (US and European)
- Experiential Learning
- Personalized Path
- Global Employability Oriented

[1] Accredited member ACICS

Discover all our programs:

TAMPA | MADRID | PARIS | HEIDELBERG

schiller.edu

iSCOM

LE PROGRAMME GRANDE ÉCOLE

CERTIFICATION RNCP NIVEAU 7 «MANAGER DE LA COMMUNICATION»
CERTIFICATION RNCP NIVEAU 7 «MANAGER DE LA CRÉATION ET DU DESIGN DE MARQUE»

ADMISSIONS DE BAC À BAC+5

CRÉONS LA COMMUNICATION DE DEMAIN

Institut Supérieur de Communication et Publicité - SAS AU CAPITAL DE 76 224€. RCS PARIS B 339 739 344. Enseignement supérieur technique privé

Texte : L. Lecointre et L. Mousnier

© PhotoSunnyDays

MOBILITÉ

Nomadisme numérique : vers un nouveau mode de vie

La pandémie qui a bouleversé le monde ces deux dernières années s'est accompagnée de nouveaux questionnements sur son cadre de vie et le sens de son travail. Les nomades digitaux, dont le nombre a augmenté de près de 50% depuis 2020, incarnent cette tendance forte. Mais d'où vient cette idée ?

La vie de travailleur nomade numérique a été inspirée par l'Américain Steve Roberts qui a parcouru en 1983 la distance de 14 000 kilomètres sur une bicyclette couchée et informatisée à travers les États-Unis, tout en poursuivant sa carrière d'écrivain. À cette époque, Steve Roberts passait pour un révolutionnaire, un allumé qui tentait de repousser les limites de l'inutile. Pourtant, au gré de l'essor du numérique, le concept fait aujourd'hui de plus en plus d'adeptes.

Une nouvelle communauté

Cette notion de nomadisme numérique a aussi été abordée par le Japonais Tsugio Makinoto et l'Américain David Manners dans leur livre *Digital Nomad* (1997). Le caractère précurseur de cette œuvre réside notamment dans cette prémonition de Manners la même année : *« Dans la prochaine décennie [...] la plupart des gens constateront que le lien géographique est en train de se dissoudre. Cela se fera progressivement et il faudra du temps pour qu'ils se rendent compte qu'une révolution est en train de se produire. Mais à la fin de ces dix années, la plupart des gens dans les pays développés seront libres de vivre où ils veulent et de voyager autant qu'ils veulent. [...]*

Depuis l'avènement du nouveau millénaire, l'environnement numérique, notamment celui des sites internet n'a cessé de croître, facilitant les échanges internationaux. On a aussi vu s'installer de nouveaux moyens de paiement tel que Paypal (créé dès 1998), des sites réservés aux indépendants (Elance, 1999) et ceux qui permettent d'accéder à des logements pour une durée limitée avec Airbnb et le Slack au début des années 2000. La démocratisation du nomadisme numérique s'est définitivement installée avec la sortie du best-seller de Tim Ferriss, *La semaine de travail de 4 heures* (2007) qui a fini de convaincre de nombreux hésitants. En outre, un site incontournable a été créé en 2014 : nomadlist.com. Il regroupe plus de 35 000 adhérents et répertorie les destinations à la mode en fonction de la saison.

Des nomades de plus en plus nombreux

On assiste aujourd'hui à une explosion du nombre de travailleurs qui ont adopté ce mode de vie. En 2021, ils étaient 10,2 millions (contre 6,3 millions en 2020) à avoir opté pour cette forme de nomadisme, selon plusieurs études statistiques menées en 2022 et regroupées par Passport Photo Online. Parmi eux, 59% sont des hommes, leur temps de travail par semaine est en moyenne de 46 h par semaine et leur revenu moyen est de 4 500 dollars (4 475 euros).

Certains domaines professionnels se prêtent particulièrement à ce type d'activité :

- Programmeurs/développeurs ;
- Professionnels de la cybersécurité ;
- Responsables du marketing digital ;
- Responsables des ressources humaines ;
- Développeurs de jeux vidéo ;
- Experts en science des données/analystes.

Cet engouement amène également les villes du monde entier à s'adapter pour rester attractives, voire compétitives. Notamment en développant des infrastructures d'accueil (espace de coworking, coliving) et en investissant dans le développement de leur couverture réseau. De leur côté, les gouvernements doivent aussi adapter les règles de séjour sur leur territoire (via des visas adaptés) ainsi que leur législation fiscale. ◆

Texte : L. Lecointre et L. Mousnier

TÉMOIGNAGE

« Nous sentions que l'on passait à coté de quelque chose »

Dix-sept pays en dix ans ! C'est depuis la ville de Plovdiv en Bulgarie que Christine, Française qui a choisi la vie de nomade numérique avec son mari et son fils, revient sur ce choix de vie et son quotidien.

© DR

Aujourd'hui Plovdiv, hier l'Algarve, la Thaïlande, la Malaisie et bientôt le Japon : telle est la vie de cette famille de nomades numériques. Avant de s'embarquer dans cette aventure, Christine et Patrice étaient déjà entrepreneurs et géraient une boutique en ligne depuis leur domicile. C'est fin 2012 que l'idée de devenir nomade digital prend réellement sa place dans leur tête : *« Je ne sais pas si c'est la crise de la quarantaine, mais nous étions arrivés à un moment où nous avions besoin de changements. Nous ne profitions pas assez de la vie et sentions que l'on passait à coté de quelque chose »*, confie Christine.

Après diverses recherches sur internet, c'est grâce à la littérature que le déclic se produit. *« Je suis tombée sur le livre "La semaine de 4 heures", écrit par Timothy Ferriss. Il abordait le nomadisme digital, le fait que l'on puisse travailler tout en voyageant. Au fil de ma lecture, j'ai notamment découvert le témoignage d'une famille américaine qui voyageait ainsi avec leur petite fille de six ans. C'est à ce moment-là que l'idée a germé. Je me suis dit que s'ils pouvaient le faire avec une enfant de six ans, nous pouvions aussi le réaliser avec un adolescent de 13 ans. »*

> « NOUS AIMONS RETOURNER SUR NOS TRACES. VOYAGE APRÈS VOYAGE, NOUS CRÉONS DES LIENS AVEC DES HABITANTS. »

La décision est prise, sept mois s'écoulent pour préparer le projet, et tout commence réellement le 31 juillet 2013 : *« Nous avons rendu les clés de notre maison en location. Cela fait neuf ans presque jour pour jour ! »*, s'émeut Christine. Elle nous explique la complexité de cette préparation sur le plan professionnel : *« Nous avons dû faire face à de nombreuses démarches administratives concernant notre société de l'époque. A contrario, d'un point de vue personnel, rien de plus simple. J'avais préparé une check-list et je suivais tout ce qu'il y avait à faire dans l'ordre. »* Son fils Logan suivait déjà son instruction en famille depuis la classe de CE2, il l'a poursuivie par le biais du Cned, plus adaptée au voyage.

L'organisation pour mantra

Logement, couverture réseau… Christine a tous les réflexes indispensables. *« Nous louons un Airbnb, avec de préférence une bonne connexion internet. Le premier réflexe lorsqu'on arrive sur place est de vérifier la vitesse de connexion. »* Ce choix du logement n'est pas à négliger, conseille-t-elle : *« Il nous faut suffisamment d'espace pour vivre et travailler »*. Ensuite, vient l'organisation du quotidien où la réalité de la vie du nomade numérique se révèle. Ces trois nomades travaillent trois jours par semaine avec une amplitude horaire de dix heures par jour. Le reste du temps, voyage et découverte sont au programme. *« C'est assez flexible mais nous nous imposons tout de même une discipline, avec des horaires »*, précise Christine.

À chacun son rythme

Après avoir vécu dans 17 pays sur plusieurs années, la petite famille a trouvé son rythme de croisière. Elle se déplace dans trois ou quatre destinations chaque année. *« Nous restons dans un pays environ trois mois mais cela peut varier selon les endroits. Nous aimons retourner régulièrement sur nos traces car, voyage après voyage, nous créons des liens avec des habitants. C'est agréable de pouvoir les retrouver. »* Le coup de cœur de la famille se tourne vers le Japon : *« Nous y sommes restés deux mois et demi en 2019 et nous pensons y retourner trois mois pour le printemps 2023. Nous étions à Osaka, c'était très bien placé pour rayonner autour »*, précise Christine. Ravie de son mode de vie, elle donne ce conseil à ceux qui souhaiteraient se lancer : *« Lorsqu'on démarre une nouvelle activité en tant que free-lance, dans les premiers temps, il est préférable de ne pas trop s'éloigner de son pays d'origine, notamment pour le fuseau horaire afin de ne pas être trop en décalage avec l'activité en France. »* ◆

sedomicilier

PUBLI-COMMUNIQUÉ

DOMICILIER SON ENTREPRISE EN FRANCE

Pourquoi et comment faire ?

Disposer d'une adresse de domiciliation prestigieuse

Le choix de l'Hexagone pour s'implanter en Europe répond aussi aux besoins des sociétés qui recherchent une adresse de domiciliation prestigieuse pour **renforcer leur notoriété**. En effet, par le biais d'entreprises spécialisées comme SeDomicilier, vous pouvez choisir entre de nombreuses **adresses de domiciliation en France** pour votre société. **Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux** : la large gamme d'emplacements prestigieux qu'offre la société **sedomicilier.fr** permet de trouver facilement un lieu renommé pour véhiculer une image positive de votre entreprise. En dehors de la France, vous pouvez également opter pour une **domiciliation en Belgique** grâce aux services d'une société spécialisée telle que **sedomicilier.be**. Les **conditions de domiciliations** seront toutefois différentes de celles applicables dans l'Hexagone.

Domicilier son entreprise en France : les obligations légales

Conformément à l'article L 123-11 du Code de commerce, la domiciliation s'impose à toute entreprise étrangère qui souhaite s'implanter en France et obtenir une **immatriculation au registre du commerce et des sociétés** (RCS). Cette obligation s'applique à tous les secteurs, quelle que soit la durée de l'activité sur le territoire français. Le choix de l'adresse de domiciliation est déterminant, car il a une incidence directe sur la fiscalité à laquelle l'entreprise sera soumise, son domicile juridique, ainsi que les lois qui lui seront applicables.

Les étapes pour la domiciliation en France d'une entreprise

Pour domicilier une entreprise étrangère en France, il suffit de déclarer l'activité sur le guichet unique des formalités des entreprises (à savoir : formalites.entreprises.gouv.fr) et de saisir les informations demandées.
Ces dernières seront transmises aux organismes compétents pour l'obtention de votre immatriculation. Il faut avoir déterminé son **adresse de domiciliation** pour pouvoir effectuer les démarches.

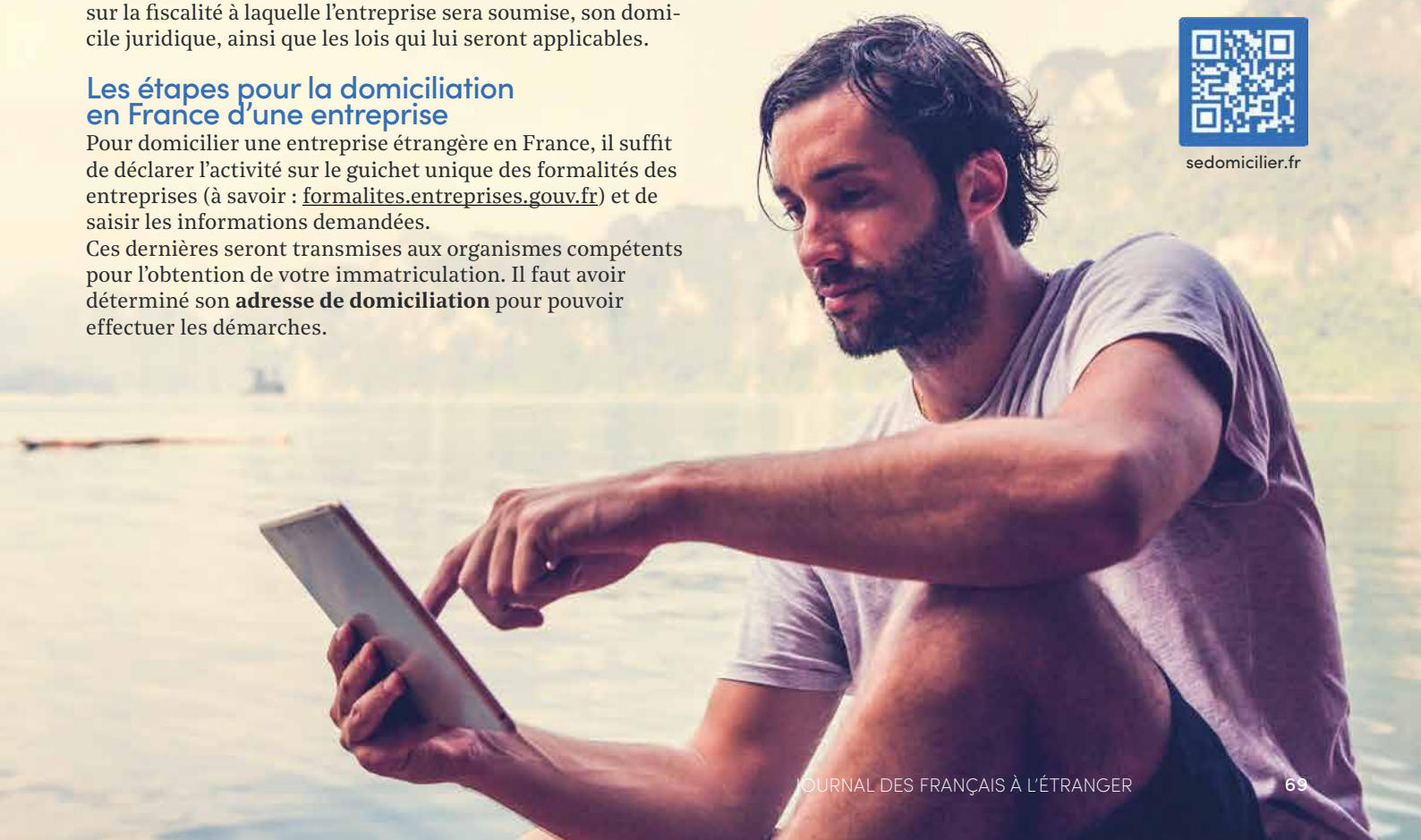
Peut-on domicilier son entreprise en France en étant à l'étranger ?

Un expatrié a la possibilité d'être microentrepreneur en France à condition d'avoir une adresse dans l'hexagone à laquelle est fixé son établissement principal. Il doit également respecter les conditions relatives au **régime fiscal micro-BNC** ou micro-BIC comme indiqué dans le Code général des impôts (Articles 50-0 et 102 ter).
Dans tous les cas, avoir une adresse postale en France est une condition indispensable pour bénéficier du statut de microentrepreneur tout en étant installée à l'étranger.

Les options de domiciliation d'entreprise en France pour les expatriés

Pour exercer une activité dans un pays étranger en tant que **microentrepreneur expatrié**, vous avez plusieurs options de domiciliation. La première option est de fixer l'adresse de domiciliation dans votre résidence (il peut s'agir d'une résidence secondaire) en France. Il est par ailleurs possible de faire la domiciliation à une adresse appartenant à un proche, un ami ou un membre de votre famille. Enfin, l'option la plus flexible est le recours à une **société de domiciliation**. Celle-ci mettra à votre disposition une adresse (au choix) que vous utiliserez pour effectuer vos démarches de création d'entreprise.
Le service est généralement facturé sur une base mensuelle.

sedomicilier.fr



BON À SAVOIR

Quelques écueils à éviter

Se lancer dans l'aventure du nomadisme demande un minimum d'organisation préalable. Certains aspects doivent être bien pris en compte pour écarter les mauvaise surprises lorsqu'on est arrivé à destination. Petit passage en revue.

© GaudiLab

Le statut professionnel

Choisir de créer sa propre entreprise et travailler en free-lance est la solution la plus courante lorsqu'on décide de travailler depuis l'étranger. Ces options sont d'ailleurs privilégiées par 80% des nomades numériques. Cela n'empêche pas de prévoir, avant le départ, une soulte de sécurité dans le cas où l'activité professionnelle prendrait du temps à être rentable, ou en cas de baisse d'activité.

Ces statuts engendreront d'autres questions, notamment celle de la fiscalité applicable. Cela peut s'avérer un vrai casse-tête : double imposition, convention bilatérale entre la France et le pays de résidence… Pour celles et ceux qui en ont les moyens, il est plus sécurisant de prendre conseil, avant son départ, auprès d'un avocat spécialiste de la fiscalité internationale.

Nomadisme et télétravail

Les personnes ayant un statut de salarié peuvent tout aussi bien vivre l'expérience du nomadisme numérique grâce au télétravail. Porté aux nues pendant la crise sanitaire, plus souvent remis en question aujourd'hui, ce mode de travail suppose néanmoins d'être vécu à temps plein pour éviter les allers-retours incessants. Si le statut de salarié continue d'offrir les meilleures conditions en termes de sécurité d'emploi, il est cependant fortement conseillé d'être au clair avec son employeur sur l'exercice de son télétravail. En effet, ce droit au télétravail, même s'il est prévu par le Code du travail, n'est pas acquis et doit toujours être consenti par l'employeur. Ce qui est loin d'être toujours le cas. En effet, selon une étude réalisé par OpinionWay, 60% des dirigeants d'entreprises de plus de 20 salariés considèrent le télétravail à l'étranger comme impossible, et 16% d'entre eux s'y opposent… Les raisons évoquées sont nombreuses : perte de contrôle sur le salarié, crainte d'une baisse de la productivité et de la qualité du travail, décalage horaire… Il convient donc d'être habile pour négocier son projet de nomadisme avec son employeur, tout en conservant son statut de salarié.

Nomadisme et écologie

Les personnes sensibles aux enjeux environnementaux pourront être amenées à questionner leur projet dans la mesure où il est difficile de concilier nomadisme et écologie. Par définition, une activité nomade engendre des déplacements, parfois fréquents, qui peuvent sérieusement alourdir son bilan carbone. Le nomade numérique vertueux privilégiera donc le train pour ses longs trajets lorsque c'est possible, un moyen de transport qui pollue 23 fois moins que l'oiseau de fer, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

En ce qui concerne le transport aérien et ses répercussions environnementales, le site de l'aviation civile (https://eco-calculateur.dta.aviation-civile.gouv.fr/comment-ca-marche) propose un calculateur d'émissions de gaz à effet de serre.

Si aucune option claire ne s'offre à vous, il pourra être envisagé de compenser l'empreinte carbone par diverses initiatives. C'est le cas notamment du site greentripper qui permet de calculer le dioxyde de carbone (CO_2) émis lors de ses déplacements et qui propose diverses initiatives pour tenter de compenser ces contraintes.

Le piège de « l'enfermement communautaire »

Il est toujours rassurant, lorsque l'on part à l'étranger, de retrouver d'autres Français une fois arrivé à destination, surtout lorsque la langue et la culture du pays d'accueil sont très différentes des nôtres. Cependant, le risque de passer à côté de la vie locale est un réel écueil. Reste donc à toujours se souvenir de ce qui a motivé son changement de vie, à savoir la découverte de l'inconnu et cette part d'imprévu qui est le sel du voyage…

Définir son espace de travail

• **À son domicile:** beaucoup de nomades digitaux font le choix de la location temporaire, notamment via Airbnb. L'avantage est de jouir librement d'un logement complet, y compris de pouvoir y travailler à condition de s'assurer d'une bonne connexion internet. Au moment de la réservation, nombreux sont les propriétaires prêts à accorder une ristourne pour les réservations d'une durée d'un mois ou plus. Pensez à leur envoyer un message pour vous assurer de la qualité de la connexion et pour négocier le tarif.

Lorsque la superficie du logement est suffisante, travailler directement depuis son domicile peut être un réel avantage comme un piège à éviter. En effet, il est avéré que travailler depuis son domicile peut augmenter considérablement son temps de travail. Il serait dommage de

Texte : L. Lecointre et L. Mousnier

passer à côté des raisons pour lesquelles on a adopté ce nouveau mode de vie… Il convient dès lors de s'astreindre à une réelle discipline et de respecter les horaires que l'on s'est fixé.

• **En coworking :** cet espace de travail partagé est un excellent moyen pour délimiter sa vie privée et son exercice professionnel. Il favorise aussi les rencontres et la possibilité de travailler en synergie avec d'autres personnes. Le coworking existe depuis de nombreuses années et s'est fortement développé depuis la dernière décennie. Ces espaces dédiés sont fréquents dans le monde, mais deux noms sur le marché du coworking s'imposent : Wework, qui propose 746 établissements dans 121 villes du monde, et le groupe IWG (Regus, Spaces, HQ, No18, The Office Operators, Openoffice, Bizdojo et Basepoint) qui dispose de 3 300 sites dans plus de 1 000 villes.

• **On additionne les deux = le coliving:** présent depuis un peu plus de cinq ans en France, ce mode de logement urbain était déjà répandu dans de grandes villes telles que Berlin, Tokyo ou encore New-York. Il convient aux nomades souhaitant vivre en communauté tout en se préservant un peu d'intimité. Le coliving allie des espaces privés et des espaces partagés où le coworking trouve toute sa place. Généralement, les espaces privatifs sont tous équipés et comprennent une chambre, une salle de bains et une petite cuisine. Un service clé en main ; tout est conçu pour éviter les contraintes logistiques du quotidien. La flexibilité des baux est également un plus, la durée du séjour pouvant aller d'un mois à un an.

** Pour trouver un coliving dans le monde : https://coliving.com/*

• **Sur les routes**

Pour celles et ceux qui souhaitent se rapprocher plus encore de la notion de nomadisme, travailler depuis son van et parcourir le monde est possible, bon nombre d'expériences en témoignent. Reste néanmoins à être suffisamment équipé, et particulièrement d'une antenne externe sur le toit ainsi qu'un boîtier wifi pour avoir accès à internet.

Veiller à bien s'assurer

Si votre destination est un pays membre de l'Union européenne, la carte européenne d'assurance maladie (CEAM) vous permettra d'être couvert. Mais si votre destination se situe en dehors de l'UE, une adhésion à la Caisse des Français de l'étranger (CFE) est conseillée afin de bénéficier de la même protection sociale qu'en France. Pour rappel, la CFE est un organisme de Sécurité sociale chargé d'une mission de service public et placé sous tutelle des ministères en charge de la Sécurité sociale et du Budget. Cette adhésion à la CFE n'empêche pas de contracter des assurances complémentaires pour les longs séjours à l'étranger, aux modalités souvent personnalisables. Pour le matériel informatique, il est possible de souscrire une assurance affinitaire qui prévoit une assurance à l'étranger. Il existe des organismes qui assurent le matériel high-tech pour tous ses équipements et appareils à l'étranger (www.parachut.com/ ; www.ava.fr/assurance-appareils-nomades/). ◆

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER LE MÉDIA LEADER DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Une référence pour tous les leaders d'opinion français dans le monde

NOS SUPPORTS : SITE INTERNET FRANCAISALETRANGER.FR
MAGAZINE TRIMESTRIEL – CARTE DES FRANÇAIS DANS LE MONDE
NEWSLETTER QUOTIDIENNE – RÉSEAUX SOCIAUX – APPLICATION MOBILE

© Macrovector

Texte : **Leena Lecointre**

FUTUR DE LA CONNEXION MOBILE

La eSIM, le partenaire idéal du nomade numérique

Insérer manuellement sa carte SIM dans son téléphone est un geste qui appartiendra bientôt au passé. Les fabricants conçoivent désormais leurs appareils avec des puces pré-intégrées. Cette technologie rebat les cartes de la téléphonie mobile, de sa conception à son utilisation.

La 5G ne devrait pas être la seule technologie mobile à marquer les années 2020 : plus discrète mais tout aussi innovante, la eSIM – pour *embedded SIM,* ou carte SIM embarquée – devrait dans les prochaines années devenir la nouvelle norme pour les téléphones portables. Cette version dématérialisée de la familière carte SIM a été créée en 2017 et consiste en une puce intégrée directement dans les appareils (téléphone, tablettes, montres et objets connectés, etc.), que les utilisateurs peuvent activer grâce à un QR code. Cette technologie, qui pourrait particulièrement intéresser les nomades numériques, permet de combiner sur un même appareil jusqu'à huit abonnements différents, activables dès la sortie de l'avion.

© DenPhotos

Future norme de la téléphonie mobile

Si encore *« très peu de personnes connaissent la eSIM »,* la popularité de cette nouvelle technologie est *« en hausse chaque année »,* selon Christelle Feunteun directrice commerciale de l'opérateur Transatel. Une étude menée par Juniper Research en 2021 estimait que la technologie connaîtrait une croissance d'environ 170% d'ici 2025. Le phénomène s'amorce déjà aux États-Unis où le fabricant Apple a annoncé retirer l'emplacement de la carte SIM classique sur son dernier modèle d'iPhone. Cette transition incite les amateurs de la marque à basculer leurs forfaits existants vers le modèle dématérialisé.

Si le géant américain fait partie des premiers à avoir intégré la puce eSIM à ses appareils dès 2018, la plupart des fabricants proposent aujourd'hui cette alternative sur leurs modèles les plus récents. Même constat chez les opérateurs comme SFR, Free et Bouygues qui ont adapté leurs abonnements à la version dématérialisée. Certains sont même spécialisés dans les offres pour les voyageurs fréquents comme Flexiroam, ou encore le Français Ubigi, petit frère de Transatel.

Se connecter dans 190 pays à la fois

Une connexion internet de qualité en toutes circonstances étant une prérogative pour les nomades numériques, certains commencent à s'emparer de cette technologie. Car à l'étranger, les prix s'envolent vite, en raison des frais de *roaming*, tarifs que facturent les opérateurs locaux auprès des utilisateurs internationaux. Ceux-ci peuvent atteindre des proportions astronomiques : *« Au Qatar, un giga de données peut aller jusqu'à 13 000 € »,* explique Christelle Feunteun. C'est là qu'interviennent Ubigi et tous les opérateurs spécialisés dans la eSIM. *« Nous avons des accords directs avec les opérateurs de 190 pays partenaires. Cela nous permet de proposer des abonnements à des prix plus compétitifs »,* explique Julie Marie Le Guen, représentante d'Ubigi, *« ce qui veut dire qu'avec une seule eSIM, on peut se connecter dans 190 pays à la fois ».* Comme le caractère dématérialisé de la eSIM « favorise l'instantané », il permet de désactiver et réactiver différents forfaits au gré de ses déplacements sans avoir à effectuer les démarches pour obtenir une carte physique. Et les offres d'abonnements sont nombreuses, avec notamment des forfaits à la journée ou couvrant des zones géographiques entières. Ubigi propose ainsi une souscription internet pour tout le Moyen-Orient, facilitant les voyages dans la région.

Entre praticité et tarifs compétitifs, la eSIM devrait *« changer la donne du voyage »,* d'après Christelle Feunteun. Des montres aux voitures en passant évidemment par les ordinateurs, les fabricants comptent intégrer la puce à toutes sortes d'appareils connectés. Même s'il est possible d'enregistrer sur le même compte son ordinateur et son téléphone portable, cela implique pour l'instant de souscrire à des abonnements différents pour chaque appareil. Mais un forfait commun à plusieurs équipements pourrait finir par arriver : *« On y travaille »,* confie Julie Marie Le Guen, représentante d'Ubigi. ◆

Texte : **Leena Lecointre**

TRAVAILLER HORS UE

Le tour du monde avec son ordi

Les nomades numériques ayant la citoyenneté européenne, suisse, ou faisant partie de l'Espace économique européen peuvent entrer et se déplacer librement sur l'ensemble des territoires de ces pays membres. En revanche, d'autres nations accueillent les télétravailleurs étrangers par le biais de visas spécifiques. Voici notre sélection.

© owenmarchand

Sydney

Australie

QUELS VISAS ?

Les nomades numériques sont éligibles à trois types de visa :
• Visitor visa, subclass 600.
• Electronic Travel Authority (ETA), subclass 601.
• eVisitor, subcalss 651.
Généralement destinés au tourisme ou aux voyageurs rendant visite à leur famille, ces visas permettent de séjourner sur le territoire trois mois maximum pour l'Electronic Travel Authority (ETA) et le eVisitor Visa, et jusqu'à douze mois maximum pour le Visitor Visa.
La demande de visa se fait en ligne sur le site du ministère de l'Intérieur du gouvernement australien grâce à la plateforme ImmiAccount, pour un coût moyen de 150 dollars australiens (env. 102 €).

DOCUMENTS À FOURNIR

La liste des documents à fournir (qui doivent être traduits en anglais et envoyés sur la plateforme ImmiAccount) varie quelque peu d'un visa à un autre, mais de manière générale voici ce qui est demandé :
• Une photo d'identité.
• Une copie du passeport.
• Une preuve de revenus et de moyens de subsistance suffisants pour la durée du séjour.
• Les raisons et le programme de son séjour en Australie.
• Une preuve de retour dans son pays d'origine une fois le séjour terminé.

COUVERTURE INTERNET

Elle est inégale. Le pays étant très vaste et désertique pour une grande partie, la majorité de la population se concentre sur le littoral où le climat est plus doux. La couverture Internet est donc inégale entre l'intérieur du pays et les villes côtières qui bénéficient globalement d'une très bonne qualité de services.

LIENS UTILES

• Faire sa demande de visa : https://online.immi.gov.au/lusc/login
• Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/search/australia

Bangkok

© anek.soowannaphoom

Thaïlande

QUEL VISA ?

Si le « Long Term Resident Visa » thaïlandais permet de rester sur le territoire pour dix ans, il s'agit du visa nomade numérique qui impose le plus de conditions d'admission. Il coûte 1365 $ et les détenteurs de cette carte de séjour sont également soumis à un impôt sur le revenu à hauteur de 17% – contre 35% pour les résidents permanents.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale, couvrant minimum 50 000 $.
- Extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Diplôme de niveau master ou preuve de propriété intellectuelle, ou preuve de fonds d'investissement nouvelle entreprise (série A).
- CV.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (le demandeur doit pouvoir prouver la stabilité de son emploi en attestant d'au moins cinq ans d'ancienneté dans le même domaine).
- Détail du poste et preuve d'un revenu annuel de minimum 80 000 $ sur les deux dernières années.
- Rapport financier annuel sur les trois dernières années.

COUVERTURE INTERNET

La Thaïlande présente une excellente connexion en ce qui concerne l'internet fixe. Les télétravailleurs peuvent trouver des espaces de coworking (Yellow Coworking, One Workspace, The Common Space, etc.) dans la plupart des grandes villes, particulièrement à Chiangmai, auto-proclamée la « capitale des nomades numériques ».

LIEN UTILE
www.siam-legal.com/Business-in-Thailand/thailand-work-permit.php

Caye Caulker

© Aleksandar Todorovic / Shutterstock.com

Belize

QUEL VISA ?

Le visa nomade numérique de Belize fait partie de son programme « Work where you vacation », qui valorise la venue de touristes étrangers. Il leur permet de s'installer pour une durée de six mois avec possibilité de renouvellement. Un permis de résidence étudiant peut également être délivré dans le cas des familles qui désirent scolariser leurs enfants sur place. En revanche le pays ne propose pas d'offres familiales pour délivrer ce visa et a fixé le tarif individuel à 250 $.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les demandeurs doivent pouvoir attester d'un revenu annuel minimum de 75 000 $ pour une personne et de 100 000 $ pour une famille).
- Preuve du statut de télétravailleur.
- Un extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Assurance voyage, couvrant minimum 50 000 $.

COUVERTURE INTERNET

Si beaucoup d'adresses à Belize proposent un Wifi gratuit, la connexion n'y est pas toujours stable : le gouvernement recommande de prendre un abonnement internet local, avec des opérateurs tels que Digicell.

LIEN UTILE
https://immigration.gov.bz/wp-content/uploads/2020/12/Visa-Form.pdf

Rio de Janeiro

© Diego Grandi

Brésil

QUEL VISA ?

Le gouvernement brésilien a créé, le 24 janvier 2022, le visa « Programme de travail à distance » qui s'adresse aux nomades numériques. Il leur permet de séjourner un an sur le territoire avec une possibilité de renouvellement. Il peut également être accordé à la famille du demandeur.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Un passeport valide.
- Une photo récente, format identité.
- Une copie de l'acte de naissance.
- Un certificat de casier judiciaire délivré par le pays d'origine.
- Une assurance santé valable sur le territoire brésilien.
- Une déclaration du demandeur qui atteste la capacité d'exercer ses activités professionnelles à distance.
- Une preuve de revenus de source française ou étrangère d'un montant mensuel supérieur ou égal à 1 500 $ ou d'un solde bancaire en compte courant de 18 000 $.

Les documents sont à envoyer par voie électronique via le formulaire de demande de visa rempli en ligne.

COUVERTURE INTERNET

Dans les grandes villes, l'environnement numérique est proche de celui des pays européens. En dehors, il est parfois difficile de travailler à distance car le réseau internet n'est pas toujours de très bonne qualité. De plus, il n'y a encore que très peu de structures adaptées au travail à distance.

LIENS UTILES

- Faire sa demande de visa : https://ec-paris.itamaraty.gov.br
- Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/brazil

Praia

© Samuel Borges Photography

Cap-Vert

QUEL VISA ?

Le gouvernement cap-verdien a créé un visa spécial qui s'adresse aux nomades numériques. Il leur permet de séjourner six mois sur le territoire avec la possibilité de le renouveler jusqu'à douze mois maximum. Il peut également être accordé à la famille du demandeur.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Une photo au format passeport.
- Une copie du passeport (valide depuis au moins six mois).
- Une copie de la lettre d'approbation de la demande délivrée par l'Institut de tourisme du Cap-Vert.
- Une copie de la déclaration d'approbation de visa délivrée par la direction des Étrangers et Frontières.
- Une preuve de revenus et de moyens de subsistance (relevé de compte des six derniers mois ou copie des trois derniers salaires mensuels).
- Une assurance santé voyage individuelle ou familiale.
- Une copie de la réservation d'hébergement.

Les documents peuvent être envoyés par voie électronique.

COUVERTURE INTERNET

Depuis le 13 juin dernier, le câble de fibre optique sous-marin EllaLink reliant l'Europe à l'Amérique latine a été mis en service au Cap-Vert. La couverture Internet mobile est globalement excellente. Même les plus petits villages sont couverts par la 4G. Il faudra alors se procurer une carte SIM qui ne coûte que quelques euros. Ces cartes sont disponibles dans de nombreux magasins.

LIENS UTILES

- Faire sa demande de visa : www.remoteworkingcaboverde.com/en/form
- Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/cape-verde

Carthagène des Indes

© Inspired By Maps

Colombie

QUEL VISA ?

Le Visa type V (visitor) que propose la Colombie est valable pendant deux ans, pour des séjours répartis en six mois par an. Son tarif s'élève à 100 $ mais il faudra compter 50 $ additionnels pour les frais de dossier. Si les nomades numériques ne sont pas soumis à un impôt sur le revenu, ce permis de séjour – contrairement au visa tourisme – permet aux détenteurs d'ouvrir un compte bancaire sur place.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Un extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les demandeurs doivent pouvoir attester d'un revenu mensuel minimum de 750 $).
- Document attestant de l'activité que le voyageur exerce en Colombie.
- Document écrit où l'entreprise décrit la nature de l'activité du salarié.
- Photocopie des billets d'avions.

COUVERTURE INTERNET

Comme dans beaucoup de pays, l'internet fixe est performant, principalement dans les grandes villes colombiennes, mais il reste décent partout dans le pays. Pour l'internet mobile, l'opérateur le plus courant est Claro qui couvre également le Chili et l'Argentine, ce qui peut s'avérer utile en cas de déplacement ponctuel dans ces pays.

LIEN UTILE
www.cancilleria.gov.co/tramites_servicios/visa/requisitos

Jacó

© Gianfranco Vivi

Costa Rica

QUEL VISA ?

Le « Rentista Visa » permet à son détenteur de séjourner pendant un an au Costa Rica, avec possibilité de renouvellement pour une année supplémentaire. Les frais comportent 250 $ de dépôt de dossier, 1595 $ pour obtenir le visa et 374 $ de frais gouvernementaux. En termes de fiscalité, les nomades numériques doivent payer un impôt sur le revenu à hauteur de 10-15% – contre 30% pour les résidents permanents – dans le cadre de séjours supérieurs à six mois.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant.
- Assurance médicale.
- Un premier visa consulaire pour pouvoir entrer sur le territoire et compléter les démarches pour obtenir le permis de résidence.
- Famille : contrat de mariage/union civile, certificat de naissance des enfants.

COUVERTURE INTERNET

L'internet fixe est disponible gratuitement dans la plupart des grandes villes : espace de coworking, cafés, hôtels…
En revanche au niveau des opérateurs mobiles, les prix peuvent atteindre des sommes très élevées : il peut être intéressant de souscrire à un abonnement eSIM.

LIEN UTILE
www.visitcostarica.com/en/costa-rica/digital-nomads

Quito

© Ecuadorpostales

Équateur

QUEL VISA ?

L'offre de séjour dédiée aux nomades numériques permet aux voyageurs de rester deux ans, renouvelables en Équateur. Les frais s'élèvent à 450 $, dont 50 $ pour déposer sa demande. Comme les revenus des nomades numériques proviennent de l'extérieur du territoire, ces derniers ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu avec ce visa.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Un extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les voyageurs doivent pouvoir attester de trois fois le revenu minimum en Équateur, soit 15 300$ annuels minimum).
- Une preuve d'hébergement (réservation d'hôtel, Airbnb, location…) traduite en espagnol.

COUVERTURE INTERNET

Le principal fournisseur internet est la compagnie CNT, autant en termes de connexion Wifi qu'en termes d'internet mobile. D'autres options existent, comme Claro et Movistar, qui permettent des tarifs aménagés selon la consommation.

LIENS UTILES

www.consuladovirtual.gob.ec/web/guest/inicio

Taxco

© posztos

Mexique

QUEL VISA ?

Le « Temporary Resident Visa » permet de travailler depuis le Mexique pendant une année, renouvelable jusqu'à trois années supplémentaires. Pour faire sa demande de visa, il faut prendre rendez-vous au consulat du Mexique le plus proche par courriel à docextmon@sre.gob.mx. Les frais, à régler sur place au consulat, s'élèvent à 36 $. Le nouvel arrivant dispose de 30 jours pour se rendre à l'Institut national de migration afin de faire sa demande de carte de séjour. Celle-ci permet de rester plus de 180 jours sur le territoire.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Le formulaire de demande de visa complété et signé.
- L'original du passeport valide ainsi qu'une photocopie.
- Une photo d'identité (3,9 cm x 3,1 cm).
- Le paiement en argent comptant des frais correspondant à la délivrance du visa.

COUVERTURE INTERNET

L'accès à internet dépend de son lieu de séjour. Les grandes villes profitent d'une vitesse de connexion de qualité, mais celle-ci est inégale dans des zones plus reculées. En revanche, beaucoup de lieux publics tels que les cafés, restaurants et hôtels offrent un accès gratuit au Wi-Fi.

LIENS UTILES

- Faire sa demande de visa : https://consulmex.sre.gob.mx/montreal/images/pdf/documentacion/visafr.pdf
- Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/mexico

Panama

© Rob Hainer

Panama

QUEL VISA ?

Depuis mai 2021, les nomades numériques peuvent travailler depuis le Panama grâce au « Short Stay Bisa for remote workers ». Il leur permet de rester sur le territoire pour une période de neuf mois, renouvelable. En termes de frais, il faudra prévoir 250 $ pour l'Agence nationale d'immigration et 50 $ pour la délivrance du visa. En raison de leur statut, les nomades numériques ne sont pas soumis à un impôt sur le revenu.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Attestation du statut de santé, fournie par un hôpital du pays de résidence.
- Extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les demandeurs doivent pouvoir attester d'un revenu annuel minimum de 36 000 $).
- Pour les salariés : une lettre fournie par la société qui doit attester des fonctions, de son revenu mensuel et des modalités de travail.
- Pour les indépendants : preuve de l'existence d'une société hors Panama, attestation sur l'honneur de son activité, des services et des clients, des revenus passés et projections futures.

COUVERTURE INTERNET

Comme le Panama dispose de la fibre optique sous-marine, la connexion est excellente au niveau de l'internet fixe lorsque l'on se trouve dans des régions ou villes très denses. En termes d'internet mobile, des opérateurs comme Mas Movil permettent de bonnes performances pour des prix accessibles.

LIENS UTILES

- www.embassyofpanama.org/visas-1
- https://digitalnomadsbocas.com

Abou Dabi

© Creative Family / Shutterstock.com

Émirats arabes unis

QUEL VISA ?

Le gouvernement des Emirats arabes unis a créé un visa spécial pour les personnes souhaitant devenir nomades numériques. Cette autorisation leur permet de séjourner durant un an sur le territoire et est renouvelable. Les frais s'élèvent à 287 $ par personne.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Un passeport avec une validité minimale de 6 mois.
- Une preuve d'emploi délivrée par l'employeur ou le donneur d'ordre (client).
- Une copie de la déclaration d'approbation de visa délivrée par la direction des Étrangers et Frontière.
- Un salaire minimum de 5 000 $ par mois.
- Les relevés bancaires des trois mois précédents.
- Une assurance-maladie avec validité de la couverture des Emirats arabes unis.

Les documents peuvent être envoyés par voie électronique.

COUVERTURE INTERNET

Elle est excellente aux Émirats, en particulier à Dubaï et Abou Dabi qui bénéficient d'infrastructures numériques de premier plan.

LIENS UTILES

- Faire sa demande de visa : www.mofaic.gov.ae/fr-FR/Missions/Paris/Services/Visas
- Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/search/united-arab-emirates

Mahé
© GaglardiPhotography

Seychelles

QUEL VISA ?

Le « Visitor Workation Permit » donne l'opportunité à tout nomade numérique et sa famille de travailler à distance depuis les Seychelles pour une durée allant de 30 jours à 1 an maximum. Les frais s'élèvent à 45 €. Le télétravailleur doit finaliser sa demande d'entrée aux Seychelles en complétant le document Health Travel Authorisation (HTA). L'une des particularités de ce programme est que le nomade numérique doit obligatoirement loger dans un établissement accrédité et certifié par les autorités. Les établissements sont répartis dans trois catégories suivant les services qu'ils proposent :

- Basic : hébergement touristique de base avec accès aux installations et le Wi-Fi moyennant un supplément.
- Premium : hébergement touristique avec accès aux installations, un espace de travail mis à disposition et une connexion Wi-Fi haut débit incluse.
- Premium Plus : hébergement touristique avec accès aux installations, un espace de travail ergonomique mis à disposition et une connexion Wi-Fi haut débit incluse.

La liste des établissements est à retrouver sur le site internet du programme : https://workcation.seychelles.travel/.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Un passeport valide.
- Une photo d'identité.
- Une attestation d'emploi.
- Une preuve de revenus et de moyens de subsistance suffisants pour toute la durée du séjour.
- Une assurance-santé valide.
- Un billet d'avion aller-retour.
- Les documents prouvant la pré-réservation de votre hébergement durant le séjour.

Tous les documents à fournir pour compléter la demande de visa doivent être traduits en anglais et mis en ligne sur le site gouvernemental des Seychelles prévu à cet effet.

COUVERTURE INTERNET

Bénéficiant du « Visitor Working Permit », les nomades numériques peuvent accéder à internet dans leur location immobilière en fonction de la catégorie qu'ils auront choisie. Néanmoins, même si l'accès à internet est très facile, il est à noter que les connexions sont souvent lentes sur l'ensemble des îles.

LIENS UTILES

- Faire sa demande de visa : https://seychelles.govtas.com/
- Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/seychelles

Port-Louis
© Sapstwai

Île Maurice

QUEL VISA ?

Le Premium Travel Visa permet de télétravailler sur l'île Maurice pendant une année, avec une option de renouvellement. Il est délivré gratuitement et sa demande se fait en ligne, généralement approuvée dans les 48 heures ouvrées. Le visa électronique est ensuite délivré par e-mail. Les conditions d'éligibilité supposent notamment de ne pas intégrer le marché du travail mauricien.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Une copie du passeport.
- Une copie des billets d'avion aller-retour.
- Une photo d'identité.
- Documents prouvant la pré-réservation d'un hébergement durant son séjour.
- Preuve de fonds suffisants pour couvrir le coût du séjour à l'île Maurice (montant minimum de 1 300 € mensuels et 400 € mensuels pour chaque personne à charge de moins de 24 ans).
- Assurance santé valide pour toute la durée du séjour.

COUVERTURE INTERNET

L'île Maurice dispose d'une bonne couverture internet sur l'ensemble de son territoire. L'opérateur de télécommunications Mauritius Telecom couvre 90% des régions habitées, avec My.t qui offre un accès haut débit à Internet. Deux autres sociétés de télécommunications sont disponibles sur l'île : Chili et Emtel.

LIENS UTILES

- Faire sa demande de visa : https://business.edbmauritius.org/
- Plus d'informations sur le Premium Travel Visa : www.edbmauritius.org/premium-visa
- Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/search/mauritius

Windhoek

© Nate Hovee

Namibie

QUEL VISA ?

Lancé en octobre 2022, le visa nomade numérique proposé par la Namibie permet de rester sur le territoire pour une durée de six mois. Les frais de demande sont de 124 $, et le site Namibia Investment Promotion and Development Board (NIPDB) permet, en plus de la demande en ligne, d'accompagner les voyageurs dans leurs réservations de vols et de logement.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Un extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les demandeurs doivent pouvoir attester d'un revenu mensuel minimum de 2000 $, de 3000 $ pour un couple avec 500 $ additionnels par enfant à charge).
- Relevés bancaires sur six mois.
- Lettre de motivation de la part de l'employeur.
- Copie des diplômes.

COUVERTURE INTERNET

La qualité internet est correcte relativement partout en Namibie, avec de nombreux points d'accès Wifi gratuits. Pour s'assurer d'une connexion excellente, la plupart des nomades numériques choisissent de s'établir dans la capitale, Windhoek. Quant à l'option internet mobile, il est intéressant de payer une carte SIM locale : la plupart des abonnements mensuels se situent en dessous de 60 $.

LIEN UTILE
https://nipdb.com/wp-content/uploads/2022/11/Flyer.pdf

Jakarta

© Creativa Images / Shutterstock.com

Indonésie

QUEL VISA ?

Après avoir abandonné l'idée d'un visa de cinq ans, l'Indonésie a finalement lancé le « B211a : Business visa », qui permet aux détenteurs de séjourner pendant 60 jours renouvelables deux fois pour un total de 6 mois. Il faudra débourser 650 $ pour obtenir ce titre de séjour. Les nomades numériques ne sont donc pas soumis à l'impôt sur le revenu en Indonésie, qui est obligatoire à partir de 183 jours de résidence.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Attestation de vaccination contre le Covid-19.
- Un extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant.
- Relevé bancaire de minimum 2000 $.

COUVERTURE INTERNET

La couverture internet en Indonésie s'avère moins bonne que ses voisins régionaux, avec des difficultés particulièrement à l'est et au centre de la région de Java. Bali reste l'endroit plus performant en termes d'internet fixe. Les principaux opérateurs mobiles sont Telkom, Firstmedia, Myrepublic et Biznet, qui peuvent proposer des offres dans les alentours de 10 $.

LIEN UTILE
www.imigrasi.go.id/en/permohonan-visa-republik-indonesia-bisnis-b211b

Kuala Lumpur

© Patrick Foto

Malaisie

QUEL VISA ?

Depuis octobre 2022, la Malaisie a lancé son visa spécialisé : le DE Rantau, qui permet de rester sur le territoire pour une période de trois à douze mois, renouvelable. Contrairement aux autres dispositifs de résidence temporaire, il est accessible aux étrangers dont les revenus proviennent d'une compagnie installée sur le territoire. Ils seront toutefois soumis à un impôt sur le revenu, contrairement aux personnes dont les revenus proviennent de l'extérieur de la Malaisie. En revanche, il ne concerne que les personnes qui travaillent dans le domaine du digital (IT, digital marketing etc.) et leurs familles. Le visa coûte 212 $ (319$ pour une famille) avec des frais de demande qui peuvent varier entre 264,99 $, et 347,99 $.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les demandeurs doivent pouvoir attester d'un revenu annuel minimum de 24 000 $).
- CV récent.
- Lettre de bonne conduite (fournie par les autorités du pays de résidence).
- Preuve de lien de parenté (livret de famille).

COUVERTURE INTERNET

Dans les grandes villes, les télétravailleurs ont accès à de nombreux « hotspot » pour l'internet fixe qui est très rapide. En ce qui concerne l'internet mobile, des opérateurs comme Hotlink ou Digi proposent des offres d'abonnement à des tarifs raisonnables.

LIEN UTILE
www.ivisa.com/apply-online/malaysia

Belgrade

© MarinaDa

Serbie

QUEL VISA ?

Il existe deux options de visas pour les nomades numériques : le visa de résidence temporaire pour un séjour de trois mois, et le « Sole proprietorship visa » valable un an – ce dernier pouvant soumettre à des taxes comme l'impôt sur le revenu. Les deux options nécessitent d'ouvrir un compte bancaire en Serbie et d'y déposer une certaine somme, en plus des frais de demande de visa qui s'élèvent respectivement à 110 € pour le visa de résidence temporaire ou 15 € pour le « Sole proprietorship visa ».

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport en cours de validité.
- Assurance médicale.
- Attestation de revenus ou une preuve de travail indépendant (les demandeurs doivent pouvoir attester d'un revenu mensuel minimum de 3500 €).
- Preuve de résidence, ou « carte blanche » à récupérer au poste de police dans les 48 h suivant l'arrivée sur le territoire.
- Ouverture d'un compte personnel en Serbie (avec un dépôt de 500 € pour le visa de résidence temporaire et de 260 € pour le *Sole proprietorship visa*).

COUVERTURE INTERNET

La Serbie offre des conditions de télétravail optimales avec une excellente connexion dans les grandes villes et un large choix d'espaces de coworking. Il est également possible de louer des espaces de travail à la journée. Pour les forfaits mobiles les prix varient généralement entre 5 et 10 €.

LIEN UTILE
www.mfa.gov.rs/en/diplomatic-missions/serbian-diplomatic-missions

VISAS SPÉCIFIQUES

Tbilissi
© monticello

Géorgie

QUEL VISA ?

La Géorgie a été l'un des premiers pays à proposer un visa pour les nomades numériques. Le « Remotely from Georgia » permet de séjourner dans ce cadre pour une durée limitée sur le territoire géorgien.

DOCUMENTS À FOURNIR

• Un passeport valide depuis au moins six mois.
• Une copie de la déclaration d'approbation de visa délivrée par la direction des Étrangers et Frontières.
• Le paiement des frais de visa individuel.
Les documents peuvent être envoyés par voie électronique.

COUVERTURE INTERNET

La 4G, connexion internet depuis un smartphone, fonctionne globalement bien sur le territoire géorgien. Cependant, bien que le réseau soit présent dans les campagnes et dans les zones plus en altitude, le débit reste encore assez aléatoire en fonction de l'endroit où l'on se trouve.

LIENS UTILES

• Renseignements pour l'obtention des visas : https://ge.ambafrance.org
• Trouver un espace de coworking : www.coworker.com/search/georgia?filter_resource_types=private_offices,desks,meeting_rooms,virtual_offices

Bahamas
© Stefan Ugljevarevic

Caraïbes

QUEL VISA ?

Conscients de l'attractivité des îles, une grande partie des territoires Caraïbes a mis en place des visas spécialisés à destination des nomades numériques. Ils confèrent aux voyageurs un statut de résident temporaire : ils ne sont donc pas soumis aux impôts sur le revenu.
• **Anguilla :** valable un an.
• **Bermudes :** Le « One Year Residential Certificate » est valable un an renouvelable.
• **Montserrat :** le « Montserrat Worker Stamp » est valable un an, à condition de pouvoir attester d'un revenu annuel minimum de 70 000 $.
• **Curacao :** « At Home in Curaçao », valable six mois avec possibilité de le renouveler une fois.
• **Sainte-Lucie :** « Live It Program », valable un an.
• **Grenade :** visa spécial valable un an à condition de pouvoir attester d'un revenu annuel minimum de 37 000 $.
• **République Dominicaine :** le « Work in Nature Visa » est valable 18 mois.
• **Bahamas :** le « Bahamas Extended Access Travel Stay » (BEATS), valable un an et renouvelable jusqu'à trois ans maximum.
• **Îles Caïmans :** le « Global Citizen Concierge Program », valable deux ans à condition de pouvoir attester d'un revenu annuel minimum de 100 000 $.

DOCUMENTS À FOURNIR

Les documents nécessaires pour chaque visa
• Un passeport en cours de validité.
• Une carte d'assurance médicale.
• Une attestation d'emploi ou une preuve de travail indépendant.

Selon les territoires, il pourra également être demandé
• Un extrait du casier judiciaire vierge datant de moins six mois.
• Un certificat de naissance.
• Une lettre de recommandation fournie par la banque.
• Une attestation de revenu minimum.
• Une preuve de l'existence légale de l'employeur.
• Un descriptif de poste fourni par l'employeur.
• Pour les îles qui proposent des offres familiales, une preuve de lien de parenté sera demandée (livret de famille).
• Pour les étudiants, un certificat de scolarité

COUVERTURE INTERNET

Les deux opérateurs majeurs pour l'internet mobile dans la région Caraïbes sont Flow et Digicel, qui assurent une large couverture et garantissent une bonne connexion internet.

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Liberté
Égalité
Fraternité

Nomade numérique ?

Pensez à vous inscrire sur nos services gratuits et en ligne !

→ Sur **le registre consulaire** pour faciliter vos démarches administratives : papiers d'identité, liste électorale, bourse scolaire, recensement, etc.

→ Sur **Ariane** pour être alerté en cas de crise lors d'un voyage à l'étranger.

France Consul@ire

Toutes les informations sur **diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-francais**

sedomicilier

Soyez nomade et professionnel

La solution n°1 pour implanter votre siège social en France

- + de 70 adresses
- Contrat en 48h
- 100% en ligne

Bénéficiez de 20% de remise* sur la domiciliation à l'année avec le code FRALE20

sedomicilier.fr

*Le code promotionnel FRALE20 permet de profiter de -20% sur les abonnements d'1 an et de 2 ans pour toute nouvelle souscription à un abonnement de domiciliation en France. Il est applicable sur toutes les adresses. Ce code est valable jusqu'au 31/12/23. Afin de profiter de la réduction, ce code est à renseigner sur la page de paiement et n'est pas cumulable avec d'autres promotions existantes.